



Assemblée générale

Soixante-quatrième session

6^e séance plénière

Jeudi 24 septembre 2009, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Treki (Jamahiriya arabe libyenne)

La séance est ouverte à 15 h 10.

Allocution de M. Hugo Rafael Chávez Frías, Président de la République bolivarienne du Venezuela

Le Président (parle en arabe) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République bolivarienne du Venezuela.

M. Hugo Rafael Chávez Frías, Président de la République bolivarienne du Venezuela, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hugo Rafael Chávez Frías, Président de la République bolivarienne du Venezuela, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Chávez Frías (parle en espagnol) : Aux citoyens du monde qui se rassemblent ici, comme ils le font chaque année, à l'occasion de cette session qui revêt une telle importance pour le monde, je tiens à dire tout le plaisir qui est le mien à revenir à New York et à l'ONU après quelques années d'absence. Je suis très reconnaissant de toute cette coopération, de toute la façon dont notre délégation a été reçue.

Hier, au Centre Lincoln, nous avons vu un film réalisé par Oliver Stone au cours de ces derniers mois ou de l'année passée. Ce film, dont le titre donne à

réfléchir, à penser, s'appelle « Au sud de la frontière ». Vous pourrez y voir le Président Evo Morales mâchant de la feuille de coca aux côtés d'Oliver Stone et, comme le dit le Président Morales, la coca, ce n'est pas de la cocaïne. Vous pourrez y voir également Cristina, la Présidente argentine, et la voiture du général Perón; et entendre ce qu'elle a à dire sur ce qui se passe aujourd'hui en Amérique du Sud, en Amérique latine. Vous y verrez aussi Lula, le Président du Brésil, dans la Guajira vénézuélienne en train d'inspecter, avec nous, les centres de production que nous mettons en place avec les peuples autochtones de la Guajira qui ont été exploités pendant des siècles. Vous pourrez y voir également le Président Fernando Lugo, évêque et théologien de la libération et, comme lui-même le dit, vivant aujourd'hui dans la résidence occupée pendant des années par Stroessner; un évêque devenu président.

Vous pourrez y voir Rafael Correa, le Président de l'Équateur, à la Havane avec le Président Raúl Castro. Vous pourrez y voir Fidel. Vous pourrez même y voir Obama, à la Trinité, en grande conversation avec un groupe d'entre les nôtres, la main tendue et le visage souriant.

Je pense que c'est un film intéressant, parmi les nombreux films réalisés par ce grand cinéaste des États-Unis qu'est Oliver Stone. Il avait déjà tourné deux films sur Fidel : « Looking for Fidel » et « El Comandante ». Dans ce film, il y a de nombreux codes,

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



qui pourraient nous aider à déchiffrer les énigmes de l'époque où nous vivons.

Hier soir, nous sommes restés discuter après le film avec un groupe de personnes des États-Unis et d'autres parties du monde. Cette conversation a été très instructive, symptomatique de l'importance de ce que Fidel Castro appelle « la bataille des idées ». Une femme d'une cinquantaine d'années s'est approchée de moi et m'a dit : « Je suis très heureuse ». Elle parlait à moitié espagnol, une Nord-Américaine, très pâle, citoyenne typique de ce pays, née ici. Elle m'a dit : « Je suis très heureuse ». Et je lui ai demandé pourquoi. « Parce que, aujourd'hui, je me rends compte, après avoir vu ce film; je pensais que vous étiez quelqu'un de mauvais, très mauvais ».

Cette personne était victime du bombardement médiatique, du bombardement idéologique qu'on déverse sans pitié sur ce pays, les États-Unis, et sur le monde entier, dans le but de renverser les faits et de mettre le monde à l'envers, comme le dit Eduardo Galeano.

Ce film s'appelle « Au sud de la frontière ». Je saisis cette occasion que m'offre ce titre « Au sud de la frontière » pour vous dire qu'au sud de la frontière, il y a une révolution. Il y a une révolution en Amérique du Sud, il y a une révolution en Amérique latine, il y a une révolution dans les Caraïbes. Il faut que le monde le voie, l'assume et l'accepte parce que c'est une réalité qui ne changera pas. Je dois aussi dire que c'est une révolution qui transcende l'idéologie, une révolution même géographique, géopolitique. C'est une révolution de notre temps; elle est historique et a des racines très profondes. C'est une révolution morale, spirituelle, totale. C'est la révolution nécessaire, nous le pensons. C'est une grande révolution qui ne cessera de s'amplifier au fil des jours, au fil des mois, au fil des années. Pourquoi est-ce une grande révolution? C'est une grande révolution parce qu'elle a tardé à venir, elle a pris des siècles à venir pour déboucher sur ce moment. C'est une grande révolution à cause de l'espace qu'elle couvre.

Je ne vais pas parler plus longtemps que M. Al-Qadhafi. Al-Qadhafi a parlé pour nous tous. Ces applaudissements sont pour Al-Qadhafi et son discours. Mais je ne vais pas non plus parler moins qu'Obama ou Lula.

Je disais que c'est une grande révolution de par le temps, le temps qui s'est accumulé. Ce sont des siècles accumulés de batailles, de luttes, d'espérance et de

souffrances de millions et de millions d'êtres humains en Amérique latine et dans les Caraïbes. C'est une révolution qui est grande par l'espace qu'elle occupe. C'est une révolution qui est grande par la profondeur de ses fondements. Elle est grande par les masses de ceux qui la rejoignent. Personne ne peut prétendre la freiner et personne ne pourra la réfréner.

Hier, le Président Morales, ce grand compagnon, ce grand chef autochtone aymara, Evo Morales, l'a dit, tout comme il l'a dit dans le film que vous ne devriez pas manquer de voir. Hier soir, Oliver Stone m'a dit qu'on faisait pression sur lui pour que le peuple des États-Unis ne voie pas son film. Où est donc la liberté d'expression? C'est à peine un film : qui a peur d'un film? Mais les monopoles qui gèrent les cinémas et les salles de cinéma ont déjà commencé à faire pression. Ce sont tous des monopoles et ils exercent des pressions, mais le film sera montré : heureusement, nous sommes à l'ère de l'informatique et des télécommunications, on ne dépend plus des salles de cinéma qui sont gérées par les monopoles.

Evo Morales l'a dit dans le film en parlant avec Oliver Stone et en rappelant une phrase lancée par un grand chef aymara, son arrière-arrière-grand-père qui a été assassiné comme des millions de personnes lors de l'invasion espagnole, portugaise, anglaise et européenne de ce continent. Le savez-vous? Je sais que ceux qui sont ici présents le savent : lorsque les navires européens sont arrivés sur les côtes de l'Amérique, près de 90 millions d'autochtones y vivaient.

Deux cents ans plus tard, il n'en restait plus que quatre millions. C'est l'un des plus grands génocides de l'histoire, le génocide du continent lui-même, d'Abya Yala, comme nos peuples autochtones l'appelaient et l'appellent encore. Evo répète la phrase prononcée par le grand chef aymara mort écartelé : on lui a attaché chacun des membres à un cheval pendant qu'on tirait, tirait, pour le démembrer. L'Indien, au moment de mourir, a fait cette prophétie : « Oui, je meurs aujourd'hui. Oui, je meurs aujourd'hui, a dit Túpac [...], mais un jour [...] je reviendrai et je serai des millions. » Túpac Katari est revenu, et nous sommes des millions. Des millions.

Rien ni personne ne pourra arrêter la grande révolution de l'Amérique du Sud, de l'Amérique latine, et des Caraïbes. Et je pense que le monde devrait la soutenir. Les États-Unis devraient la soutenir. L'Europe devrait la soutenir parce que cette révolution – certains de nos frères et nos sœurs ne l'ont peut-être pas

remarqué – est le début de la voie du salut pour cette planète, et du salut pour la race humaine, menacée par le capitalisme, l'impérialisme, la guerre, la faim. Il s'agit d'une révolution nécessaire. Pendant des siècles, on nous a appelés le « Nouveau Monde », le « monde nouveau » pourrions-nous l'appeler aujourd'hui, en inversant les facteurs; le monde nouveau est en train de naître.

Il y a des années, comme nous le rappelions la nuit dernière, j'ai été invité à participer à une réunion, une conversation, un grand groupe de dirigeants; et plus que grand, important, grand par ceux qui le composaient. C'étaient des chefs syndicalistes des États-Unis, un groupe de syndicats. Certains travailleurs se plaignaient au sujet d'une usine de biscuits qui ne les payait pas. Ils étaient en grève, et l'un d'eux m'a demandé : « Pourquoi n'achetez-vous pas cette usine? » Et j'ai dit : « Je vais voir. Nous pouvons peut-être en faire une usine socialiste. » Si Obama m'y autorise, on pourrait l'acheter, la donner aux travailleurs, pour qu'ils continuent de fabriquer leurs biscuits et les distribuent sans être exploités par les mêmes deux ou trois capitalistes. C'est cela le socialisme et c'est la voie du salut pour cette planète.

Hier, un journaliste m'a demandé, après le film, pendant le débat qui a suivi la projection : « Comment défendez-vous le socialisme alors que l'Union soviétique a échoué? » La réponse est toute simple : l'Union soviétique a fait fausse route dès le départ et en vérité, il n'y a jamais eu de socialisme en Union soviétique. Mais ce siècle, le XXI^e siècle, sera le siècle du socialisme, le socialisme de la race humaine.

Je suis sûr que tous ceux qui m'écoutent ont lu Einstein. C'est Albert Einstein qui a convaincu le Président américain de construire la bombe atomique, de commencer la recherche avant les nazis. Plus tard, il a regretté ce qu'il avait fait quand il a vu la catastrophe d'Hiroshima et de Nagasaki. Mais Albert Einstein, après toutes ses années de recherche scientifique assidue, Einstein, l'un des plus grands savants que la terre ait connus, est arrivé à cette conclusion – et cela est écrit de sa main : « Pourquoi le socialisme? »; Einstein a conclu que le socialisme était la seule voie qui permettrait à la race humaine de vivre sur cette planète. Le capitalisme est la voie de l'extinction de l'espèce humaine. Nous, en tant qu'espèce, nous sommes ici depuis... Ça, c'est le fort de Castro, il connaît ces chiffres. Même si la vie est apparue ici pour la première fois il y a plus de trois milliards d'années, cela donne à penser. Nous, l'espèce humaine,

nous ne sommes apparus qu'il y a peut-être moins de 300 000 ans, pas même 0,01 % du temps depuis lequel il y a la vie sur cette planète. Et maintenant, nous serions là pour en finir avec cette planète? Allons-nous en finir avec elle?

Nous avons entendu tout le monde, depuis Obama, en passant par Lula, Sarkozy, Al-Qadhafi, Cristina, appeler au changement. Et quel est ce changement? Le capitalisme ne permet pas de changement. Ne nous leurrons pas : ce n'est que par le socialisme que nous pourrions obtenir les vrais changements; et la révolution de l'Amérique latine a tout ce qu'il faut, elle a un élément socialiste fort, comme l'a dit Mariátegui, le grand penseur péruvien; c'est un socialisme indo-américain, c'est notre socialisme, c'est un socialisme américain, c'est le socialisme de José Martí, un socialisme bolivarien, un nouveau socialisme. Il n'est un calque ou une copie de rien de ce qui existe. Il n'y a pas de manuels pour instaurer le socialisme, il faut l'inventer; c'est une création héroïque a dit Mariátegui.

Hier, nous nous rappelions ce qu'a dit un Président nord-américain, ou plutôt un Président des États-Unis, peu de temps avant d'être assassiné. Cela est consigné dans un discours devant le Congrès des États-Unis. John Kennedy a parlé d'une révolution dans le Sud, en disant qu'elle avait été principalement causée par la faim. Quelques jours plus tard, il a été assassiné. John Kennedy n'était pas un révolutionnaire, mais c'était un homme intelligent, comme est, je crois, le Président Obama. Puisse-t-il l'être! Puisse Dieu épargner à Obama les balles qui ont tué Kennedy! Puisse Obama changer, changer, changer, vraiment. Réussir un virage; hier, il a parlé. Ça ne sent plus le soufre ici. Non, ça sent autre chose, ça sent l'espoir. Il faut porter l'espoir dans son cœur.

Nous ne pouvons pas détruire cette planète. Qu'en sera-t-il de nos enfants? Des générations futures? Relevons le défi. Hier, Lula disait qu'il n'y avait pas de volonté politique. Cela doit être pour nous un coup de fouet. Je connais la volonté de Lula. Je connais profondément son humanisme; c'est un vrai frère pour moi, et il a dit ce qu'il a dit avec raison. Toutefois, je ne dirais pas exactement qu'il n'y a pas de volonté politique; je dirais plutôt qu'il manque une certaine volonté politique, puisque Lula a cette volonté et que nous l'avons aussi, mais il faut l'accroître. Elle doit continuer à croître chez les dirigeants, au sein de la société, du peuple, de la jeunesse, surtout de la jeunesse, et des travailleurs, partout dans le monde.

Kennedy l'avait dit : il y a une révolution dans le Sud. Puis il a ajouté : « Ceux qui entravent la voie d'une révolution pacifique ouvrent en même temps la voie aux révolutions violentes ». C'est ce qu'a dit John Kennedy; vous pourrez trouver ce discours sur l'Internet puisque aujourd'hui, on trouve tout sur l'Internet. Ceux qui entravent ou prétendent entraver la voie.

María Fernanda Espinosa, ma sœur ambassadrice de l'Équateur, que je salue – cela fait plusieurs jours que je ne l'avais pas vue –, nous saluons également Correa, le Président Correa. María a été Ministre des affaires étrangères de l'Équateur au début de la révolution citoyenne. Vive la révolution citoyenne menée par Correa, par le peuple équatorien, le peuple de Manuela Sáenz, et aussi de Bolívar et d'Eloy Alfaro, grand peuple noble de Bolivie et de toute cette terre.

D'aucuns prétendent entraver la voie de notre révolution pacifique... Mais voici une autre femme courageuse, Patricia Roda, la Ministre des affaires étrangères du Honduras. Je demande qu'on applaudisse cette femme courageuse d'Amérique centrale, du peuple de Morazán. Vive le Honduras! Vive Morazán! Vive la dignité des peuples.

À 13 heures précises, je préparais ces notes. J'ai presque fini, Monsieur le Président. Personne ici ne va me lancer une chaussure! Le Ministre cubain des affaires étrangères vient d'enlever sa chaussure pour me la lancer. Hier soir, Danny Glover portait des chaussures en caoutchouc : si tu m'en lances une, lance m'en une de Danny Glover. J'ai aussi parlé à Manuel Zelaya à 13 heures, je m'en souviens bien, et nous avons fini à 13 h 13.

Et voilà qu'alors que nous sommes ici, camarades du monde entier, il y a là-bas un président énergique et digne qui a réussi à déjouer – avec un petit groupe de martyrs pratiquement – la vigilance des putschistes, leur répression; et il est arrivé à la place Morazán, à Tegucigalpa, au nez des putschistes qui contrôlent toutes les voies d'accès, toutes sans exception. Ils disposent de l'armée tout entière. C'est comme s'ils avaient envahi le Honduras, mais il s'agit de l'armée même du pays. Quelle honte! Depuis cette tribune, moi qui suis un soldat, mais un soldat révolutionnaire, je lance un appel aux soldats du Honduras, aux fils de Morazán : qu'ils cessent de réprimer le peuple innocent!

Pendant que nous sommes ici, Manuel Zelaya, le Président du Honduras se trouve à l'ambassade du

Brésil qui lui a accordé refuge. L'ambassade, m'a dit le Président lui-même, est encerclée par plus de 200 soldats. Ils ont délogé les gens sous les balles avec la plus grande sauvagerie. Ils veulent nous ramener à l'époque de l'homme des cavernes! Nous ne laisserons pas faire! Ces putschistes seront balayés par le vent de la nouvelle histoire. Soyez-en assurés! Ni ce coup d'État, ni les forces rétrogrades ne pourront s'imposer au Honduras ou en quelque autre pays de cette Amérique. Il y a déjà 90 jours que le peuple est descendu dans la rue pour résister, encore et encore.

Et donc, il y a là-bas un président énergique entouré d'un groupe de compatriotes et de son épouse, la Première dame. On ne leur laisse pas passer de nourriture, on leur coupe l'eau à n'importe quel moment. Ils ont une citerne que quelqu'un leur a apportée. Ce matin, m'a dit le Président, ils ont placé sur le toit d'une maison voisine du matériel ultrasophistiqué d'interception téléphonique de marque israélienne. Israël a reconnu ce Gouvernement putschiste; je crois que c'est le seul Gouvernement au monde qui l'a reconnu. Ils ont du matériel visant à provoquer des troubles psychologiques, à susciter la panique parmi les quelques personnes qui sont dans l'ambassade. Ils menacent d'investir l'ambassade du Brésil. L'Assemblée se rend-elle compte du caractère rétrograde de tout cela? On se croirait revenu à l'époque de l'homme de Cro-Magnon! Ils veulent nous ramener à l'époque des cavernes. Ils n'y parviendront pas!

Le peuple réprimé est descendu dans la rue. Les aéroports sont fermés; le peuple est prisonnier. Mais qui sont ces putschistes? C'est la bourgeoisie hondurienne, l'État putschiste, l'État aux mains de la bourgeoisie, des riches; quatre ou cinq familles très riches qui contrôlent l'État. Il faudrait relire Lénine « L'État et la révolution », l'État bourgeois. Elles contrôlent tout, tout : le Congrès national, le pouvoir judiciaire, les forces militaires, l'État, et le peuple dans la rue ... qu'on massacre.

Hier, le Président m'a dit, Hugo, il y a eu, que je sache, trois autres personnes tuées autour de l'ambassade du Brésil. Et le Président appelle au dialogue pour que l'on revienne sur la voie de la démocratie. C'est pourquoi nous réaffirmons ici notre entière solidarité avec le peuple du Honduras et le Président Zelaya, et nous demandons l'application de la résolution de l'ONU et de la résolution de l'Organisation des États américains.

Maintenant, le Gouvernement des États-Unis – fait rare – n’a pas reconnu le coup d’État militaire. C’est ce que le Président Zelaya m’a expliqué aujourd’hui : il y a en l’occurrence des divergences entre le Département d’État américain et le Pentagone. Je lisais hier un livre de Juan Bosch, ce grand Dominicain éminent renversé par l’impérialisme, un excellent livre qui s’intitule « El Pentagonismo ». Je le recommande. Le Pentagone, voilà la caverne de l’impérialisme. Le Pentagone ne veut pas d’Obama, non, il n’en veut pas. Il ne veut pas de changements. Il veut dominer le monde avec ses bases militaires, ses menaces, ses bombes, ses soldats envahisseurs. Le Pentagone est derrière le putsch au Honduras.

On a traîné le Président Zelaya hors de chez lui, hors de son lit à l’aube, le 28 juin. Des soldats honduriens l’ont embarqué dans un avion, des soldats obéissant à des ordres émanant de la base militaire que les États-Unis ont à Palmerola. L’avion a décollé de Tegucigalpa et a atterri à la base de Palmerola où ils ont gardé le Président pendant un certain temps et de là, ils ont décidé de l’emmener au Costa Rica. Les militaires nord-américains basés au Honduras avaient été informés du putsch, et ils l’appuient, ils appuient l’armée du Honduras. Voilà les contradictions dans lesquelles se débattent Obama et d’autres.

On se demande parfois s’il y a deux Obama, celui qui a pris la parole ici hier, et un autre, un double! Celui qui appuie le coup d’État au Honduras ou laisse ses militaires appuyer le putsch au Honduras! Ce sont des questions qui donnent à réfléchir. Y a-t-il un ou deux Obama? Pourvu que puisse s’imposer celui que nous avons vu et entendu ici. C’est ce dont le monde a besoin, ce qu’il réclame.

Alors quel est le contexte du putsch au Honduras? Il est lié à tout ce dont nous parlons ici, à savoir, la révolution du Sud, une révolution qui n’est plus celle des colonnes de guérilleros, des colonnes héroïques de la sierra Maestra, ou des hautes montagnes de la Bolivie où se tenait Ernesto Guevara, le Che.

Cette révolution est d’un autre genre. Elle n’émerge plus des montagnes où se rassemblaient les guérilleros; non, elle jaillit des villes, des masses. C’est une révolution de masses, mais pacifique, et qui veut le rester. C’est une révolution démocratique, profondément démocratique.

N’ayons pas peur de la démocratie, et là je paraphrase Noam Chomsky dans un autre ouvrage que je ne connaissais pas, et que je me suis procuré à

Madrid il y a quelques jours. Je rendais visite à mon ami, le Roi d’Espagne, principalement en raison d’un sommet ibéro-américain qui était organisé au Portugal à ce moment-là, et je lui dis : « Eh bien, j’y vais si tu ne me demandes pas de me taire ». Il m’a répondu : « Non, non, je ne vais pas te demander de te taire ». « Bon, alors j’y vais », lui ai-je répondu. Je suis un grand ami du Roi Juan Carlos. Ensuite, je me suis rendu dans une librairie de Madrid, la Casa del Libro, que je vous recommande, où j’ai trouvé le livre de Chomsky en espagnol, intitulé *El miedo a la democracia (Deterring democracy) La peur de la démocratie*. Il faut lire ce livre, « La peur de la démocratie ».

Les élites ont peur des peuples, elles ont peur de la vraie démocratie qu’Abraham Lincoln, cet autre martyr, a définie de manière très claire selon trois concepts : la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Ce n’est pas le gouvernement de la bourgeoisie, le gouvernement de l’élite, qui lâche les chiens dès que la population s’agite. C’est ce qui vient de se passer au Honduras, et c’est ce qui s’est passé au Venezuela en 2002, et au Brésil avec João Goulart, ou encore en République dominicaine. Pourquoi n’a-t-on pas laissé le peuple d’Amérique latine et des Caraïbes forger son propre destin au cours du XX^e siècle? On nous en a empêchés.

Ce siècle est notre siècle. Au cours de ce siècle, nous allons construire notre propre voie en Amérique latine et aux Caraïbes, et personne ne pourra nous en empêcher! Personne ne pourra nous en empêcher! Il faut en finir avec l’impérialisme. On se demande parfois, j’ai moi-même une fois demandé à Lula, ce que serait l’Amérique aujourd’hui, l’Amérique latine, la nôtre, si les États-Unis, leurs gouvernements, n’avaient pas mis le grappin sur notre Amérique pour imposer leur modèle, réduisant à feu et à sang l’espoir et la lutte de nombreux peuples, de millions de personnes, mettant fin à l’aube naissante.

Je suis né en 1954, quand Fidel était déjà prisonnier, et que les bombes s’écrasaient déjà au Guatemala. Ils ont envahi le Guatemala de Jacobo Árbenz Guzmán; ensuite, il y a eu la baie des Cochons... seulement là, ils ont échoué, et Cuba est toujours révolutionnaire, Cuba est digne, mais bloquée...

J’appelle Obama à lever l’embargo sur Cuba, qu’attend-il? Il faut être en accord avec ce que l’ont dit. Ou bien peut-être y a-t-il deux Obama? Obama a

dit hier – je l’ai noté ici, j’ai d’ailleurs noté ce que Lula avait dit avant Obama, et j’ai noté ce qu’a dit Obama ensuite –, il a dit qu’on ne saurait imposer à aucun peuple un quelconque modèle politique, et qu’il faut respecter chaque peuple et sa souveraineté. Bon, alors, qu’attend-il le Président Obama, pour ordonner la levée de l’embargo sauvage et meurtrier sur Cuba? Quelqu’un a des doutes à ce sujet? Quelqu’un pense-t-il que c’est une figure de rhétorique? Non! On persécute les entreprises du monde entier qui fournissent même de la nourriture à Cuba, et maintenant aussi au Venezuela.

Récemment, Fidel Castro a dénoncé cet état de fait dans l’une de ses réflexions : une société de grande renommée, présente dans le monde entier, qui fabrique et fournit des équipements médicaux a manqué à ses engagements envers les gouvernements cubain et vénézuélien l’année dernière et l’année précédente : elle n’a pas envoyé les pièces de rechange de centaines d’appareils médicaux que nos deux gouvernements avaient achetés pour offrir des soins gratuits et de qualité à nos populations. Il s’agissait de scanners 64 coupes, d’électrocardiographes qui se trouvent actuellement dans les quartiers pauvres de Caracas. Là où vivent les autochtones, il y a des infrastructures médicales, il y a 30 000 médecins cubains; un système de santé pour le peuple, gratuit et de qualité. Comment s’appelle cette société, déjà? Philips. Nous avons tenté de trouver tranquillement des solutions, mais cette société a refusé de nous envoyer les pièces de rechange de ces appareils de haute technologie. Pourquoi? À cause de pressions. De la part de qui? Du Gouvernement des États-Unis. Obama, est-ce lui ou est-ce « another Obama »? « Obama one or Obama two? » « Who are you, Obama? Who are you? » Je voudrais croire en celui que j’ai vu ici, hier, mais les mêmes choses continuent de se passer et c’est la vie de millions d’êtres humains qui en souffre. Au nom de quoi? À quel titre? Pourquoi les États-Unis continuent-ils de faire ça?

C’est la peur de la démocratie, comme ce qui s’est passé au Honduras, c’est la peur de la Voie bolivarienne pour les peuples d’Amérique latine (ALBA), qui est apparue comme un nouveau mécanisme d’intégration, novateur et solidaire, formé par les Gouvernements, les pays de Cuba, du Nicaragua, du Honduras, du Venezuela, de l’Équateur, de la Bolivie, d’Antigua-et-Barbuda, de la Dominique et de Saint-Vincent-et-les Grenadines. On nous attaque, on prétend nous arrêter. Mais personne n’y arrivera! Le

Marché commun du Sud, l’Union des nations de l’Amérique du Sud, tout cela est en train de prendre forme dans le contexte de la révolution géographique, géopolitique et historique, de la grande révolution latino-américaine.

Dans le même ordre d’idées, il y a les sept bases militaires que les États-Unis vont installer en Colombie. D’après mes notes, M. Obama a parlé hier de quatre piliers, tout le monde s’en souvient. Nous allons prendre au mot le Président des États-Unis : la non-prolifération nucléaire, d’accord. Qu’ils commencent à détruire toutes les armes nucléaires qu’ils possèdent. Qu’ils les détruisent, qu’ils le fassent!

Après celui de la non-prolifération, le deuxième pilier de M. Obama est : promouvoir la paix. M. Obama, nous recherchons la paix en Colombie, dans notre chère nation sœur de Colombie. Il y a une guerre civile en Colombie, que certains ne veulent pas reconnaître, ce qui est encore autre chose. Il y a un conflit historique très ancien en Colombie. L’ONU doit le reconnaître, l’examiner, et nous devrions tous tendre la main à la Colombie pour l’extirper, l’aider – dans le respect, bien sûr, de sa souveraineté – à sortir de la tragédie que vit ce peuple frère.

Quant à la paix, je me rappelle en avoir parlé à M. Obama devant Lula, à la Trinité-et-Tobago, au Sommet des Amériques. Recherchons la paix en Colombie, et avec la paix en Amérique centrale, nous aurions la paix au Guatemala. Lorsque j’étais militaire en service actif, j’ai été au Guatemala. C’était la guerre, il y a eu des milliers et des milliers de morts, des disparus. Il y a eu aussi El Salvador, le Nicaragua... Là-bas, Daniel Ortega est de retour au Gouvernement après presque 20 ans après. C’est le peuple sandiniste qui l’a ramené au pouvoir.

Quand la machine est lancée, on ne peut plus l’arrêter. Il en va de même du Farabundo Martí et du peuple salvadorien : ils ont porté le Président Funes aux plus hautes fonctions de cette République sœur. La paix est instaurée, et si – je vois que le Président Arias se trouve parmi nous –, on a pu la rétablir en Amérique centrale, mon Dieu, pourquoi ne pourrait-on pas le faire en Colombie? C’est l’une des plus grandes aspirations de ma vie car je suis vénézuélien mais je me sens aussi colombien – citoyen de la Colombie de Bolivar, la Colombie de Miranda, notre Colombie.

Par conséquent, est-ce que le Président Obama pense chercher la paix, son deuxième pilier, en installant sept nouvelles bases militaires en Colombie?

Ces sept bases sont une menace, non seulement pour la possibilité de la paix en Colombie mais aussi pour la paix qui existe en Amérique du Sud. Nous avons eu raison de dire, nous, les gouvernements d'Amérique du Sud, chacun à sa manière, en y mettant ses propres accents, à quel point l'installation de sept bases militaires américaines sur le territoire colombien nous préoccupait. Je veux de nouveau ici dénoncer et pointer du doigt cette mesure. J'invite le Président Obama à y réfléchir et à mettre en pratique les piliers qu'il a définis : travaillons à la paix!

L'Organisation des Nations Unies pourrait constituer une commission pour la paix, en Colombie. Le Venezuela est tout prêt à coopérer, tout comme le sont j'en suis sûr, tous les pays qui veulent la paix. Nous ne voulons plus de nouvelle guerre entre nous.

Je vais sauter quelques pages. Voici un autre sujet que Fidel aborde dans ses réflexions du 21 septembre; il a traité au changement climatique. Je vais prendre deux minutes pour mettre l'accent sur ce point. Certaines personnes considèrent qu'il n'y a pas de sujet, qu'il s'agit d'une question métaphysique, le fait de quelques intellectuels. Non, non et non : nous sommes en train de détruire notre planète. Comme le dit un très bon journaliste vénézuélien, nous détruisons le vaisseau spatial sur lequel nous voyageons, car cette planète est semblable à un vaisseau spatial, et nous allons la désintégrer.

Fidel, dans sa réflexion du 21 septembre 2009 intitulée « Une espèce en voie d'extinction » note – permettez que je la lise, Monsieur le Président : « À la Conférence environnementale internationale convoquée par l'Organisation des Nations Unies à Rio de Janeiro » [c'était en 1992; je m'en souviens très bien car je me trouvais alors en prison] j'ai affirmé, en tant que Chef de l'État cubain : « Une espèce est en danger d'extinction : l'homme » ». Fidel poursuit :

« Quand j'ai prononcé ces paroles et démontré leur bien-fondé, ont été d'ailleurs reçues et applaudies par les chefs d'État présents – y compris le Président des États-Unis, un Bush moins ténébreux que son fils George W. –, ceux-ci croyaient disposer encore de plusieurs siècles avant d'avoir à faire face au problème. Moi-même [Fidel] je n'envisageais pas une échéance inférieure à 60 ou 80 ans.

Aujourd'hui, ce danger est véritablement imminent, et ses effets sont déjà visibles.

Les températures moyennes ont augmenté de 0,8° degrés centigrades depuis 1980. »

Il s'agit de données scientifiques de l'Institut d'études spatiales de la NASA – 0,8 degrés sur les 30 dernières années. Fidel continue :

« Les deux dernières décennies du XX^e siècle ont été les plus chaudes enregistrées depuis des centaines d'années. Les températures en Alaska, dans l'Ouest canadien et dans l'Est de la Russie ont augmenté à un rythme deux fois plus élevé que la moyenne mondiale. La banquise de l'Arctique disparaît rapidement et la région pourrait connaître son premier été sans glace dès 2040. Les effets sont visibles dans les bancs de glace de deux kilomètres d'épaisseur qui fondent au Groenland, dans les glaciers d'Amérique du Sud, de l'Équateur au Cap Horn, qui constituent des sources d'eau essentielles, et dans la gigantesque couche de glace qui couvre la grande zone de l'Antarctique.

Les concentrations actuelles en dioxyde de carbone ont atteint l'équivalent de 380 parties par million, chiffre qui dépasse les taux naturels des 650 000 dernières années. »

Nous détruisons notre planète. Nous devons en être conscients et agir, comme l'a déclaré hier le Président Lula à la 3^e séance : en matière de changement climatique, disait-il, il n'y a pas de volonté politique; les pays les plus avancés ne veulent pas prendre de décisions. Le Président Obama dit le contraire, il dit que les États-Unis vont maintenant prendre des mesures dans ce domaine. Je vous exhorte à les prendre, Monsieur le Président. Le moment est venu de passer des paroles aux actes. Sauvons la planète. Sauvons l'espèce humaine.

Puisse le sommet qui se tiendra en décembre au Danemark donner lieu à des décisions réellement énergiques. Le Venezuela est disposé à les accepter et lance un appel à tous que chacun prenne des décisions, proportionnellement à ses responsabilités.

Quelle est la cause première de la pollution? La surconsommation. Nous épuisons les réserves de pétrole, de gaz, d'hydrocarbures. Les réserves accumulées des millions d'années durant, nous les avons détruites en l'espace d'un siècle, en moins d'un siècle.

Tout cela, bien entendu, est lié à l'économie. Je ne vais pas lire ce document, Monsieur le Président,

mais simplement y faire référence. Il s'agit du rapport Stiglitz. J'invite l'Assemblée, comme l'a déjà fait hier le Président français, à l'analyser. C'est grâce au Chef de l'État français que ce rapport et que cette commission existent, mais cela s'arrête là.

Le rapport présente les 12 recommandations de la Commission présidée par M. Stiglitz. Nous devons les analyser. Je pense qu'elles abordent bien le fond de la question même si elles ne remettent pas en cause le modèle capitaliste. Nous, socialistes, nous le faisons, mais débattons et cherchons des solutions de consensus acceptées par tous et adaptées à la situation actuelle et, par la suite, des réponses à moyen et à long termes.

Selon la première recommandation du rapport, il faudrait, dans le cadre de l'évaluation du bien-être matériel, se référer aux revenus et à la consommation. Il est recommandé, deuxièmement, de mettre l'accent sur la perspective des ménages; troisièmement, de prendre en compte le patrimoine; quatrième, d'accorder davantage d'importance à la répartition des revenus par rapport au revenu moyen. La cinquième recommandation vise à élargir les indicateurs de revenus aux activités non marchandes. Par exemple, certains services tels que la garde d'enfants et les travaux de maçonnerie, de plomberie ou de menuiserie ne sont pris en compte dans les calculs nationaux que s'ils sont effectués par une personne salariée.

Les délégués savent qu'il s'agit ici des méthodes de mesure du produit intérieur brut (PIB), qui sont des mécanismes purement capitalistes. Sur cette question, le rapport dit la chose suivante, qui ne fait pas de doute : le PIB augmente avec la circulation et l'utilisation accrue des transports, or l'anxiété de la population augmente parallèlement ainsi que le mécontentement des piétons et des usagers des transports et un temps précieux est perdu durant les trajets.

Le PIB augmente donc mais pour quelle raison? À cause de la consommation accrue de carburant, qui à son tour augmente également la pollution. On voit ainsi comment le monde capitaliste a mis au point des outils de mesure économique destructeurs. C'est pourquoi j'estime que le rapport Stiglitz offre de nombreux points de réflexion. Dans la recommandation n° 12, il indique que nous devons établir une batterie d'indicateurs en matière d'environnement et de changement climatique.

Pour en revenir à l'économie, ce rapport paraît à point nommé. Saisissons-nous-en maintenant, au

niveau, surtout, des gouvernements, en particulier de ceux des pays les plus avancés. Je crois qu'ils ont une rencontre aujourd'hui à Pittsburgh non, je ne parle pas de l'équipe des Pirates de Pittsburgh, j'espère qu'ils n'en sont pas, non, ce n'est pas les pirates, mais les présidents des pays membres du Groupe des Vingt qui sont en réunion. Demain, je demanderai à Lula et à Cristina [Fernández] comment s'est déroulée cette rencontre, car ils s'arrêteront à Caracas avant de se rendre sur l'île de Margarita pour participer au sommet Afrique-Amérique du Sud. Nous, nous sommes pour le socialisme, mais nous discutons de cela : nous parlons des indicateurs, des méthodes et modes de production. Comme l'affirmait hier le Président Obama au sujet de son quatrième pilier, ce dont nous avons besoin c'est d'une économie au service des êtres humains. Eh bien, Monsieur Obama, c'est ce qu'on appelle le socialisme. Passez dans le camp du socialisme Monsieur Obama, venez rejoindre l'axe du mal et nous construirons une économie réellement au service des êtres humains, car il est impossible de le faire avec le capitalisme. Le capitalisme ne bénéficie qu'à une minorité et exclut la majorité. De surcroît, il détruit l'environnement et la vie. C'est cela le capitalisme.

Enfin – je crois que je parle depuis 10 minutes maintenant –, je terminerai par une phrase de Lula, qui a été le premier à prendre la parole hier devant l'Assemblée. Il a relevé l'absence de volonté politique. J'ai déjà fait quelques commentaires à ce sujet, mais j'ajouterais – car je connais Lula et je saisis exactement le sens du message qu'il nous a adressé – qu'il nous appelle tous à faire preuve d'une plus grande volonté politique.

Contrairement à d'autres gouvernements, ailleurs, qui doutent et ne veulent pas de changements en dépit de la terrible crise que nous vivons en Amérique du Sud, notre volonté politique est grande – ici je parle pour le Venezuela et, je le sais, aussi pour l'Amérique du Sud, pour l'Amérique latine – notre volonté politique est immense pour le changement à apporter.

Je recommande cet ouvrage *Beyond Capital: Toward a Theory of Transition* (Au-delà du capital : vers une théorie de la transition) de István Mészáros, grand philosophe et penseur hongrois qui enseigne depuis de longues années dans différentes universités de Londres. Je pense que cet ouvrage est l'un des meilleurs qui aient été écrits au XX^e siècle. C'est une rénovation totale de la théorie socialiste. Dans l'une de ses pages si intéressantes, Mészáros cite une autre grande personnalité, Karl Marx. Il ne faut pas avoir

peur de Karl Marx, il était le Einstein de la politique. Il a été diabolisé, certes, mais combien de fois en définitive Karl Marx ne s'avère-t-il pas avoir raison?

Citant Marx, Mészáros écrit que les crises sont par conséquent une menace générale qui nous pousse, au-delà du postulat vers l'adoption d'un nouveau paradigme historique. C'est ce dont nous avons besoin : un nouveau paradigme historique. Voilà des années que nous entendons parler d'un nouvel ordre mondial, mais le vieil ordre moribond est toujours en place. Nous désirons l'avènement du nouvel ordre, du nouveau paradigme historique, du nouveau paradigme politique, d'un paradigme mondial nouveau. Hier, Al-Qadhafi a réaffirmé ici le besoin d'une nouvelle institutionnalité, d'une nouvelle économie, d'une nouvelle société, réellement nouvelle – d'un monde nouveau, en somme.

Maintenant, je pense que Lula a dit hier – il a terminé son discours à 10 h 10 – qu'il nous revenait d'être les accoucheurs de l'histoire. Je partage son avis et j'ajouterais aux propos du camarade Lula ceci : l'accouchement a déjà commencé. Il ne s'agit pas d'un événement futur, mais actuel. Soyons comme le camarade Lula l'a dit les accoucheurs et les accoucheuses de l'histoire nouvelle. Plus forts que ceux qui veulent l'enterrer, luttons sur cette planète pour l'avènement de cette histoire nouvelle, de cette ère nouvelle, de ce monde multipolaire libre et nouveau, de cette économie au service de tous, et non pas seulement d'une minorité, de ce monde où règne la paix.

Je suis chrétien. Un jour le Christ a dit la même chose quand il a dit « mon royaume n'est pas de ce monde ». Il est dans le monde à venir, où régnera l'amour entre les uns et les autres et où nous vivrons réellement en frères et sœurs.

Dimanche dernier à La Havane – je range mes petits livres et je termine maintenant – un grand concert était organisé sur la place de la Révolution, le « Concert pour la paix », avec la participation de Miguel Bosé, Juanes, Olga Tañó et d'autres chanteurs cubains. Silvio Rodríguez était de la partie – le grand Silvio – et ils ont chanté pour le monde entier. Certains à Miami ont mal accepté que Juanes – ce grand colombien – s'y produise et ont manifesté leur colère en brisant ses CD juste parce qu'il avait chanté sur la place de la Révolution. Jusqu'où va la folie de certains! Heureusement qu'il ne s'agit que d'une minorité. Silvio y était avec sa guitare et je suis sûr qu'il a

chanté « cette époque est en train d'accoucher d'un cœur ». Il termine cette chanson, *Cita con ángeles*, par ces mots : « soyons un tout petit peu meilleurs et un peu moins égoïstes ».

Salut à tous.

Le Président (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République bolivarienne du Venezuela de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Hugo Chávez Frías, Président de la République bolivarienne du Venezuela, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Danilo Türk, Président de la République de Slovénie

Le Président (parle en arabe) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Slovénie.

M. Danilo Türk, Président de la République de Slovénie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Danilo Türk, Président de la République de Slovénie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Türk (parle en anglais) : Hier et aujourd'hui, nous avons pu entendre de nombreux discours inspirés, avec des mots forts, des mots d'espoir. Et il y a quelques instants, des mots sur le salut. Bien que la plupart d'entre nous ne croient pas que le salut soit au coin de la rue, chacun n'en croit pas moins, à mon sens, qu'une amélioration est possible, et que la raison de notre présence ici est justement de faire en sorte qu'elle se réalise dans les faits. Mais pour ce faire, nous devons, en tant que représentants des États Membres de l'ONU, agir dans le sens des attentes légitimes des peuples du monde, à savoir faire de l'ONU une institution performante, animés d'un même objectif, en véritables nations unies.

Je tiens à vous exprimer, Monsieur le Président, mon entière confiance en votre expérience et votre sagesse, à vous féliciter de votre élection et à vous souhaiter plein succès dans votre travail pour l'amélioration de la condition humaine.

Par la même occasion, je ne voudrais pas manquer cette occasion de remercier le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session, M. Miguel d'Escoto Brockmann, qui a fait montre à la tête de cette Assemblée d'une grande détermination et d'un engagement moral en faveur de l'équité et de la justice.

Je tiens aussi à rendre hommage à notre Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, qui guide nos travaux en ces temps difficiles.

Ces derniers jours, beaucoup d'entre nous seront employés, sous la direction du Secrétaire général, à mobiliser la volonté politique nécessaire pour conclure l'affaire à Copenhague. Nous nous félicitons tous de cet exemple d'impulsion internationale. L'humanité doit en effet avancer résolument vers l'instauration d'un système nouveau, fonctionnel, qui permettra d'atténuer les effets du réchauffement climatique, et de garantir notre nécessaire adaptation.

Nos responsabilités sont communes et différenciées. Aujourd'hui nous comprenons que chacun des États Membres de l'Organisation des Nations Unies doit apporter sa contribution et que, toutes ensemble, les nations, unies, peuvent sauver la planète. Faisons le nécessaire pour que la Conférence de Copenhague soit le point de départ de ce changement.

Nous devons aussi faire plus largement front et associer pleinement la société civile et le secteur des affaires à l'action collective pour amener cette nécessaire transformation technologique et sociale. L'action qui est engagée maintenant en vue d'atténuer les conséquences du changement climatique devra conduire à un profond changement social, changement de nos modes de production, de nos modes de consommation, et de nos modes de vie. N'ayons pas peur de ces changements. Ces changements ne seront peut-être pas la révolution dont le Président vénézuélien M. Chavez Frías, a parlé, mais ce devront être de véritables changements, et s'ils sont amenés avec sagesse, et au moment opportun, ils pourront améliorer notre avenir commun.

Aujourd'hui, le monde a besoin d'une stratégie globale élaborée, afin d'accomplir cette tâche, une stratégie qui nous permette de faire face à tous les principaux défis de notre temps de manière systématique. La crise alimentaire, le changement climatique, la crise énergétique, la propagation de maladies infectieuses et d'autres problèmes peuvent

être différents dans leurs causes mais ils sont similaires dans leurs effets communicatifs. Ils entravent le développement mondial et éloignent considérablement la réalisation effective des objectifs du Millénaire pour le développement. Il nous faut donc y apporter des réponses claires.

M. Grauls (Belgique), Vice-Président, assume la présidence.

Et quel est le rôle de l'ONU dans ce contexte? Certaines réponses ont déjà été données. Elles sont consacrées, notamment, dans le Document final de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement qui s'est tenue à New York au mois de juin. Les conclusions de cette conférence méritent une élaboration plus détaillée. Il va falloir définir rapidement les tâches prioritaires à effectuer pour le développement mondial.

En ce moment, beaucoup d'espoirs sont mis dans le sommet du G-20 à Pittsburgh. Il y a beaucoup à faire pour discipliner et responsabiliser davantage la gestion du système financier mondial. C'est une priorité importante et immédiate. En outre, il importe d'accroître les ressources disponibles et d'adapter les institutions de Bretton Woods pour pouvoir maintenir comme il convient la stabilité financière mondiale et continuer de pouvoir financer le développement. La reprise des négociations commerciales internationales est devenue une priorité urgente.

Mais il faut faire davantage encore en améliorant, notamment l'aide publique au développement, en mettant particulièrement l'accent sur le développement en Afrique. Les questions liées au développement mondial représentent une large part de l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale.

Cependant, nous devons aussi penser au sort réservé aux droits de l'homme dans la conjoncture mondiale actuelle. Les droits de l'homme et le développement sont intimement liés. La récession actuelle a déjà accru la pauvreté mondiale. Le chômage augmente. Le sort de nombreux jeunes devient de plus en plus incertain. Tous ces phénomènes remettent gravement en question la stabilité sociale mondiale et pourraient devenir, si l'on n'y prend garde, les graves problèmes de sécurité de demain.

Je salue les efforts de l'Organisation internationale du Travail et le Pacte mondial pour l'emploi, adopté au mois de juin. Aujourd'hui, il n'y a

pas de défi aux droits de l'homme plus répandu, plus stratégique et plus pressant que le défi de la pauvreté et du chômage. Les décideurs politiques doivent s'assurer que les politiques économiques et les politiques en matière de droits de l'homme sont coordonnées et que des mécanismes de lutte sont mis en place aux niveaux national et international.

La Slovénie a été l'un des premiers États Membres à signer aujourd'hui le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui sera pour les individus un mécanisme supplémentaire de mise en œuvre, au potentiel important. C'est un petit pas, mais qui montre que nous sommes conscients du problème et déterminés à agir.

Nous comptons aussi sur le Conseil des droits de l'homme, principal organe des Nations Unies en matière d'élaboration de stratégies de défense des droits de l'homme. La Slovénie est un membre actif du Conseil et nous demeurons optimistes. Les progrès réalisés jusqu'à présent dans la mise en place de nouvelles méthodes de travail au niveau du Conseil sont encourageants, même s'ils ne sont pas encore suffisants. Nous saluons l'élection des États-Unis au Conseil et nous pensons que seule une instance des droits de l'homme ouverte à tous peut être une instance efficace dans le domaine des droits de l'homme. Les membres du Conseil des droits de l'homme doivent savoir qu'ils ont une responsabilité particulière, celle de montrer la voie.

Mais il existe des problèmes qui dépassent les capacités du Conseil des droits de l'homme lui-même. Les échecs commis en matière de protection des êtres humains contre les atrocités massives et les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme ne doivent plus se répéter. Nous n'avons toujours pas trouvé les outils qu'il faut pour faire face à temps et de manière efficace à de telles situations. Je me félicite, par conséquent, du débat qui a eu lieu à l'Assemblée générale au mois de juillet de cette année sur la responsabilité de protéger. L'intervention continuelle de l'Assemblée générale sur cette question s'est avérée nécessaire et j'espère que ce débat produira des résultats.

Les questions relatives à l'environnement, au développement et aux droits de l'homme représentent aujourd'hui la plus grande partie des questions à l'ordre du jour de l'ONU, mais c'est essentiellement dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité

internationales qu'il est le plus urgent de réfléchir et d'agir. Quatre axes de travail revêtent une importance particulière.

La réforme du Conseil de sécurité se fait attendre depuis trop longtemps et les progrès réalisés à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, à cet égard, sont insuffisants. Toutefois, les négociations menées jusqu'à ce jour ont généré une dynamique positive. Il est manifeste que l'élargissement du Conseil de sécurité, tant au niveau des membres permanents qu'au niveau des membres non permanents, fait l'objet d'un appui important parmi les États Membres de l'ONU. Il y a exactement un an, j'ai proposé, depuis cette tribune, un modèle particulier d'élargissement du Conseil de sécurité. C'est l'une des nombreuses propositions qui ont été faites. Le temps est venu aujourd'hui de la remettre sur la table, avec les autres propositions, et de les examiner sans plus tarder.

En plus d'un changement structurel, comme la réforme du Conseil de sécurité, nous avons besoin d'un renforcement du rôle concret de l'ONU en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Je me félicite du point de vue exprimé dans le rapport publié au mois de juillet de cette année par le Département des opérations de maintien de la paix et intitulé « Un partenariat renouvelé : définir un nouvel horizon pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ». Le rapport souligne nombre de besoins parmi les plus subtils et les plus urgents actuellement en matière d'amélioration du système de maintien de la paix. Les États Membres doivent examiner attentivement le rapport et des concepts tels que l'élargissement du partenariat de maintien de la paix, dont le but est de renforcer les capacités opérationnelles et la sophistication politique des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

N'oublions pas que des progrès dans le domaine du maintien de la paix permettraient de renforcer toutes les autres activités de l'ONU liées au maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris la diplomatie préventive et la consolidation de la paix après les conflits.

Le troisième axe sur lequel il faut travailler est le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, domaine dans lequel nous avons connu trop de pierres d'achoppement dans le passé. Il faut revitaliser l'action de l'ONU maintenant, et le prochain examen du Traité sur la non-prolifération des armes

nucléaires devra représenter à cet égard un pas en avant.

Quatrièmement, l'ONU restera une instance indispensable en matière de consultation politique et de prescriptions de politique. L'expérience de l'ONU est irremplaçable. La situation en Afghanistan en est une illustration : cela fait maintenant 30 ans que l'ONU est saisie de différents problèmes ayant trait à l'Afghanistan, un de ses États Membres. Personne ne peut douter que l'Afghanistan appartienne aux Afghans ou que l'afghanisation de la sécurité soit la seule véritable voie vers la sécurité dans le pays. Il ne saurait y avoir de solution militaire aux différents problèmes du pays. Il devient de plus en plus évident que la communauté internationale devra aider à mettre en place un processus de transition afghan qui permette de réduire la présence militaire internationale dans le pays et d'y mettre progressivement fin.

J'insiste sur le rôle de l'ONU dans ce contexte. Parfois, des questions telles que la situation en Afghanistan et autour du pays sont abordées lors de conférences internationales spécialisées, mais la sagesse et le bon sens commandent de mettre à profit l'expérience de l'ONU. N'oublions pas le succès sans égal obtenu par l'ONU, à la Conférence de Bonn convoquée par l'Organisation en 2001 et à la loya jirga constitutionnelle qui a suivi. L'heure est venue de dresser un bilan général de toute cette expérience, depuis cette période jusqu'à aujourd'hui, d'évaluer précisément les échecs et d'en déterminer les causes, d'analyser sobrement la situation actuelle, et d'établir avec soin les étapes futures qui feront de l'assistance administrative, économique et politique internationale un outil plus efficace rendant dorénavant inutile la présence militaire internationale. L'aide du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sera précieuse à cet égard.

Je vais terminer par un constat d'évidence. Le programme de l'ONU est aujourd'hui très lourd, mais ce n'est pas nouveau. L'ONU a toujours été l'enceinte où l'on s'est attaqué aux problèmes les plus inextricables de la planète. Cependant, l'ONU a également toujours été un espoir, une promesse pour le monde. Soyons à la hauteur de cet espoir et de cette promesse. Faisons de cette ère celle des Nations Unies, l'heure de gloire de l'Organisation.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président

de la République de Slovénie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Danilo Türk, Président de la République de Slovénie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Bharrat Jagdeo, Président de la République du Guyana

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Guyana.

M. Bharrat Jagdeo, Président de la République du Guyana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Bharrat Jagdeo, Président de la République du Guyana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Jagdeo (parle en anglais) : Je tiens à exprimer au Secrétaire général toute notre gratitude pour son rôle de fer de lance des travaux de l'ONU à l'heure où les Membres de l'Organisation sont assaillis de toutes parts par des défis historiques.

On me fait savoir que seul ce qui est dit à la tribune figure au procès-verbal de la séance. J'espère qu'à l'avenir, nous pourrions peut-être changer le système. Si c'est le cas, nous serons peut-être en mesure de dire plus de choses sans passer beaucoup de temps à la tribune. Je vais donc distribuer le texte intégral de ma déclaration et me concentrer sur deux domaines dont je pense qu'ils revêtent une importance particulière en ce moment. Le premier se rapporte à la crise financière et à son incidence dans les Caraïbes, et le second est relatif à la crise que provoque le changement climatique.

Concernant la crise financière en cours, ce sont les petits pays des Caraïbes dont l'économie est vulnérables qui ont été les plus durement touchés par la récession mondiale. Cela s'est manifesté d'une part par la baisse des prix des produits de base à l'exportation, notamment la bauxite, et d'autre part par la chute de la demande dans le domaine des services, notamment le tourisme. Il en est résulté des pertes de revenus à l'exportation et des revenus en devises étrangères, qui se sont accompagnées d'un bouleversement des taux de change et des recettes publiques, ce qui a exacerbé une

situation déjà précaire en matière fiscale et de service de la dette et a provoqué des pertes d'emplois et de protection sociale ainsi qu'un retour en arrière sur les batailles déjà gagnées contre la pauvreté.

Alors même que nous cherchons des solutions à long terme pour améliorer les capacités de résistance de notre économie, nous avons cependant besoin d'une aide immédiate. La capacité des petits pays des Caraïbes de réagir par l'adoption de mesures anticycliques est virtuellement inexistante, car nous n'avons aucune latitude en matière fiscale et notre niveau d'endettement est parmi les plus élevés du monde. Il est donc indispensable que la communauté mondiale accorde aux petits pays vulnérables lourdement endettés un allègement et une restructuration de leur dette, y compris à ceux qui n'étaient pas auparavant pris en compte dans le cadre de l'allègement de la dette du fait de leur niveau de revenus, mais dont le taux d'endettement est clairement insoutenable, de quelque point de vue que l'on se place.

La situation rend également indispensable une augmentation des flux d'aide au développement vers ces pays, en provenance des partenaires de développement multilatéraux et bilatéraux. Malgré l'injection d'importantes sommes supplémentaires dans certaines des institutions multilatérales, et malgré l'approbation de nouvelles facilités par ces institutions, les résultats concrets en termes de fonds supplémentaires versés aux petits États ont été quasi invisibles. Cet état des choses doit changer d'urgence si nous voulons éviter que ne se répande le sentiment d'un manque d'intérêt mondial pour les besoins des petits pays.

Ma crainte est qu'à mesure que la crise s'apaisera, la volonté de changer l'architecture financière mondiale diminuera. Nous préconisons donc des mesures d'urgence dans ce domaine, en affirmant également que cette solution – celle d'une nouvelle architecture financière mondiale – doit être élaborée avec la participation des petits pays. Notre crainte est que, si nous poursuivons dans cette voie, nous n'ayons en fin de compte une nouvelle architecture qui ne tienne compte que des préoccupations des grands pays – au nombre desquels figurent désormais tous les pays du Groupe des 20 – alors que les petits pays n'y verront traiter aucune de leurs préoccupations. C'est pourquoi j'ai préconisé l'année dernière la tenue d'une conférence de type Bretton Woods à l'occasion de laquelle tous les pays présents dans cette salle

pourraient participer à l'élaboration de cette architecture.

La deuxième crise que je souhaite aborder est celle du changement climatique. Cette semaine, nous avons beaucoup insisté sur l'urgence que revêtait la lutte contre le changement climatique. Grâce à la clairvoyance dont a fait preuve le Secrétaire général et au travail des dirigeants et des citoyens des pays du monde entier, le niveau de compréhension de la nature du défi climatique est de plus en plus élevé.

Mais il ne suffit pas de comprendre ce problème : il faut aller plus loin. Nous devons travailler ensemble au sein de la communauté mondiale pour élaborer une solution qui soit dans l'intérêt de tous les pays. Nombre des pierres angulaires de la solution à trouver ont déjà été identifiées. Le problème, lors du sommet de Copenhague, sera de construire avec ces éléments un accord qui nous permettra de commencer à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Ce faisant, nous devrions être guidés par la science et par la nécessité de trouver des solutions qui traitent tous les pays équitablement. Mais nous devons également reconnaître que le problème est tout autant une question de volonté politique qu'une question d'ordre scientifique, économique et institutionnel. Pour ce qui est de trouver une solution aux problèmes politiques, nous devons reconnaître que tous les pays, développés et en développement, s'inquiètent de l'engagement des autres pays en faveur de ce partenariat mondial à long terme dont nous avons besoin. De nombreux pays en développement se demandent si la communauté internationale s'engagera à effectuer les transferts financiers dans les proportions que toutes les principales analyses considèrent comme nécessaires. D'autres craignent qu'en prenant des mesures pour lutter contre les changements climatiques aujourd'hui, ils risquent d'entraver leur développement national, précisément au moment où nombre d'entre eux sont sur le point d'atteindre des taux de croissance historiques et un niveau de progrès social jamais atteint.

De leur côté, de nombreux pays développés se demandent si les transferts financiers nécessaires ne seront pas trop lourds pour leur budget en cette période économique extrêmement difficile. La population des pays développés s'inquiète également de ces transferts de sommes importantes vers l'étranger et craint de voir disparaître des emplois et des investissements de leur marché. Certains pays craignent également pour leur

part que l'on attende d'eux un effort plus important que d'autres pays développés. Ces préoccupations d'ordre politique risquent de conduire à une impasse, ce que le monde ne peut pas se permettre. Si nous ne parvenons pas à surmonter ces peurs aujourd'hui, ce sont les générations futures qui en pâtiront et les coûts éventuels liés à la lutte contre les changements climatiques seront encore plus élevés qu'aujourd'hui.

Nous devons trouver une issue, mais il faudra pour cela que toutes les nations donnent l'exemple. Je me félicite des propositions faites par M. Gordon Brown et appuyées par l'Union européenne, en vue de mobiliser plus de 100 milliards de dollars par an de financements pour lutter contre les changements climatiques dans les pays en développement. Pour la première fois, nous avons une proposition qui est à peu près conforme à l'ampleur des ressources nécessaires pour s'adapter aux changements climatiques et en atténuer les effets.

Après avoir parlé avec de nombreux autres dirigeants cette semaine, je suis certain que si les pays développés donnent le la, les pays en développement seront prêts à apporter leur contribution. Il est tout particulièrement urgent de voir comment l'on peut ensemble trouver une solution au problème que représentent les 17 % de gaz à effet de serre qui sont émis à cause de la déforestation des régions tropicales et du dépérissement de la forêt à l'échelle mondiale. Tout comme pour les changements climatiques en général, nous avons désormais une idée assez claire de la nature de ce problème spécifique. Nous savons que ce phénomène est responsable de plus d'émissions que l'Union européenne dans son ensemble et la raison en est que, pour l'économie mondiale, un arbre coupé a plus de valeur qu'un arbre vivant. Nous savons également que la seule façon viable de faire face à ce problème est de prendre des mesures nationales dans les pays forestiers, qui soient accompagnées de mécanismes d'incitation internationaux attribuant une valeur plus grande aux arbres vivants qu'aux arbres coupés.

Nous devons désormais dépasser rapidement le stade de la reformulation constante du problème pour mettre en place des solutions réalisables concrètement. En Guyana, nous restons disposés à apporter notre propre pierre et nous avons lancé une stratégie de développement à faibles émissions de carbone qui montre comment nous pouvons protéger l'ensemble de notre forêt sur le long terme, non seulement pour apporter au monde les services si nécessaires en

matière de climat, mais également pour nous acheminer vers un développement durable à long terme et à faibles émissions de carbone qui permettra de créer des emplois dans l'ensemble du pays, dans des secteurs qui ne menacent pas nos arbres.

Grâce à la politique particulièrement clairvoyante du Premier Ministre de la Norvège, nos deux pays travaillent également ensemble à l'élaboration d'un modèle efficace d'économie à faible déforestation et faibles émissions de carbone pouvant fonctionner dans des pays tels que le nôtre.

Parallèlement, le Guyana continue de jouer le rôle qui lui incombe au sein du processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui nous offre un cadre à long terme pour lutter contre les émissions de carbone forestier par le biais du Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier des Nations Unies (UN-REDD) ou du Programme REDD+. Mais nous pensons également que le monde peut agir rapidement pour ralentir la déforestation, en commençant dès maintenant et non en 2013. Le Guyana a été heureux de participer à la réunion organisée en marge du sommet du Groupe des Vingt en avril pour examiner comment l'on peut y parvenir. Nous appuyons les propositions faites par le groupe de travail informel sur le financement provisoire du programme UN-REDD créé à la suite de la réunion organisée en marge du sommet du Groupe des Vingt. Nous appuyons son rapport, qui expose comment on peut réduire de 25 % le taux de déforestation dans le monde d'ici 2015 grâce à un investissement total de moins de 25 milliards d'euros.

Même en utilisant des estimations extrêmement prudentes pour les taux de carbone forestier, cela pourrait permettre d'éviter l'émission de sept gigatonnes de gaz à effet de serre d'ici 2015, auquel cas, ce serait à soi seul la plus grande contribution de cette période permettant d'éviter une catastrophe climatique. Et cela peut être fait. Des pays à forêt tropicale représentant la plus grande partie des forêts tropicales du monde ont collaboré avec le groupe de travail informel et sont disposés à agir. La question est maintenant de savoir si les pays développés comprendront l'énorme potentiel que cela représente pour notre monde et s'ils feront le nécessaire pour débloquer les ressources nécessaires.

La somme nécessaire pour cette période intérimaire peut paraître importante, or non seulement

elle représente une solution très rentable pour réduire ces émissions, mais elle peut également être source de flux financiers importants pour les pays en développement; elle peut permettre de fournir de nouveaux moyens de subsistance aux peuples autochtones et autres communautés tributaires des forêts; et elle peut permettre de préserver l'énorme diversité biologique des forêts du monde.

Vingt-cinq milliards d'euros sur cinq ans représentent pour les pays développés moins de 1,5 centime par citoyen et par jour. C'est une fraction de ce que le monde a versé pour sauver le système financier menacé de s'effondrer. Cet argent permet d'assurer le relais vers une solution REDD+ à long terme dans le cadre de la CCNUCC et de faire gagner au monde un temps précieux dans la course contre la montre qu'est sa lutte contre les changements climatiques. Refuser de faire de cette proposition une réalité serait une erreur historique.

Je viens de dire au Président Chávez Frías que je terminerais volontiers mon intervention en chantant, mais je n'ai pas sa superbe voix. Je me contenterai donc de dire que nous avons tous un rôle important à jouer dans le règlement de cette crise, mais que c'est aux pays développés qu'incombe moralement la responsabilité d'apporter la plus grande contribution à la solution de la crise financière comme de la crise liée aux changements climatiques, car c'est à cause de leurs actions que nous sommes dans cette situation. J'espère que les pays développés reconnaîtront cette obligation et l'urgence avec laquelle nous devons agir, dès maintenant.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Guyana de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Bharrat Jagdeo, Président de la République du Guyana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Óscar Arias Sánchez, Président de la République du Costa Rica

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Costa Rica.

M. Óscar Arias Sánchez, Président de la République du Costa Rica, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Óscar Arias Sánchez, Président de la République du Costa Rica, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Arias Sánchez (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je voudrais adresser à M. Ali Abdussalam Treki, Président de l'Assemblée, les chaleureuses salutations d'un pays 35 fois plus petit que son pays natal, la Libye, et infiniment différent par ses paysages et sa géographie. Au lieu des tempêtes de sable, nous avons des pluies torrentielles. Nous ne connaissons pas les vagues de la Méditerranée, mais les marées capricieuses des Caraïbes. Ses dunes sont nos forêts, ses mosquées nos cathédrales. Je crois pourtant que ces différences sont au cœur même de l'Organisation des Nations Unies. Aristote avait vu que les choses sont différentes en ce qu'elles se ressemblent. Ici, dans cette enceinte, les nations se ressemblent justement parce qu'elles sont différentes, puisque chacune d'elles est irremplaçable dans le grand catalogue de l'univers. Sous l'angle de cette diversité qui fait de nous des frères, je lui souhaite le plus grand succès à la tête de cette Assemblée.

Il y a 23 ans, j'ai pris la parole pour la première fois de cette tribune, un îlot de raison au milieu d'un océan de folie. À cette époque, je venais portant les appels de millions d'habitants de l'Amérique centrale qui cherchaient une solution pacifique aux guerres civiles qui déchiraient la région. Je venais demander aux grandes puissances d'arrêter le flux d'armes qui alimentait les processions de cercueils sur nos territoires, et défendre le droit des peuples d'Amérique latine à construire leur destin dans la liberté et la démocratie.

La seconde fois que je suis venu dans cette salle, c'était pour demander un soutien pour le plan de paix que les présidents d'Amérique centrale avaient signé. À cette époque, personne ne pensait que la petite Amérique centrale défierait le monde et choisirait la vie face à toutes ces menaces. Personne ne pensait que nous aurions la force d'affronter les puissances de la guerre froide et de trouver nos propres solutions à tous nos problèmes. Personne ne pensait que nous serions capable de planter les germes de la démocratie dans nos terres et de travailler pour le développement de nos peuples. Nous avons donné une leçon aux pessimistes et aux sceptiques. Avec nos rêves, nous avons contredit ceux qui nous prédisaient des cauchemars.

Aujourd'hui, je suis venu ici pour reconnaître le chemin parcouru mais aussi pour prévenir contre le risque d'un retour en arrière.

Depuis ma dernière allocution à cette Assemblée, un État de l'Amérique centrale a vu se réveiller le démon du coup d'État. Les armées de notre région ont reçu près de 60 milliards de dollars pour combattre des ennemis imaginaires, pendant que nos peuples ont lutté les mains vides contre la crise économique. Certains dirigeants ont défié avec beaucoup d'imagination les règles de la démocratie, mais rien de tout ce qui allait mal sur notre continent n'a changé. Parfois, la situation a même empiré. Plus d'un tiers des habitants de notre continent vivent toujours dans la pauvreté. En Amérique latine, un jeune sur trois n'a jamais vu une salle de classe de l'école secondaire. Des centaines de milliers de personnes sont mortes de maladies que l'on peut prévenir. Le nombre des morts violentes dans certains de nos pays a dépassé celui de pays en guerre, alors que, à l'exception de la Colombie, il n'y a pas de conflit armé dans notre région. Et des millions d'arbres ont été abattus dans des territoires responsables conjointement des deux tiers de la perte mondiale de couvert forestier au XXI^e siècle.

Ce scénario n'est pas porteur d'espoir. Pour qui vient de l'Amérique centrale, il est difficile de ne pas avoir le sentiment d'être toujours en train de sauver son avenir des griffes de son passé, et d'être toujours en train d'essayer de décoller sur une piste où un insensé a versé de l'huile, il y a longtemps. Nous ne sommes toujours pas parvenus à plus de développement. Nous n'avons toujours pas renforcé notre démocratie. Nous n'avons toujours pas chassé l'ombre du militarisme et de l'oppression de notre réalité. Ces problèmes réapparaissent de manière endémique, à des degrés divers, dans la majorité des pays en voie de développement – ces mêmes pays sur les épaules desquels reposera, dans une large mesure, l'avenir de l'humanité dans les 50 prochaines années.

Ce sont les pays en voie de développement qui devront en effet mener la lutte la plus dure contre le réchauffement mondial, qui porteront essentiellement le poids de la croissance démographique mondiale, et qui devront accélérer la croissance d'une économie mondiale, à laquelle les pays riches ne pourront contribuer beaucoup plus que ce qu'ils produisent déjà. Nous ne savons pas ce qui résultera de ce rôle qui nous a été dévolu. Notre succès ou notre échec dépendra du courage que nous aurons ou non de nous attaquer à ces trois défis majeurs : le renforcement de nos

démocraties, du développement humain de nos peuples grâce à la réduction des dépenses militaires et du trafic d'armes transfrontalier, et à la création d'un nouvel ordre international permettant le transfert de l'aide, de l'information et de la technologie pour lutter contre le changement climatique.

Les pays en voie de développement, et en particulier les pays à revenu intermédiaire, vivent simultanément au Moyen Âge et dans l'ère postmoderne. Dans notre course pour émuler l'expérience des pays développés, nous avons sauté des étapes fondamentales. Il ne fait aucun doute que l'une de ces étapes est l'édification patiente d'institutions démocratiques, qui a duré des siècles dans les pays développés, et qui, pour les plus chanceux d'entre nous, n'a duré que quelques décennies.

En conséquence, au-delà des apparences superficielles, nous manquons de culture civique. Nous avons une architecture démocratique qui, dans beaucoup de cas, n'est guère plus qu'une coquille vide. Nous avons des élections libres, mais nous n'avons pas les structures ouvertes qui permettent à tous les citoyens de contribuer librement sur le plan politique ou idéologique. Officiellement, nous avons une séparation des pouvoirs, mais dans beaucoup d'endroits, le pouvoir reste un monopole déguisé en multiples entités publiques. Nous avons un état de droit, mais la validité de ce droit est mise à l'épreuve jour après jour par des gouvernements incapables de l'appliquer, quand ils ne sont pas déterminés à l'affaiblir. Nous avons des constitutions politiques et des traités internationaux qui réaffirment notre adhésion aux valeurs démocratiques, mais une population toujours portée à troquer ces valeurs contre des biens matériels.

En paraphrasant le grand écrivain argentin Jorge Luis Borges, nous pouvons dire que la plupart des habitants des pays en développement ne s'identifient pas avec l'État, qui leur semble être un concept abstrait, étranger à leurs préoccupations immédiates. C'est pour cette raison qu'ils acceptent qu'un gouvernement quitte le pouvoir avant la fin de son mandat constitutionnel ou qu'il reste au pouvoir après la fin de ce mandat. C'est pour cela qu'ils attendent du gouvernement des services sociaux et publics, mais ne comprennent pas que les citoyens ont aussi des obligations envers l'État.

C'est pour cela qu'ils préfèrent les caciques aux partis politiques, les chefs messianiques aux

institutions démocratiques. C'est pour cela qu'ils boycottent le vote de nouveaux impôts dans les pays dont les charges fiscales s'élèvent à la moitié, voire au tiers, de celles des pays développés. Et c'est pour cela qu'ils croient si facilement aux discours qui imputent à d'autres la faute de leurs problèmes nationaux au lieu d'en assumer la responsabilité et de s'y attaquer par le biais de mécanismes conçus à cet effet. Et c'est ce qui se passe dans le meilleur des cas, parce que dans le pire d'entre eux, la démocratie n'existe même pas.

Tant que nous continuerons sur cette voie, mettre nos espoirs dans les pays en développement reviendra à mettre de l'eau dans un trou sans fond. Tant que la communauté internationale ne cherchera pas, par le biais d'une vigilance et d'une coopération accrues, à renforcer et à améliorer les démocraties dans le monde, nous continuerons de voir nos pays essayer d'apprendre à voler sur une surface glissante.

Ce défi est rendu plus urgent par le danger d'une course aux armements qui fait circuler annuellement 1 300 millions de dollars dans le monde. Partout dans le monde, la conjugaison d'armées fortes et de démocraties faibles s'est avérée néfaste, particulièrement en Amérique latine qui, durant la deuxième moitié du XX^e siècle a été la vitrine d'horribles dictatures, soutenues par des appareils militaires omniprésents. Je ne me lasserai pas de le répéter : en Amérique latine et dans une bonne partie du monde en développement, les armées n'ont servi qu'à faire des coups d'État. Elles n'ont pas protégé le peuple, mais l'ont opprimé au contraire. Elles n'ont pas sauvegardé les libertés; elles les ont foulées au pied. Elles n'ont pas garanti le respect de la volonté populaire; elles l'ont tournée en dérision.

Quelle est la menace pour nos pays? Qui est, par exemple, le grand ennemi de l'Amérique latine, qui la pousse à dépenser 165 millions de dollars par jour pour ses armes et pour ses soldats? Je peux assurer l'Assemblée que ces menaces sont moins graves que celles que représente, par exemple, le moustique du paludisme. Elles sont moins graves que celles que représente l'absence de perspectives qui pousse les jeunes au crime. Elles sont moins graves que celles que posent les cartels de la drogue et les gangs des rues qui survivent grâce au marché illimité des armes légères et de petit calibre.

Il s'agit donc pour nous de mettre de l'ordre dans nos priorités. Le Costa Rica a été le premier pays à supprimer son armée et à déclarer la paix au monde.

Grâce à cette décision visionnaire, grâce à l'armée de libération du commandant José Figueres, qui a renoncé pour toujours aux armes, nous avons aujourd'hui la possibilité d'investir nos ressources dans ce qui importe. Et bien que nous sachions que toutes les nations ne sont pas prêtes à adopter une mesure aussi radicale, nous sommes persuadés que la réduction graduelle et progressive des dépenses militaires constitue non seulement une bonne stratégie pour ce qui est de l'allocation des ressources, mais aussi un impératif moral pour les pays en développement.

C'est pourquoi je demande encore une fois à l'Assemblée de concrétiser le Consensus de Costa Rica, une initiative visant à créer un mécanisme d'annulation de la dette extérieure et à aider, grâce à des ressources financières internationales, les pays en développement, pauvres ou à revenu intermédiaire qui accroissent leurs investissements dans l'environnement, l'éducation, la santé, le logement et le développement durable et réduisent les dépenses consacrées aux armements et aux soldats. Et je demande également à l'Assemblée que nous adoptions le traité sur les transferts d'armes, bien connu de l'Organisation, et dont l'objectif est d'empêcher le transfert d'armes à des États, des groupes ou des personnes lorsqu'il existe des raisons suffisantes de croire que ces armes seront utilisées au détriment des droits de l'homme ou du droit international. Je peux assurer l'Assemblée que ces deux initiatives permettront d'améliorer notre sécurité et qu'elles auront certainement un effet plus positif sur notre développement que les mécanismes de mort onéreux qui consomment aujourd'hui la totalité de nos budgets.

En outre, les dépenses consacrées aux armements n'ont pas pour seule conséquence de nous priver de ressources économiques. Elles nous privent également et surtout de ressources humaines. Aujourd'hui, le plus grand groupe de génies du monde œuvre à perfectionner les armements et les systèmes de défense de quelques nations. Ce n'est pas là ce qu'ils devraient faire. Ils devraient travailler dans les laboratoires où sont produits des médicaments accessibles à l'humanité tout entière. Ils devraient être dans les classes où sont formés les dirigeants de demain. Ils devraient être dans les gouvernements qui ont besoin de conseils sur la manière de protéger leurs récoltes, leurs villes et leur population des conséquences du réchauffement climatique.

Nous avons inscrit le développement durable à l'ordre du jour du Consensus de Costa Rica car nous

croyons qu'il existe un lien entre les armements et la protection de l'environnement, tout d'abord, parce que les armes et la guerre provoquent plus de dégâts écologiques et plus de pollution que toute autre activité de production; et deuxièmement, parce que l'existence même de dépenses militaires signifie que l'on n'allouera pas ces ressources à la lutte contre le réchauffement climatique. Chaque hélicoptère de combat, chaque char, chaque sous-marin nucléaire représente, concrètement, des forêts que l'on ne protège pas, des technologies dont le prix ne diminue pas et des adaptations que l'on ne fait pas.

Il ne reste que quelques semaines avant la conférence de Copenhague sur le changement climatique. Chaque pays devra prendre des engagements bien plus importants que les engagements actuels. Mon petit pays, le Costa Rica, se rendra à Copenhague la tête haute car, unilatéralement et à force de grands sacrifices, nous nous sommes imposé des objectifs de plus en plus élevés. Nous avons lancé une initiative connue sous le nom de Paix avec la nature, par laquelle nous nous proposons notamment de devenir, d'ici 2021, un pays sans effet net sur les émissions de dioxyde de carbone. C'est possible, en grande partie, parce que cela fait près de quatre décennies que nous protégeons notre territoire, reboisons nos forêts et préservons nos espèces naturelles. Et aussi parce que, en même temps que nous avons aboli notre armée, nous avons créé des institutions novatrices chargées de la recherche sur les sources d'énergie renouvelables. Aujourd'hui en fait, plus de 95 % de notre électricité provient de l'eau, du vent, du fond de la terre et des rayons du soleil.

Il existe encore des défis innombrables à relever par le Costa Rica et tous les autres pays à revenu intermédiaire. Les nations riches du monde, qui se sont développées de la manière la moins durable, ne peuvent pas, aujourd'hui, imposer des limites qui entravent les espoirs de développement des autres peuples. L'effort devrait plutôt viser à concevoir une plate-forme mondiale qui nous permette de transférer efficacement l'aide internationale, l'information et la technologie d'un pays à l'autre. Une plate-forme qui n'aura de sens que si les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques augmentent l'aide publique au développement, qui s'élève actuellement à environ 120 milliards de dollars par an. Lorsqu'il s'agit d'atténuer le réchauffement de la planète et de nous y adapter, le monde doit partager et non rivaliser.

Ces trois défis, à savoir renforcer les démocraties, réduire les dépenses militaires et coopérer pour faire face au changement climatique, constituent sans doute l'ordre du jour le plus ambitieux que l'humanité ait jamais eu à examiner. Ni moi, ni mon gouvernement, ni même le Costa Rica n'ignoreront cet appel historique. Tout simplement parce que nous ne pouvons pas échouer. Nous ne pouvons pas défaillir. Nous ne pouvons pas reculer alors que nous sommes à l'avant-garde de 6,8 milliards d'êtres humains.

À l'instar d'Adam et Ève, nous sommes encore dans un paradis céleste, quelques minutes avant d'être expulsés à cause de notre propre orgueil. Il ne tiendra qu'à nous et à notre sens des responsabilités, notre humilité et notre courage de ne pas gâcher l'occasion que nous avons eue d'être sur Terre, de ne pas dilapider la richesse de cette vie qui nous a apporté angoisses et douleurs, certes, mais qui nous a aussi permis de connaître la joie. Le plus grand poète de mon pays, Jorge Debravo, a dit que l'espoir est dur comme de l'os et plus puissant que l'imagination et que le souvenir. Que cet espoir, qui existe encore, nous insuffle la force d'entreprendre le dernier voyage d'une civilisation non viable, et le premier d'une autre qui devra survivre et nous succéder.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Costa Rica de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Óscar Arias Sánchez, Président de la République du Costa Rica, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République-Unie de Tanzanie.

M. Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kikwete (*parle en anglais*) : C'est un véritable honneur et un grand plaisir pour moi que de pouvoir féliciter chaleureusement M. Ali Abdussalam Treki pour son accession tout à fait méritée à la présidence de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. J'espère qu'au cours de son mandat, il contribuera à faire progresser la rénovation de l'Assemblée générale, à renforcer le multilatéralisme et à promouvoir le dialogue entre les civilisations. Je promets à M. Treki ma coopération personnelle ainsi que celle de la délégation tanzanienne dans l'exercice de ses responsabilités.

Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage à son prédécesseur, S. E. le père Miguel d'Escoto Brockmann, pour l'excellent travail qu'il a accompli. Je le remercie de l'honneur qu'il a récemment rendu à feu Mwalimu Julius Nyerere, Président et père fondateur de la nation tanzanienne.

Nous souhaitons aussi exprimer à notre illustre Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, notre profonde satisfaction pour la diligence avec laquelle il sert l'ONU et l'humanité. Sa direction et son engagement exemplaires face aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés sont appréciés par nombre d'entre nous. Nous lui souhaitons plein succès pour l'avenir, ainsi qu'à toute son équipe.

Depuis plus de cinq ans, un certain nombre de pays de l'Afrique orientale, dont la Tanzanie, connaissent une sécheresse sans précédent. Nous n'avons jamais rien vu de tel auparavant. Sans doute les effets du changement climatique y sont pour quelque chose. En conséquence de tout cela, la production agricole est gravement touchée, ce qui entraîne de graves pénuries alimentaires. La pénurie actuelle de pâturages et d'eau pour le bétail et la faune des réserves est cause de la mort d'un grand nombre d'animaux. Les rivières s'assèchent fréquemment, ce qui entraîne des interruptions de la production hydroélectrique.

Les effets de la sécheresse menacent d'atteindre des proportions catastrophiques si nous continuons à manquer d'eau dans les prochaines années. Il est important que l'ONU soit consciente de ce danger grandissant et recherche les moyens de nous aider. Nous ne devons pas attendre pour agir que les images d'enfants mourants et décharnés submergent les écrans de télévision et les journaux.

L'histoire nous a enseigné que les plus grands succès, dans le développement des nations, ont débuté

avec l'agriculture. Il ne fait donc aucun doute que les faibles niveaux de développement en Afrique aujourd'hui témoignent du sous-développement de notre agriculture. Il est vrai que l'agriculture africaine est en retard et que sa productivité est faible. Elle doit être transformée et modernisée. La révolution verte de l'Afrique n'a que trop longtemps tardé.

Des efforts concertés des gouvernements africains et des partenaires de développement de l'Afrique sont nécessaires. Malheureusement, la transformation de l'agriculture en Afrique ne suscite pas autant d'intérêt chez nos partenaires de développement que d'autres secteurs. C'est une malheureuse omission qu'il faut s'empresser de corriger. Nous nous tournons vers l'ONU pour qu'elle montre la voie à ce sujet.

Je voudrais rendre hommage au Président Barack Obama pour le vif intérêt qu'il a montré en faveur d'une aide à la transformation et à la modernisation de l'agriculture africaine. L'engagement dont il a fait preuve au cours de sa rencontre avec les dirigeants de pays d'Afrique sub-saharienne, le 22 septembre dernier, a été une leçon d'humilité pour les dirigeants africains. J'invite d'autres dirigeants à imiter son exemple.

Le chômage des jeunes en Afrique constitue un autre problème autour duquel un débat et des mesures s'imposent. L'Afrique est l'une des parties du monde les plus touchées par le problème du chômage. La jeunesse africaine représente 37 % de la population active du continent mais 60 % de ses chômeurs. Dans certains pays, le taux de chômage des jeunes atteint 80 %. L'Afrique connaît la plus forte croissance démographique du monde et la moyenne d'âge de sa population est la plus basse de la planète. Plus de 20 % de la population africaine est âgée de 15 à 24 ans et, par conséquent, un nombre toujours croissant de jeunes africains entrent et continueront d'entrer sur un marché du travail qui, lui, ne connaît pas de croissance rapide.

Au-delà des coûts économiques induits par cette situation, les taux élevés de chômage chez les jeunes ont eu une incidence négative sur le continent. Nous constatons les effets de l'absence de perspectives d'emplois chez des jeunes qui n'ont que peu d'espoir d'en obtenir un : ils alimentent les rangs des combattants dans les conflits de nombreux pays africains. Ces jeunes sont tout simplement à la merci de seigneurs de guerre, de groupes criminels et de

manipulateurs politiques qui portent atteinte à la paix et à la stabilité de leur pays.

Offrir des emplois à la jeunesse africaine est une tâche considérable que les gouvernements de nos pays à faible revenu ne peuvent accomplir seuls. Les amis de l'Afrique au sein de la communauté internationale, aussi bien au niveau des gouvernements que du secteur privé, ont un rôle important à jouer en la matière. Je me permets à cet égard de féliciter le Gouvernement danois d'avoir montré l'exemple. En avril 2008, il a en effet constitué la Commission danoise pour l'Afrique, chargée de proposer des solutions au problème du chômage des jeunes sur le continent africain. La Commission, dont j'ai eu l'honneur de faire partie, est à l'origine de cinq initiatives audacieuses qui, je le crois, peuvent transformer le problème du taux élevé de chômage des jeunes en une opportunité, si leur mise en œuvre parvient à bénéficier de l'appui d'un partenariat international solide. Je demande humblement à l'Assemblée générale d'accepter de se saisir du rapport de cette Commission. Je propose en même temps à l'Assemblée de consacrer une décennie, éventuellement la période 2011-2020, à l'emploi des jeunes en Afrique.

Il y a deux jours s'est tenu le Sommet de haut niveau sur les changements climatiques qui a donné des résultats positifs. Je tiens ici à remercier le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, et à saluer son rôle de chef de file sur cette question importante et difficile de notre époque. Cet événement va contribuer de manière considérable à l'élaboration d'un accord global à Copenhague en décembre 2009.

Il était très rassurant d'entendre le Président Barack Obama affirmer à cet organe mondial que les États-Unis se joindront aux autres pays dans le cadre de l'action collective menée pour sauver notre planète. Nous nous félicitons également du consensus qui commence à voir le jour, sous la direction du Premier Ministre du Royaume-Uni, M. Gordon Brown, sur la nécessité de mettre à la disposition des pays en développement des ressources supplémentaires pour appuyer leurs efforts en matière d'adaptation au changement climatique, de réduction de ses effets et de recherche d'un développement propre.

Je voudrais à présent évoquer trois manifestations qui se tiennent en marge de la présente session de l'Assemblée générale.

Premièrement, la table ronde sur l'accélération de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le

développement, organisée par M^{me} Helen Clark, nouvelle Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement, et M. Douglas Alexander, Secrétaire d'État britannique chargé du développement international du Royaume-Uni. Au cours de cette réunion, des points de vue importants ont été exprimés sur les points forts et les faiblesses de la mise en œuvre des objectifs à ce jour. Cette rencontre est un prélude au Sommet de l'an prochain sur les objectifs du Millénaire pour le développement. J'espère que nous tiendrons tous dûment compte des observations et conclusions formulées afin de ne pas avoir de mauvaises surprises en 2015.

Deuxièmement, la réunion sur la santé maternelle et infantile convoquée par le Premier ministre britannique, M. Gordon Brown, avec le soutien du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, et du Président de la Banque mondiale, M. Robert Zoellick. Celle-ci a été très fructueuse et j'ai été heureusement surpris par l'engagement du Premier Ministre britannique, M. Gordon Brown, et l'appui apporté par la Banque mondiale à la campagne en vue de sauver la vie de millions de mères et d'enfants innocents dont la mort peut être évitée. Si je félicite et remercie le Premier Ministre britannique de son rôle déterminant, j'appelle également à un appui sans réserve des conclusions de cette réunion, qui permettra de sauver la vie d'un grand nombre de femmes et d'enfants en Afrique et ailleurs dans le monde en développement.

Troisièmement, le lancement, hier, de l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA). Au cours de cet événement historique, les dirigeants africains ont affirmé clairement leur détermination à éliminer le paludisme dans leur pays. L'Alliance propose un dispositif de sensibilisation, d'action collective et de suivi des mesures prises pour renforcer les capacités nécessaires à l'élimination de la maladie la plus meurtrière en Afrique. Il est possible de prévenir, soigner, contrôler et éliminer le paludisme en Afrique. De nombreux pays y sont parvenus ailleurs dans le monde; alors pourquoi pas l'Afrique? Je demande à l'Assemblée générale de prendre acte de cet événement historique et d'appuyer l'action de l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme. Je tiens une fois encore à remercier M. Ray Chambers, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le paludisme, de l'avoir organisé avec succès. Je voudrais aussi saluer l'appui et l'engagement dont font preuve les dirigeants africains.

Les progrès accomplis en matière de développement peuvent facilement être réduits à néant si le socle de la paix et de la stabilité est menacé. Il est très rassurant et satisfaisant de constater que la paix règne dans la plupart des pays africains, à l'exception d'une ou deux zones de tension : la Somalie en particulier et, dans une certaine mesure, le Darfour. La situation est calme dans la partie orientale de la République démocratique du Congo. Le Burundi connaît enfin la paix après plusieurs années de guerre civile et d'instabilité, ce qui a permis le retour de nombreux réfugiés burundais qui résidaient en Tanzanie. Plus de 160 000 réfugiés burundais ont toutefois choisi de rester en Tanzanie et ont demandé la citoyenneté tanzanienne.

Nous leur avons donné une réponse de principe favorable et mettons actuellement au point les procédures d'octroi de la citoyenneté. Je tiens cependant à informer l'Assemblée que mon gouvernement a décidé que, si leur demande est acceptée, les personnes concernées devront quitter le camp de réfugiés où elles résident pour se réinstaller dans différentes parties du pays. Nous ne voulons pas qu'elles continuent de se considérer comme des réfugiés et nous ne souhaitons pas non plus que les Tanzaniens continuent de les considérer comme tels. Cela nécessitera des ressources considérables et l'appui de l'Organisation des Nations Unies et d'autres amis seront donc indispensables.

La Tanzanie demeure engagée à contribuer à la paix en Afrique et dans le monde. J'affirme que nous continuerons, dans la mesure de nos capacités, de jouer un rôle décisif en la matière. À cet égard, nous sommes en bonne voie de réaliser notre promesse en ce qui concerne le renforcement de notre participation aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Des soldats de la paix tanzaniens font partie des contingents de la FINUL et nous sommes disposés à accroître le nombre des effectifs. Nous achevons également les derniers préparatifs en vue du déploiement d'un bataillon de soldats de la paix au Darfour. Nous allons donner suite à la requête de l'Organisation des Nations Unies et collaborer avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) dans le domaine de la formation des forces armées de ce pays, dans le cadre des réformes du secteur de la sécurité mises en place par la MONUC. Le message que je tiens à faire passer aujourd'hui est que nous sommes disposés à nous engager davantage si nécessaire.

Je voudrais, moi aussi, appuyer la solution des deux États pour qu'Israël et la Palestine vivent côte à côte et en paix l'un avec l'autre. La Tanzanie est convaincue que c'est là le meilleur moyen d'instaurer une paix durable au Moyen-Orient.

En ce qui concerne le Sahara occidental, nous appelons le Conseil de sécurité à accélérer le processus visant à donner à la population du Sahara occidental la possibilité de décider de son statut futur. Cette question s'éternise depuis trop longtemps, depuis 1975, pour être précis. L'heure est venue de sortir de cette impasse.

Je voudrais réaffirmer que la réforme de l'ONU ne sera pas complète sans une réforme structurelle du Conseil de sécurité. Cette réforme doit permettre à l'Afrique d'obtenir deux sièges permanents. Il ne s'agit pas avec ces deux sièges d'accorder une faveur à l'Afrique, mais de corriger l'injustice historique qui a été commise contre ce continent et son peuple.

Je voudrais terminer en me faisant l'écho de l'appel lancé par l'Afrique à l'ONU et à la communauté internationale afin qu'elles appuient la position africaine sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement sur ce continent. Ces dernières années, le spectre des changements anticonstitutionnels de gouvernement est revenu hanter l'Afrique, avec plusieurs coups militaires et prétendus mouvements de masse fomentés par des politiques démagogues insatiables. Certains individus veulent parvenir au pouvoir en empruntant des raccourcis non démocratiques. L'Union africaine a adopté une position ferme à cet égard, consacrée dans son Acte constitutif, et qui consiste à ne pas reconnaître de tels gouvernements et à suspendre leur statut de membre de l'organisation jusqu'à ce que la démocratie soit rétablie.

L'appui de la communauté internationale, et notamment de l'ONU, apporterait beaucoup à ces décisions de l'Union africaine, qui s'en trouveraient en fait renforcées. L'Afrique est composée de jeunes États et la démocratie y est encore fragile. L'Union africaine s'efforce d'enraciner une culture de valeurs démocratiques et de gouvernance. L'appui de l'ONU et de la communauté internationale à cet égard est absolument fondamental. Son absence pourrait compromettre au contraire les bonnes intentions de l'Union africaine. L'Afrique a besoin que l'ONU soutienne cette position historique.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République-Unie de Tanzanie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Valdis Zatlers, Président de la République de Lettonie

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Lettonie.

M. Valdis Zatlers, Président de la République de Lettonie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Valdis Zatlers, Président de la République de Lettonie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Zatlers (parle en anglais) : Je voudrais tout d'abord féliciter le Président pour son accession à la présidence de l'Assemblée générale à la présente session. Il peut compter sur l'entier soutien de la Lettonie.

L'année 2009 marque le vingtième anniversaire d'une manifestation pacifique sans précédent, la Voie balte. Le 23 août 1989, plus d'un million de personnes ont formé une chaîne humaine de 600 kilomètres de long traversant les trois pays baltes, à savoir l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Cet événement visait à marquer le cinquantième anniversaire du Pacte Molotov-Ribbentrop signé entre l'Union soviétique de Staline et l'Allemagne nazie, et qui a été l'une des étapes décisives de la marche vers la Seconde Guerre mondiale et l'occupation des trois États baltes.

La Voie balte a représenté un symbole puissant de la lutte pour la démocratie et la liberté menée par nos trois États. La Voie balte a eu une telle importance que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture l'a inscrite au Registre de la Mémoire du monde. Le message de la Voie balte est très clair, à savoir que lorsque les peuples et les pays s'engagent véritablement envers un objectif commun et unissent leurs efforts, même les défis les plus difficiles peuvent être relevés.

Lorsqu'on analyse le monde aujourd'hui, on constate que la coopération internationale n'a jamais été aussi essentielle. Nous n'avons encore jamais été confrontés simultanément à une telle multitude de défis d'importance mondiale. De nombreuses formules ont été inventées pour décrire les problèmes les plus graves, les trois « E » pour la crise énergétique, économique et écologique, et les trois « F » pour la crise financière, alimentaire et pétrolière. Mais peu importe leur nom, ce dont nous devons nous souvenir c'est que ces problèmes mondiaux exigent d'urgence une action concertée à l'échelle internationale.

Depuis notre session de l'an passé, la crise financière s'est transformée en une crise économique mondiale. Elle a frappé la planète de plein fouet. Tous les États et toutes les économies en ressentent les conséquences; elles influent sur la politique internationale et nous forcent également à revoir nos politiques nationales. La Lettonie a entrepris les changements douloureux mais nécessaires imposés par ce ralentissement. Nous avons bien retenu nos leçons. Je suis persuadé que notre économie et le système économique mondial dans son ensemble sortiront renforcés de cette crise.

Les réalités actuelles viennent souligner les valeurs de l'intégration, de la tolérance et de la compassion, au niveau national mais également sur la scène internationale. Il va de soi que ce n'est que par des efforts conjoints que nous pourrons faire face à ces défis. Nous devons faire de la crise un catalyseur nous permettant de dépasser nos intérêts individuels. Nous devons donc nous en servir pour déterminer comment promouvoir un système commercial international ouvert. Nous espérons la conclusion rapide du cycle de négociations du Programme de Doha pour le développement, qui a pris un retard considérable.

Il est difficile de poursuivre son développement en temps de crise. Les pays en développement sont touchés de façon particulièrement grave par les effets négatifs de cette crise. Nous avons bien conscience que les avancées vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement risquent d'être compromises. Nous ne devons pas baisser les bras. La Lettonie honore ses engagements en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Les changements climatiques sont un défi mondial qui exige une riposte mondiale. Le Sommet des Nations Unies sur les changements climatiques a

montré qu'il est indispensable de parvenir à un accord global et équitable sur la politique qui sera suivie en la matière au cours de la Conférence de Copenhague, qui aura lieu en décembre de cette année. Un tel accord doit adhérer au principe des responsabilités communes mais différenciées. Tous les pays doivent certes contribuer en fonction de leurs capacités, mais ce qui compte le plus, c'est la volonté politique de chaque État.

La stabilité d'un certain nombre de pays et de régions du monde et les conditions de sécurité qui y règnent préoccupent particulièrement la communauté mondiale. L'Afghanistan en fait certainement partie. La tenue d'élections présidentielles dans des conditions de sécurité précaires aura été pour le peuple afghan une réalisation importante. Il est crucial de maintenir un engagement international équilibré en Afghanistan, qui doit inclure à la fois des efforts militaires et une participation civile accrue. L'aide que nous apportons à l'Afghanistan ainsi qu'à d'autres pays de la région doit se poursuivre afin d'empêcher la menace terroriste de s'envenimer. Tout comme il est important de comprendre que la valeur des connaissances locales pour ce qui est de la situation et de l'engagement régional ne peut être sous-estimée. Pour notre part, nous restons déterminés à poursuivre notre engagement en faveur du processus de reconstruction en Afghanistan, en accordant parallèlement une attention particulière à la modernisation des infrastructures du pays et au renforcement de son économie. La Lettonie contribue aussi bien militairement que par une aide civile au développement de l'Afghanistan.

La réalisation de la paix au Moyen-Orient est un autre problème prioritaire de l'ordre du jour international. L'idée de deux États ne deviendra réalité que le jour où le Gouvernement israélien contribuera sincèrement à son avènement; et elle ne se transformera en réalité tangible que lorsque les dirigeants palestiniens en finiront avec leurs divergences, dans l'intérêt de leur peuple. Cette année, 18 filles et garçons palestiniens ont pu participer à un programme de réadaptation en Lettonie destiné aux enfants de la bande de Gaza ayant subi des traumatismes. Ils sont venus pour apprendre à surmonter les conséquences psychologiques du conflit qu'ils ont vécu au début de cette année.

La Lettonie tient à réaffirmer son ferme soutien à la sécurité et à la stabilité de la Géorgie, qui doivent être fondées sur le respect total des principes

d'indépendance, de souveraineté et d'intégrité territoriale reconnus en droit international. La situation sécuritaire en Géorgie et autour est encore fragile. Nous regrettons que le Conseil de sécurité n'ait pas réussi à trouver un accord sur le maintien de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie. Malheureusement, et en dépit de tous les efforts de la communauté internationale, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a du mettre fin aux activités de sa mission en Géorgie.

Il en est résulté la perte cette année de deux importants instruments internationaux de promotion de la stabilité et de règlement pacifique des conflits en Géorgie. La Lettonie est fermement convaincue que la communauté internationale doit continuer à chercher une solution. Et nous devons œuvrer à garantir une présence réelle et efficace de l'ONU et de l'OSCE en Géorgie, y compris en Abkhazie et en Ossétie du Sud. En attendant, il est encore plus important de renforcer la seule mission internationale restée sur place, à savoir la Mission de surveillance de l'Union européenne en Géorgie, qui a prouvé de manière convaincante son rôle central dans la stabilisation de la situation sur le terrain. Nous tenons également à souligner l'importance de la résolution sur le statut des personnes déplacées et des réfugiés en provenance des régions géorgiennes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. La résolution en question est une importante démonstration de respect envers les principes humanitaires fondamentaux.

C'est aux peuples qu'incombent le droit et la responsabilité de choisir leurs dirigeants. En Iran, le monde a été témoin récemment de la crise qui a suivi les élections. Nous sommes préoccupés par la dégradation de la situation des droits de l'homme dans ce pays et la violente répression qui sévit là-bas. Si le Gouvernement iranien veut être reconnu comme le représentant de sa population, il doit respecter les droits de l'homme. Si le Gouvernement iranien veut être respecté par la communauté internationale, il doit se conformer aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Ce faisant, l'Iran pourra contribuer à part entière à la paix et à la stabilité dans toute la région.

La Lettonie a participé avec constance aux efforts mondiaux de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et nous sommes persuadés que la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 sera une étape importante de ce processus et qu'elle permettra d'œuvrer à la promotion des objectifs de

non-prolifération, de désarmement et d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Nous allons célébrer cet automne le sixième anniversaire des quatre Conventions de Genève. La nature des conflits armés change constamment et de nouveaux défis tels que le terrorisme apparaissent. Les Conventions de Genève demeurent le socle du droit humanitaire international. Malheureusement, la volonté politique de mettre pleinement en œuvre ces Conventions reste insuffisante, et des violations des clauses des Conventions et des normes relatives aux droits de l'homme se produisent toujours.

Par conséquent, la Lettonie appuie résolument la Cour pénale internationale, qui est un mécanisme de lutte contre l'impunité et de promotion du respect du droit international, et se félicite du travail qu'elle accomplit. Elle appelle tous les États à coopérer pleinement avec elle.

M. Gomes (Guinée-Bissau), Vice-Président, assume la présidence.

La notion de responsabilité de protéger a fait l'objet d'un consensus au Sommet mondial de 2005. La Lettonie appuie ce principe et estime qu'il est important de s'employer à le mettre en pratique, car il nous aidera à créer un ordre mondial où l'inaction face aux atrocités de masse sera reléguée au passé.

Il y a trois ans, l'Assemblée générale a décidé de mettre en place le Conseil des droits de l'homme. Il a déjà enregistré quelques succès, le plus notable étant le mécanisme d'examen périodique universel. Cependant, nous sommes d'avis que le processus peut être encore amélioré pour que soient évités les abus auxquels peuvent donner lieu les lacunes subsistant au niveau de la méthodologie et de la pratique. On procédera à l'examen des activités du Conseil des droits de l'homme en 2011 et nous sommes persuadés qu'il peut gagner encore en crédibilité et en efficacité en tant qu'organe de promotion et de protection des droits de l'homme.

La Lettonie possède une longue expérience en matière de protection des droits de l'homme, en faveur desquels elle milite depuis longtemps. Nous sommes prêts à partager notre expérience en la matière avec la communauté internationale. À cette fin, la Lettonie a présenté sa candidature pour l'un des sièges du Conseil des droits de l'homme en 2014.

La Lettonie défend depuis toujours le renforcement de l'Organisation des Nations Unies. La

réforme du Conseil de sécurité, qui vise à renforcer l'efficacité et la légitimité de ses travaux, constitue une part importante de la réforme globale de l'ONU. La composition du Conseil de sécurité doit refléter les réalités et la dynamique du monde d'aujourd'hui. La Lettonie se félicite de l'engagement des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité, où il importe de continuer à progresser.

Nous constatons avec préoccupation, en ces temps de récession mondiale, une augmentation notable du budget de l'ONU. Il importe de mieux définir les priorités en matière d'activités et de poursuivre la réforme du système des Nations Unies. Davantage de transparence et une plus grande discipline budgétaire, que ce soit au niveau de la planification ou de la mise en œuvre, sont également souhaitées.

La Lettonie est candidate aux élections de l'année prochaine pour un siège au Conseil économique et social. Nous sommes disposés à partager l'expérience que nous avons acquise face aux défis mondiaux, que sont, notamment, le développement durable, l'élimination de la pauvreté, l'instauration de la bonne gouvernance et la primauté du droit, ainsi que les libertés fondamentales et la stabilité écologique.

La Lettonie renforce déjà son expertise au sein des commissions techniques et dans le cadre des travaux touchant au mandat du Conseil, de même qu'elle participe activement aux travaux du Forum des Nations Unies sur les forêts, de la Commission de la science et de la technique au service du développement, de la Commission de statistique et de la Commission du développement durable.

L'ONU est la seule instance de dialogue et d'action véritablement universelle. Tous les États, petits et grands, ont la responsabilité de contribuer à cette œuvre fructueuse. Je tiens à assurer à la présidence que la Lettonie est prête à collaborer étroitement avec elle et avec tous les États Membres pour faire de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale un succès.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Lettonie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Valdis Zatlers, Président de la République de Lettonie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Malawi.

M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Mutharika (parle en anglais) : Je tiens à joindre ma voix à celle des orateurs qui m'ont précédé et qui ont parlé de la nécessité d'apporter des réponses efficaces aux crises mondiales et de renforcer le multilatéralisme et le dialogue des civilisations afin de garantir la paix internationale, la sécurité et le développement.

J'estime que les dirigeants du monde n'ont plus d'excuse pour ne pas se rapprocher et stimuler le débat sur les moyens de renforcer le multilatéralisme et le dialogue. Nous devons renforcer la collaboration de la communauté internationale afin de lui donner les moyens de répondre avec efficacité aux défis mondiaux que sont les changements climatiques, la crise financière et économique, les crises alimentaires et énergétiques, les conflits armés, le terrorisme, et surtout la réduction de la pauvreté.

Le premier point inscrit à l'ordre du jour du multilatéralisme est d'arriver à une entente mondiale sur la réforme des institutions multilatérales, y compris les Nations Unies, afin de permettre une représentation géographique équitable des pays développés comme des pays en développement. Il est impératif que les pays en développement aient réellement leur mot à dire à propos des questions qui les concernent. En conséquence, l'ONU doit faciliter le dialogue pour garantir l'inclusion, la transparence et la responsabilité qui sont nécessaires pour parvenir à la paix, la sécurité et le développement dans le monde.

Le Conseil de sécurité doit être flexible et permettre aux pays d'Afrique, d'Asie, de l'Amérique latine et du Moyen-Orient d'être équitablement représentés au sein de cet organe. Le fait que les

superpuissances continuent à le monopoliser ne peut plus se justifier. Les nations en développement ne peuvent plus continuer d'être des spectateurs silencieux pour les questions qui les touchent. Chaque nation souveraine fait partie du village mondial. Le temps où les conflits, les guerres et les crises économiques en Afrique, en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient et en Amérique latine, n'étaient que l'affaire des peuples de ces régions est révolu.

Le deuxième point inscrit à l'ordre du jour d'un dialogue multilatéral est la concrétisation de la sécurité alimentaire mondiale. Les pénuries de nourriture menacent les fondations de la démocratie et de la bonne gouvernance. Les Nations Unies ne peuvent plus maintenir un système mondial dans lequel de nombreuses populations sont continuellement victimes de la faim et de la famine. Cette organisation mondiale doit trouver une formule qui permette au monde de produire assez de nourriture pour tous à des prix abordables. J'estime qu'il est possible, sous les auspices des Nations Unies, d'assurer la sécurité alimentaire mondiale.

Le Malawi a mis en place une politique de développement agricole bien organisée et peut contribuer aux efforts de l'ONU en la matière. Il est passé, en un temps record, du statut de nation affamée et en manque de nourriture à celui de nation ayant un surplus alimentaire. Aujourd'hui, il produit assez de vivres pour tout son peuple et peut exporter des produits alimentaires dans les pays voisins.

Le facteur clef de ce succès est que le Malawi a alloué d'énormes ressources budgétaires au secteur agricole dans lequel il a beaucoup investi. Nous avons aussi réussi à mettre en place un programme de subventions à la productivité agricole, qui permet aux foyers pauvres et à revenu faible d'acheter de l'engrais, des semences et des produits chimiques à un prix fortement subventionné. En conséquence, les petits agriculteurs pauvres sont devenus plus productifs. Parallèlement, on observe des signes visibles d'amélioration du niveau de vie des populations, en particulier dans les zones rurales.

Le troisième point de cet ordre du jour est la gestion des changements climatiques. Le Malawi se félicite que cette question doive être examinée à fond à la Conférence de Copenhague qui se tiendra à la fin de l'année. Au niveau national, le Malawi est en train de répondre au défi que pose le changement climatique en installant un vaste système d'irrigation agricole et en

éliminant la dépendance vis-à-vis de l'agriculture pluviale. Le Gouvernement a lancé le programme de la Ceinture verte qui va permettre d'irriguer plus d'un million d'hectares de terre appartenant à de petits, moyens et grands agriculteurs en exploitant l'eau des rivières et des lacs pour permettre une irrigation intensive. Pour contribuer à résoudre la crise alimentaire, nous cultiverons une grande variété de produits alimentaires, tels que le riz, le blé, le maïs, le haricot, et les lentilles.

La menace des changements climatiques est réelle. J'estime que le prix de la complaisance sera plus élevé si nous n'agissons pas aujourd'hui. Pour l'Afrique et les pays en développement d'autres continents, nous devons sérieusement étudier la question de la déforestation, de la dégradation de l'environnement et de la productivité agricole et nous devons le faire maintenant.

Pour finir, je voudrais mentionner que nous avons également besoin d'un dialogue et d'une démocratie mondiales, d'une bonne gouvernance, des droits de l'homme, du respect du droit et de la lutte contre le terrorisme dans toutes ses manifestations. Nous avons également besoin d'une compréhension nouvelle des moyens dont les nations en développement disposent pour faire face aux difficultés de la crise financière mondiale et à la montée des prix du pétrole.

Je crois qu'en travaillant ensemble, toutes les nations du monde, riches, pauvres, puissantes ou impuissantes, peuvent renforcer le multilatéralisme et le dialogue pour la paix, la sécurité et le développement durables dans le monde. Nous vivons dans un monde unique et nous avons la même destinée.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Malawi de l'allocution qu'il vient de prononcer.

S. E. M. Bingu Wa Mutharika, Président de la République du Malawi, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Jalal Talabani, Président de la République d'Iraq

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Jalal Talabani, Président de la République d'Iraq.

M. Jalal Talabani, Président de la République d'Iraq, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Jalal Talabani, Président de la République d'Iraq, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Talabani (parle en arabe) : Je voudrais féliciter notre frère et ami, M. Ali Abdussalam Treki, pour son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session. Il peut compter sur l'aide et l'appui de notre délégation dans l'accomplissement de sa tâche. Connaissant sa sagesse et son expérience, nous sommes certains qu'il s'acquittera des tâches qui lui sont confiées et contribuera à la réalisation des objectifs de l'ONU. Je voudrais également remercier son prédécesseur, M. Miguel d'Escoto Brockmann, d'avoir assumé la présidence de l'Assemblée générale pendant la précédente session.

Le processus politique actuellement en place en Iraq depuis la chute de l'ancien régime en 2003 a apporté des changements politiques radicaux en œuvrant à l'édification d'un Iraq fédéral unifié, indépendant et démocratique doté d'institutions constitutionnelles respectées. Réaliser ces objectifs n'est pas allé sans difficultés ni sans défis, les principaux étant que des forces nationales et régionales ont tenté de faire revenir l'Iraq à la période qui a précédé le changement. Ces forces ont eu recours à de nombreuses méthodes pour atteindre leur objectif. Elles ont notamment commis les pires des crimes, s'alliant à la criminalité organisée et adhérant à des réseaux de terrorisme international dans le but de perturber la sécurité et la stabilité de l'Iraq.

Des événements importants se sont produits en Iraq depuis mon allocution de l'année dernière. Les plus importants ont été la signature d'un accord avec les États-Unis sur le retrait de leur armée, l'organisation de la présence temporaire des États-Unis en Iraq et la signature de l'accord-cadre stratégique avec les États-Unis. Sur la base de cet accord, l'armée des États-Unis s'est retirée des villes iraqiennes fin juin, et les forces iraqiennes ont assumé la responsabilité de la sécurité dans le pays. La situation sécuritaire s'est nettement améliorée sous le Gouvernement d'unité nationale, grâce aux efforts inlassables qu'il a faits pour instaurer un dialogue

national et mettre en place des projets de réconciliation nationale. Ces efforts visent à intégrer tous les partis politiques et tous les groupes sociaux qui, à l'intérieur et à l'extérieur du processus politique, croient au transfert pacifique du pouvoir. Le Gouvernement iraquien continue également de faire respecter l'ordre public en s'attaquant aux groupes terroristes, aux milices armées et aux hors-la-loi, notamment ceux qui cherchent à saboter le processus politique et à mettre en péril la sécurité et la stabilité de l'Iraq et de la région.

Les grandes réussites de l'année en Iraq ont permis des progrès dans ses relations extérieures. Cette année, l'Iraq a accueilli des représentants de haut niveau de puissances arabes, régionales et internationales venues en visite officielle et beaucoup d'entre elles ont rouvert leurs ambassades à Bagdad. Ces événements se sont inscrits dans le cadre des efforts déployés par le Gouvernement iraquien pour retrouver sa place sur la scène internationale. Le Gouvernement iraquien va continuer d'étendre en bon voisin, sa politique d'amitié et de coopération afin de reprendre son rôle dans les communautés arabe, régionale et internationale, et de promouvoir la sécurité et la stabilité dans la région.

La situation économique s'est également nettement améliorée grâce à la promulgation par le Gouvernement iraquien de nombreuses lois dans le domaine économique et financier, qui ont permis d'augmenter les revenus personnels et le pouvoir d'achat et d'améliorer les services de protection sociale destinés à nos citoyens. Le Gouvernement iraquien a établi un budget ambitieux pour cette année, afin non seulement de reconstruire, mais également de bâtir une économie solide et saine pour promouvoir le progrès et la prospérité générale. Il a examiné ce budget et ses programmes économiques à la lumière de la crise financière qui s'est abattue sur le monde.

Les améliorations sur le plan économique ont encouragé un grand nombre (déplacés) d'Iraqiens à l'intérieur et à l'extérieur du pays à retourner chez eux de leur plein gré. Le Gouvernement iraquien a pris une série de mesures et de décisions pratiques afin de faciliter le retour librement consenti des Iraqiens déplacés, car il estime que la meilleure solution est qu'ils retournent dans leur patrie. Nous appelons donc tous les États qui accueillent des réfugiés iraquiens, ainsi que les organisations internationales et civiles qui aident les réfugiés, à nous aider à promouvoir une culture du retour volontaire, car l'Iraq a besoin des

capacités de tous les Iraqiens pour construire l'avenir du pays.

Le défi le plus important auquel nous allons devoir faire face dans un avenir proche est la tenue des élections législatives prévues en janvier 2010, que les partis politiques ont déjà commencé à préparer. Le succès des élections consolidera la base du régime politique actuel qui repose sur la démocratie, le pluralisme et le transfert pacifique du pouvoir. Le succès des élections permettra de faire progresser le processus politique de cette étape initiale à une étape de permanence et de stabilité, et contribuera à promouvoir la stabilité et la sécurité en Iraq. Les élections nous aideront également à bâtir des institutions nationales suffisamment solides pour appuyer un État fondé sur l'ordre public, autrement dit un État qui est en paix avec sa population et ses voisins et qui est un facteur important de sécurité et de stabilité dans la région. Cela permettra à son tour d'améliorer les relations arabes, régionales et mondiales de l'Iraq, et de favoriser son retour actif au sein de la communauté internationale.

Le danger réel auquel est exposé l'Iraq est l'ingérence étrangère dans ses affaires intérieures. Les forces de cette ingérence ont commis les pires crimes contre des innocents iraquiens de nombreuses strates de la société – des hommes, des femmes, des enfants et des personnes âgées. Pour faire basculer la sécurité et la stabilité réalisées en Iraq en 2008 et en 2009, elles se sont récemment lancées dans une série de bombardements criminels et d'attaques terroristes, dont les exemples les plus récents sont les explosions du mercredi sanglant, survenues le 19 août 2009, qui visaient les ministères iraquiens des affaires étrangères et des finances – c'est-à-dire des institutions souveraines du pays. Ces attaques ont fait de nombreuses victimes innocentes, notamment de nombreux employés du Gouvernement, ainsi que des administrateurs et des diplomates étrangers.

Ces actes criminels ont fait tant de victimes qu'ils peuvent être qualifiés de génocide et de crimes contre l'humanité, lesquels sont passibles de sanctions au regard du droit international. Nous estimons que ces actes, à un tel niveau d'organisation, de complexité et de magnitude n'auraient pas pu être planifiés, financés et exécutés sans l'appui de forces et de parties extérieures. En effet, les enquêtes préliminaires et les premiers éléments de preuves montrent que des éléments externes sont impliqués dans ces attaques.

Par conséquent, le Gouvernement de la République d'Iraq souhaite saisir le Secrétaire général de cet important problème. Du fait de la nature et de l'ampleur des crimes commis, qui nécessitent une enquête dépassant la compétence de l'Iraq, nous demandons au Conseil de sécurité de créer une commission d'enquête internationale indépendante afin de traduire les responsables devant un tribunal pénal international spécial. Le Gouvernement iraquien s'est vu obligé de se tourner vers l'ONU pour protéger son peuple et mettre un terme aux effusions de sang et aux pertes infligées aux Iraquiens innocents. Nous demandons l'appui et l'assistance de la communauté internationale pour mettre en place une commission indépendante internationale chargée d'enquêter sur les crimes de terrorisme perpétrés contre le peuple iraquien et pour que ces crimes soient reconnus comme un génocide.

Nous attendons avec intérêt de mieux coopérer et de mieux coordonner nos activités avec les pays voisins et d'autres États concernés pour protéger les frontières iraquiennes, échanger des informations, coordonner les efforts et contrarier les projets des groupes qui soutiennent le terrorisme et travaillent contre les intérêts de l'Iraq sous une couverture quelconque.

Nous nous efforçons actuellement de régler les questions en suspens entre l'Iraq et le Conseil de sécurité, questions que nous avons héritées du régime précédent et qui comportent des engagements que nous essayons de respecter. L'Iraq continuera de travailler avec les parties prenantes et les acteurs concernés au sein de l'ONU pour parvenir à un accord satisfaisant pour toutes les parties et sans préjudice de nos obligations découlant des résolutions du Conseil de sécurité.

Par suite des améliorations notables qui se sont produites en Iraq depuis la chute de l'ancien régime et la fin de la dictature, la situation actuelle est foncièrement différente de celle qui prévalait lorsque le Conseil de sécurité a adopté la résolution 661 (1990).

Cela montre, tout comme l'adoption de la résolution 1859 (2008) du Conseil de sécurité et le rapport du Secrétaire général présenté en application des dispositions du paragraphe 5 de cette résolution (S/2009/385), qu'il est temps que le Conseil de sécurité agisse en réponse au rapport du Secrétaire général et sur la base de la responsabilité qui est la sienne en matière de maintien de la paix et de la sécurité

internationales. Il devrait examiner les résolutions relatives à l'Iraq adoptées au titre du Chapitre VII, en commençant par la résolution 661 (1990), afin de permettre à l'Iraq de retrouver la stature internationale qui était la sienne.

Je tiens à souligner ici que, depuis la chute de l'ancien régime en 2003, l'Iraq s'est efforcé de respecter la légitimité internationale et d'aborder la question des résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'Iraq et à la situation entre l'Iraq et le Koweït frère avec le plus grand respect et le sens le plus vif des responsabilités.

L'actuel Gouvernement iraquien a hérité des problèmes politiques et financiers et des engagements difficiles pris par l'ancien régime à la suite de dizaines de résolutions prises contre l'ancien régime à cause de ses pratiques internes et de sa politique étrangère. Le peuple iraquien en subit toujours les conséquences. Après plus de six ans de travail acharné avec l'ONU et ses organismes et dans le cadre d'une coopération internationale et bilatérale, l'Iraq a démontré qu'il souhaitait retrouver sa place au sein de la communauté internationale avec toutes ses ressources et ses capacités et qu'il était déterminé à le faire.

Par conséquent, comme la situation qui avait obligé le Conseil de sécurité à adopter les résolutions en question n'existe plus, nous demandons au Conseil de sécurité d'adopter une résolution claire qui mette un terme à toutes les résolutions adoptées au titre du Chapitre VII qui portent atteinte à la souveraineté de l'Iraq et qui ont entraîné pour l'Iraq des obligations financières qui demeurent à ce jour.

Le peuple iraquien et nous-mêmes attendons avec impatience le jour où l'Iraq ne fera plus l'objet de sanctions au titre du Chapitre VII. À cet égard, je tiens à attirer l'attention sur le rôle positif joué par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) qui nous fournit conseils et assistance. La promotion de projets communs et de la coopération entre l'Iraq et l'ONU, de même que l'amélioration des résultats découlant de cette coopération dans de nombreux domaines, conformément à la résolution 1770 (2007) du Conseil de sécurité et à d'autres résolutions, exigent des organismes et des institutions des Nations Unies qu'ils soient plus présents en Iraq, mènent des activités sur le terrain et rouvrent leurs bureaux à Bagdad, comme d'autres missions diplomatiques l'ont fait.

La Constitution iraquienne énonce les principes de base de la politique étrangère iraquienne qui met l'accent sur les bonnes relations avec ses voisins, la non-ingérence dans les affaires internes des autres pays, le règlement pacifique des différends et l'instauration de relations internationales fondées sur la communauté d'intérêts et sur le respect des obligations internationales de l'Iraq. Tels sont les principes établis de la politique étrangère du pays.

C'est sur cette base que nous nous efforçons d'instaurer les meilleures relations possibles avec d'autres pays arabes et islamiques et que nous nous engageons à respecter les décisions de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de la Conférence islamique. Par conséquent, nous appuyons et soutenons la lutte du peuple palestinien pour faire respecter ses droits inaliénables, notamment le droit de créer l'État palestinien sur la terre de Palestine.

Nous nous efforçons également d'appliquer les résolutions internationales légitimes portant sur la restitution des terres arabes occupées. Nous estimons que l'Initiative de paix arabe est une étape concrète sur la bonne voie pour pouvoir régler le conflit israélo-arabe afin d'instaurer la sécurité, la paix et la stabilité au Moyen-Orient. Nous demandons que l'on fasse du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive afin de favoriser l'instauration de la paix et de la sécurité dans la région.

Dans ce contexte, nous demandons à tous les États qui n'ont pas encore adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de le faire et de respecter les obligations qui en découlent. Après avoir été isolé pendant des années sous le régime précédent, l'Iraq cherche à mettre en place un nouveau partenariat économique intégré avec la communauté internationale grâce au Pacte international pour l'Iraq. Le Gouvernement iraquien, en coopération avec l'ONU, cherche à organiser une deuxième conférence d'examen à Bagdad en novembre. Nous chercherons à obtenir la plus grande participation possible à cette conférence, après le succès de la première conférence d'examen qui a eu lieu à Stockholm l'année dernière.

Le processus politique actuel en Iraq cherche à mettre en place un Iraq fédéral, démocratique et unifié où le peuple iraquien bénéficie d'institutions constitutionnelles, de l'état de droit, de la protection des droits de l'homme et du plein respect pour toutes les couches de la société. Nous accordons une grande importance à nos capacités et à notre potentiel en tant

que pays riche en ressources naturelles et humaines pour réaliser ces objectifs.

Néanmoins, en ce moment critique, nous avons besoin d'un appui politique et économique et de la coopération de la communauté internationale pour nous doter d'une base solide qui nous permettra de nous tourner vers un avenir où nous pourrions non seulement développer notre pays, mais également coopérer avec la communauté internationale pour parvenir à la paix, à la sécurité et au développement durable pour tous les peuples.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Iraq de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Jalal Talabani, Président de la République d'Iraq, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de Al Hadji Yahya Jammeh, Président de la République de Gambie

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Gambie.

Al Hadji Yahya Jammeh, Président de la République de Gambie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Al Hadji Yahya Jammeh, Président de la République de Gambie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Jammeh (parle en anglais) : Tout d'abord, j'aimerais remercier Allah le Tout-Puissant de donner aux dirigeants du monde une nouvelle possibilité de se réunir. Ma délégation tient à remercier le Président Obama, le Gouvernement et le peuple des États-Unis d'Amérique, ainsi que les autorités de l'Organisation des Nations Unies pour leur accueil chaleureux et tous les services qu'ils ont mis à notre disposition depuis notre arrivée.

Permettez-moi également de féliciter M. Miguel d'Escoto Brockmann pour sa direction stimulante et sa conduite excellente des travaux de la soixante-troisième session. Par la même occasion, j'adresse mes chaleureuses félicitations à M. Ali Abdussalam Treki

pour son élection à la présidence de cette importante soixante-quatrième session de l'Assemblée. Il peut compter sur le soutien total de ma délégation. Nous remercions tout particulièrement le Secrétaire général Ban Ki-moon pour la façon dont il dirige l'Organisation des Nations Unies et pour son engagement en faveur du bien-être de l'humanité, et de l'Afrique en particulier.

Le thème choisi pour cette session, « Face aux crises mondiales : renforcer le multilatéralisme et le dialogue entre les civilisations pour favoriser la paix et la sécurité internationales et le développement », est pertinent et opportun. Il appelle toutes les nations, petites ou grandes, à adopter le multilatéralisme et le dialogue pour promouvoir un partenariat international sur toutes les questions d'intérêt commun liées à la paix mondiale et au développement.

Les complexités du monde actuel sont telles qu'aucune nation ne saurait s'y attaquer seule avec succès. Certaines questions ne peuvent même pas être résolues par les seules entités régionales, agissant indépendamment. Nous ne pourrions obtenir de très bons résultats que si nous collaborons tous et travaillons tous ensemble dans le cadre d'un multilatéralisme reposant sur la compréhension mutuelle, le respect et surtout, la sincérité, l'engagement ferme et la justice universelle selon les mêmes principes de droit et d'équité.

Il est vrai que notre instance mondiale, l'Organisation des Nations Unies, a adopté d'innombrables résolutions qui, si elles avaient été appliquées à la lettre, auraient rendu ce monde meilleur pour toute l'humanité et d'ailleurs pour toutes les autres créatures de notre planète. Malheureusement, certains États Membres font barrage à des résolutions louables qui sont nécessaires au maintien de la paix mondiale et même remettent impunément en question les résolutions adoptées par cette instance, ou n'en font aucun cas.

Tant que cette situation perdurera, les Nations Unies ne seront unies que de nom seulement, et seront incapables de réaliser pleinement les objectifs fondamentaux au nom desquels cette Organisation a été créée. Il faut donc revoir d'urgence le *modus operandi* de l'Organisation afin de mettre fin à cette impunité et d'assurer le respect du principe d'égalité entre les États nations, quels que soient leur importance géopolitique, leur emplacement géographique et leur situation économique, et sans distinction de race ou de religion.

La pratique des « deux poids, deux mesures » n'a pas sa place à l'Organisation des Nations Unies.

Il ne peut y avoir ni paix ni sécurité en l'absence de justice pour tous. Il ne peut y avoir de justice en présence d'une pauvreté abjecte caractérisée par la faim, la famine, les maladies et le manque de services sociaux de base, en raison de l'exploitation. Il ne peut y avoir de justice face à l'exploitation sans merci, la suppression et l'invasion criminelle d'États souverains. Il ne peut y avoir de paix s'il n'y a pas de développement, à cause de la marginalisation, de l'injustice et du racisme. Malheureusement, l'injustice, le racisme, l'exploitation impitoyable et la marginalisation, dont les pays en développement sont particulièrement victimes de la part des pays développés, sont très courants.

L'Afrique et les Africains sont les plus pauvres d'entre les pauvres, bien que le continent africain soit le plus riche du monde en ressources minérales et naturelles. La triste vérité est que, même si c'est du continent africain que proviennent 90 % des minéraux précieux, des pierres précieuses, et des matières premières stratégiques utilisés par les pays industrialisés du Nord, nous, les Africains, sommes les plus pauvres d'entre les pauvres.

Ce n'est pas de notre faute si nous, les Africains, sommes pauvres aujourd'hui. Cette situation a été causée par les invasions constantes de criquets et leur installation permanente en Afrique. Ces criquets dévorent 90 % de nos ressources utiles, qu'il s'agisse des ressources agricoles ou minérales, ou de la flore et de la faune. À l'heure actuelle, ces criquets sont présents dans tous les pays africains riches en ressources. Cette invasion dévastatrice et permanente est aggravée par un autre phénomène destructeur – la sécheresse permanente qui touche tous les pays africains sans exception. Nous ne pouvons rien faire contre ces deux fléaux mortels qui sévissent sur le continent africain. S'agissant des criquets, ils sont protégés par un traité international unilatéral imposé non seulement à l'Afrique, mais à tous les pays du tiers monde. En ce qui concerne la sécheresse, la situation est encore pire car aucun système d'irrigation en Afrique ne peut l'éliminer.

Les criquets dont je parle, ce sont les sociétés occidentales multinationales qui exploitent nos ressources naturelles et nos produits agricoles, et qui s'approprient 95 % de leur valeur financière en ne nous en laissant que 5 % ou même moins, alors que ces

ressources nous appartiennent. N'est-il pas intéressant de savoir que seuls quatre pays africains touchent plus de 3 % de redevances de ces sociétés minières multinationales? Les autres n'en touchent que 3 % ou même moins. Dans le domaine de l'exploitation pétrolière, peu de pays africains touchent plus de 15 % de redevances.

Les Africains ne peuvent rien faire face à cette situation parce que ces criquets ont le monopole absolu des technologies utilisées dans les industries d'extraction. Le traité qui les empêche de faire quoi que ce soit a pour nom la mondialisation, ce qui signifie l'exploitation des ressources des pays pauvres du tiers monde par les pays riches du premier monde. Pour ce qui est de la sécheresse – c'est-à-dire le fardeau accablant de la dette –, très peu de pays riches ont annulé la dette due par les pays du tiers monde. Le paiement de cette dette représente 80 % des 3 à 5 % de redevances versées par les sociétés multinationales.

Nos produits agricoles tels que le thé, le café et le chocolat, sont achetés aux cours fixés par les acheteurs, soit dans la plupart des cas au prix moyen de moins d'un dollar le kilo. Ces mêmes produits, une fois transformés, sont ensuite vendus à plus de 15 dollars le kilo. Ainsi, pour chaque kilo de nos produits agricoles vendu 15 dollars sur le marché occidental, nous ne touchons qu'un dollar. Comment l'Afrique peut-elle se développer et s'extraire de cette pauvreté abjecte?

Depuis le XI^e siècle, les ressources africaines sont soumises à un pillage constant. En Afrique, tout ce sur quoi les criquets jettent les yeux est pillé, encore aujourd'hui. Même les morts n'ont pas été épargnés par les criquets. Des tombes ont été et continuent d'être profanées et des corps humains appelés momies ont été volés à l'Afrique. Dans une telle situation, où même les Africains qui sont dans leur tombe ne sont pas épargnés par ces criquets dévastateurs, quelle personne douée de bon sens pourrait s'attendre à ce que nous, en Afrique, nous nous développons et nous enrichissons? En Afrique anglophone, l'inscription tombale « R.I.P. », qui signifie normalement « Repose en paix » (Rest in peace), n'a jamais été respectée. Cette inscription signifie en réalité « Respecté si pauvre » (« Respected If Poor ») c'est-à-dire qu'un corps ne reposera en paix dans sa tombe que s'il n'a pas été enterré avec des bijoux précieux.

L'ONU doit venir à la rescousse de l'Afrique, sinon, nous, les Africains, sommes prêts à nous libérer nous-mêmes à n'importe quel prix de cette servitude

éternelle. Dorénavant, la tâche de l'Union africaine sera de veiller à ce que les nations africaines et nos agriculteurs reçoivent leur part légitime des ressources naturelles et agricoles que Dieu nous a données. Nous n'accepterons plus de toucher moins de 65 % des recettes tirées de nos ressources naturelles.

L'Afrique souffre depuis trop longtemps aux mains de l'Occident, et nous allons mettre fin à cette situation. C'est la sueur, le sang, les larmes et les ressources naturelles de l'Afrique qui ont bâti le Nord pendant près de cinq siècles d'une exploitation raciste et impitoyable qui continue aujourd'hui. Ça suffit! Au lieu d'être respectés, nous sommes affublés de toutes sortes de noms et de toutes sortes de titres que nous n'avons pas demandés – dictateurs, dirigeants corrompus, États en faillite et même États voyous.

Nous, la nouvelle génération de dirigeants africains, nous nous efforcerons de faire cesser par tous les moyens nécessaires ce traitement humiliant, dégradant et raciste. Le monde ne connaîtra ni paix ni sécurité tant que ce statu quo raciste et déshumanisant continuera d'être maintenu à l'égard de l'Afrique et des Africains. Nous sommes depuis trop longtemps forcés de le supporter, mais nous allons désormais y mettre fin, comme nous avons mis fin à l'apartheid en Afrique du Sud, par la force si nécessaire. À partir de maintenant, nous allons défendre notre humanité, notre dignité, nos ressources, nos intérêts et notre culture.

Le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose sont des maladies meurtrières. Tout en réaffirmant l'appui de ma délégation aux travaux du Fonds mondial de lutte contre ces maladies, je demande qu'une action concertée soit menée en vue de mobiliser les ressources requises pour appuyer les recherches internationales sur la médecine traditionnelle et les programmes de traitement des maladies par les médecines parallèles. Dans la plupart des cas, ces systèmes traditionnels sont plus économiques, et pourtant ils ont été abandonnés en raison des critiques émises par des multinationales qui craignaient que certaines percées réalisées dans le domaine de la médecine traditionnelle ne nuisent à l'existence et aux intérêts de leur entreprise. Pour ces multinationales, l'appât du gain l'emporte sur la vie humaine. Il ne faut pas les laisser tenir l'humanité en otage. Leur désir insatiable d'acquérir d'immenses richesses à n'importe quel prix les a aveuglées, les rendant insensibles aux souffrances humaines et aux pertes en vies humaines dans le monde en développement, en particulier en Afrique.

Pour ce qui est de la paix et de la sécurité internationales, ma délégation préconise encore une fois une coopération et un dialogue internationaux plus énergiques et plus honnêtes dans le domaine de la prévention des conflits, du règlement pacifique des différends et du respect des valeurs culturelles, des normes et du mode de vie des autres peuples. Nous devons respecter le fait que l'humanité a été créée pour être diverse, de même que la planète Terre est faite de différentes régions, chacune avec son propre système climatique et écologique. C'est pourquoi il existe diverses couleurs de peau et divers modes de vie et des différences de croyance. Tout divers que nous soyons, nous faisons tous partie de la même famille humaine créée par le Dieu unique, Allah. Si nous acceptons le principe selon lequel nous sommes tous des êtres humains égaux devant le seul Dieu qui nous a créés, et que les différences de religion et de couleur de peau ne rendent pas telle personne moins humaine qu'une autre, nous pourrions vivre alors en paix et en parfaite harmonie dans ce village planétaire qu'est notre monde.

Le problème, c'est que certains se prennent pour Dieu et croient que, du fait de la couleur de leur peau, ils sont supérieurs au reste des hommes et qu'ils devraient donc leur dicter leur façon de vivre et de vénérer Dieu. Ils imposent leur système de valeur au reste de l'humanité. Cette dictature inacceptable est à l'origine de tous les grands conflits du monde et constitue l'un des facteurs des menaces persistantes qui pèsent sur le monde.

Le racisme est en augmentation. Les marchands de haine extrémistes se multiplient et renforcent leur pouvoir. Au lieu d'être condamnés en tant que criminels et terroristes, ils sont qualifiés de membres de l'extrême droite, de néo-nazis ou de « suprémacistes », et ils sont tolérés et même encouragés par les mêmes puissances qui ne seraient que trop heureuses de les renvoyer à coups de bombes à l'âge de pierre s'ils étaient Musulmans, Noirs, Africains ou Asiatiques. Tant que ce statu quo persistera, la paix et la sécurité resteront un rêve inaccessible car tous les peuples, riches ou pauvres, Musulmans ou Non-Musulmans, Noirs ou Asiatiques, vont à coup sûr défendre leur dignité humaine, quel qu'en soit le prix.

Ma délégation appelle donc à former un front uni contre la dictature d'un petit nombre sur le reste de l'humanité. Et dans l'intérêt de notre sécurité collective, l'ONU doit faire en sorte par tous les

moyens d'éliminer le racisme et la haine sous toutes leurs formes, afin que nous puissions léguer aux générations à naître de l'humanité un monde très pacifique et prospère débarrassé de la pauvreté, de l'exploitation et de la marginalisation.

Dans ce contexte, ma délégation souhaiterait que soit rapidement réglée la situation difficile des Palestiniens. Nous demandons à l'État d'Israël d'accepter et de respecter sans conditions préalables la solution des deux États que la communauté internationale a si clairement articulée. Nous exhortons également le Conseil de sécurité à veiller à ce que ses résolutions soient respectées par tous les États et appliquées dans l'esprit et la lettre par l'ONU, et à ne pas laisser certains États choisir non seulement de faire fi de ces résolutions, mais de les violer impunément, alors que d'autres États s'exposent à des actions militaires draconiennes et dévastatrices si de telles résolutions sont adoptées contre eux et s'ils osent demander des éclaircissements.

L'État d'Israël a délibérément ignoré et violé toutes les résolutions et conventions concernant le conflit israélo-palestinien, non seulement en toute impunité, mais aussi avec l'appui et la protection de certaines puissances mondiales, tandis que d'autres pays ont payé très cher le simple fait de n'avoir pas pleinement respecté une résolution du Conseil de sécurité. Le Conseil devrait cesser d'appliquer cette politique malheureuse du deux poids deux mesures. L'ONU ne doit pas se transformer en « ferme animalière ».

Deuxièmement, il y a aussi le problème persistant de la République de Chine à Taiwan. Ma délégation est d'avis que Taiwan devrait être invité à participer à toutes les réunions et activités de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de l'Organisation de l'aviation civile internationale, entre autres instances. Taiwan a le droit légitime d'être membre à part entière de toutes les institutions spécialisées des Nations Unies, puisque même des organisations non gouvernementales ont le statut de membres ou d'observateurs dans ces institutions. Taiwan, État démocratique qui compte une population de 23 millions d'habitants, continue d'être privé de ce droit de l'homme fondamental, que l'ONU est censée défendre et protéger en priorité.

Ma délégation appelle aussi l'ONU à exhorter les États-Unis d'Amérique à lever immédiatement et sans conditions leur embargo sur Cuba, conformément aux

souhaits de plus de 98 % des membres de l'Organisation. Cet embargo commercial continue de faire souffrir les femmes et les enfants cubains. Les enfants cubains qui naissent dans ces pénibles conditions n'ont commis aucun crime. La punition de femmes et d'enfants pour cause de divergences politiques est une violation très grave de leurs droits.

Troisièmement, ma délégation réitère son plein appui à l'intégrité territoriale et à la souveraineté du Royaume du Maroc. Sur la question du Sahara marocain, nous restons convaincus que la proposition du Gouvernement marocain d'octroyer une autonomie substantielle à cette région sur la base des négociations engagées à l'initiative du Conseil de sécurité, et dirigées et acceptées par les parties, aboutirait à un règlement durable et pacifique du conflit.

Enfin, ma délégation a suivi attentivement, mais avec un profond désarroi, les négociations prolongées sur la réforme du Conseil de sécurité, ainsi que l'apparente connivence de certains pour empêcher cette réforme. L'Afrique souhaiterait voir engager la réforme du Conseil, aux fins d'une représentation équilibrée de tous les continents au sein de celui-ci. Ma délégation exhorte par conséquent le Président de l'Assemblée générale à redoubler d'efforts sur cette question au cours de la soixante-quatrième session, et à veiller à ce que le continent africain dispose d'au moins deux sièges permanents au Conseil avec le plein droit de veto; sinon, aucune résolution adoptée par le Conseil n'aura force obligatoire pour l'Afrique ou tout État membre de l'Union africaine à compter de la fin de l'année 2010. L'Afrique, continent 10 fois plus grand que l'Europe, ne possède pas un seul siège permanent au Conseil de sécurité, alors que l'Europe en a plus d'un.

L'Afrique est depuis longtemps victime de discrimination, de marginalisation, d'exploitation et d'humiliation. Les Africains n'accepteront plus cette situation. Nous allons y mettre fin très bientôt, et les États Membres devraient prendre mes paroles très au sérieux.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Gambie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

Al Hadji Yahya Jammeh, Président de la République de Gambie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Fernando Lugo Méndez, Président de la République du Paraguay

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Paraguay.

M. Fernando Lugo Méndez, Président de la République du Paraguay, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Fernando Lugo Méndez, Président de la République du Paraguay, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Lugo Méndez (parle en espagnol) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous adresser mes sincères félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je tiens aussi à exprimer les remerciements de la délégation paraguayenne au père Miguel d'Escoto, Président de la soixante-troisième session de l'Assemblée, pour les progrès réalisés pendant son mandat.

Je commencerai par le plus important, c'est-à-dire la vie. Je n'oublie pas que la Charte des Nations Unies affirme au premier alinéa de son préambule que nous, peuples réunis, sommes résolus à « préserver les générations futures du fléau de la guerre ». Pourtant, les attaques meurtrières des avions de guerre ont continué de tuer, mutiler et terroriser les enfants dans diverses populations civiles. Pourtant, dans les caisses des États, les chiffres relatifs au budget de la mort, qualifiés avec désinvolture de « dépenses de défense » ne cessent de grossir. Pourtant, les industries militaires des pays les plus puissants du monde continuent d'engranger des bénéfices juteux sans qu'aucun parti politique ne s'interroge, ni qu'aucune agence de presse internationale ne s'en offense, dans un jeu d'hypocrisie perverse qui mine notre avenir, les mensonges étant déguisés en « vérités » imposées.

Nous faisons preuve de grande rigueur lorsqu'il s'agit d'estimer les coûts mondiaux élevés des mesures de lutte contre la maladie et de couverture sociale face à des pandémies comme la pandémie de la grippe H1N1, mais nous oublions nos « dépenses de défense », promues aux hauts sommets enneigés de complaisance des grandes entreprises d'armements, qui

finissent par l'échange d'un fusil contre une caisse de vaccins ou d'un avion de guerre contre une grande partie du budget de santé publique.

L'Organisation des Nations Unies a été créée dans le but de promouvoir la paix et de faire disparaître le fléau de la guerre. Toutefois, voraces, les trafiquants d'armes continuent de traverser nos pays avec des convois chargés de mitrailleuses, de missiles et de grenades. Certaines régions du monde continuent de constituer des enclaves privilégiées du commerce auquel se livrent les marchands de mort. Le conflit qui entraîne mutilation, destruction et mort de nos voisins, les condamnant ainsi à ne connaître que le malheur, constitue en même temps une source de prospérité opportunité pour ceux qui entretiennent, créent et dirigent le commerce de la guerre.

Qui remet en cause les liasses de billets maculés de sang conservées dans les coffres de la banque la plus puissante? Nous nous faisons face ici dans cette salle mais, dans les faits, nous, gouvernements des pays du monde, riches, pauvres et très pauvres, faisons face à l'histoire. Si nous pouvions l'espace d'un instant croire aux grands principes de l'égalité et de l'égalité de droits de tous les êtres humains, ce serait suffisant pour nous poser la question suivante : Combien de temps encore les seigneurs de la guerre vont-ils continuer à tirer leurs revenus de l'élimination physique d'êtres humains?

Mon pays, le Paraguay, déclare devant le monde entier qu'il est pleinement engagé en faveur de la paix. Mon Gouvernement n'est pas disposé à allouer l'équivalent du prix d'un pain à l'acquisition d'armes ou de matériel de guerre. Tout investissement dans la défense doit être limité au strict minimum par rapport aux dépenses publiques dans le secteur social. Le Paraguay ne va pas hypothéquer ses moyens d'existence pour entrer dans le jeu aveugle des seigneurs de la guerre.

Nous estimons que, dans le contexte de la mondialisation, il faudrait appeler à la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial qui soit en mesure de faire disparaître les graves disparités actuelles et l'inégalité manifeste d'accès aux bienfaits du développement contemporain. À cet égard, je voudrais tracer un tableau de la réalité de la vie au Paraguay à l'heure actuelle. Notre situation est semblable en de très nombreux points à celle que connaissent d'autres États également confrontés à des problèmes économiques graves.

Il y a un peu plus d'un an, le Paraguay connaissait un tournant historique, mes prédécesseurs laissant derrière eux une économie en ruines ainsi que des mécanismes de production désuets et obsolètes, des institutions démocratiques faibles et minées par des distorsions, des partis politiques peu crédibles et des moyens insuffisants pour permettre aux citoyens de participer à la prise des décisions. La société souffre de disparités graves: près de 40 % de la population touchée par la pauvreté, des dizaines de milliers de chômeurs, une immigration élevée et des minorités sans scrupules cherchant à conserver leur niveau de vie élevé et leurs privilèges injustifiés.

La majorité des pays représentés ici connaissent aussi cette situation et, au-delà des spécificités propres à chacun d'entre eux, sont, à l'instar du Paraguay, confrontés au triple défi de la modernisation de leur économie, du renforcement du processus de démocratie participative et de l'élimination de graves inégalités sociales. Comme au Paraguay, dans tous les pays pauvres, ces fléaux dont nous pâtissons sont dus à la mise en œuvre de systèmes injustes et inéquitables qui, en fin de compte, creusent le fossé entre pays riches et pauvres.

Nous avons essayé en vain de dissimuler les échecs des politiques appliquées au cours des dernières décennies en employant des termes prétendument techniques qui sont loin de décrire le pathétique de la réalité mondiale. Par exemple, on parle des pays les moins avancés, de pays à revenu intermédiaire et de pays en développement alors qu'en réalité, nous vivons tout simplement dans un monde où des États profitent jusqu'à épuisement des avantages de la croissance mondiale tandis que d'autres sont relégués au second plan et condamnés à la pauvreté.

Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, nous ne pouvons plus nous soustraire à l'obligation d'agir, sans crainte, pour changer cette réalité. Nous devons envisager sérieusement un nouvel ordre économique mondial dont les objectifs seraient simples et concrets. Premièrement, il faudrait appuyer le renforcement des petites économies sur la base d'une répartition juste et équitable des bienfaits engendrés par la production de richesses. Il faudrait mettre un terme aux relations inégales en matière d'échanges commerciaux et élaborer des politiques efficaces de solidarité avec les pays pâtissant d'une situation géographique ou de conditions climatiques défavorables.

Deuxièmement, il faudrait promouvoir un cadre politique sain dans tous les pays du monde en veillant à ce que les grandes puissances n'interviennent pas dans les affaires intérieures d'un État, surtout lorsqu'elles le font pour déstabiliser des processus réellement démocratiques. Je tiens à exprimer à nouveau ma préoccupation face aux événements qui se déroulent dans la République sœur du Honduras à la suite du coup d'État sauvage qui a ouvert une plaie béante dans le cœur de notre démocratie régionale.

Troisièmement, il faudrait promouvoir des moyens pacifiques de règlement des conflits internationaux en s'engageant fermement et résolument à réduire la militarisation et l'armement, qui atteignent des niveaux inquiétants.

Quatrièmement, il faudrait agir pour mettre fin à l'agression criminelle contre l'environnement qui a entraîné, entre autres, le réchauffement planétaire et la hausse du nombre de catastrophes naturelles. Nous, les peuples du Sud, payons de plus en plus lourdement le prix du changement climatique sur les plans social, environnemental et financier. Pendant ce temps, les États qui sont les principaux responsables du réchauffement climatique ne s'acquittent pas de leurs obligations ni ne prennent en charge la dette sociale et environnementale accrue dont ils sont à l'origine, perpétuant et aggravant ainsi un cas d'injustice manifeste qui doit être réparée. Il faut à juste titre et d'urgence répondre aux demandes des populations vulnérables de la planète.

Cinquièmement et finalement, il faudrait promouvoir l'égalité entre les sexes et mettre un terme aux discriminations de toutes sortes, fondées sur des distinctions de sexe, des opinions politiques ou idéologiques ou des différences raciales, ethniques ou religieuses. Bref, il s'agit de promouvoir un monde meilleur et plus humain, qui ouvre la perspective d'un environnement plus agréable pour vivre, plus solidaire, et beaucoup plus respectueux de l'avenir de l'humanité.

Je suis pleinement conscient de l'ampleur du défi que je propose. Je suis aussi entièrement conscient des difficultés auxquelles nous nous trouverons confrontés dans cette lutte épique, mais il n'est pas possible qu'aujourd'hui, en plein XXI^e siècle, nous continuions à éluder un débat de fond franc sur des réalités préoccupantes.

Je ne sous-estime nullement le rôle important qu'a joué l'ONU tout au long de son existence

relativement courte pour la promotion de la paix mondiale et la croissance dans l'équité sociale, mais nous ne devons pas ignorer les décennies d'échec en matière de modernisation générale et nous devons encore moins cesser d'utiliser avec créativité et détermination la plus grande instance mondiale contemporaine.

Il n'y a pas de temps à perdre. La justice et la réparation historique due aux pays pauvres par les pays riches doivent être une priorité des activités de l'ONU. Pour que l'ONU atteigne cet objectif important, nous devons reconnaître que l'Assemblée doit adopter les réformes nécessaires pour réaffirmer son identité intrinsèque d'organe représentatif, démocratique et équitable et que ses compétences doivent être respectées et prévaloir sur les autres organes internes de l'Organisation, tel le Conseil de sécurité, afin de mettre l'accent sur les processus qui contribueront à la construction de cette justice sociale tant escomptée.

Le Conseil de sécurité, organe chargé de la promotion de la paix mondiale, doit être réformé. Il s'agit non seulement de le doter d'une plus grande légitimité en augmentant sa représentativité, mais aussi d'adopter de nouvelles méthodes de travail de manière à refléter la configuration d'un nouvel ordre mondial polycentrique, reposant sur des relations de coopération, de solidarité et de paix et dans lequel la société et la dignité de l'être humain seraient au cœur de toute décision.

Ce n'est pas facile à dire dans ce lieu sacré, mais il est bon de rappeler qu'en ce moment même des milliers de personnes meurent de faim dans le monde que nous dirigeons. Le naturel avec lequel les journaux télévisés alternent aux heures de grande écoute les images d'enfants misérables tenaillés par une faim terrible et les statistiques sur le commerce brutal des armes par les pays industrialisés met à nue l'indifférence humaine.

Une fois pour toutes, nous devons croire en un monde différent et le créer, un monde capable de récupérer ses immenses richesses naturelles, une fois qu'un point final aura été mis aux terribles dévastations provoquées par des intérêts mesquins. Nous devons croire en un système économique international plus juste et plus équitable, où les graves inégalités seront une chose du passé. Je crois en la solidarité, profondément humaine. Je crois au rêve de ces grands leaders rebelles qui ont changé le monde. Je crois en

Jésus-Christ. Je crois en Gandhi. Je crois en Martin Luther King.

Avant de terminer cette intervention, je voudrais saisir cette occasion pour exposer un certain nombre de positions claires au sujet de questions actuelles qui nous touchent.

Tout d'abord, je voudrais dire que la crise économique, qui a vu le jour dans les grandes puissances et s'est propagée au reste du monde, a laissé de graves séquelles dans tous les pays. Elle a entraîné un processus rapide de destruction des richesses accumulées, une hausse sans précédent du chômage et une augmentation de la pauvreté, et elle a laissé des dizaines de processus politiques démocratiques en situation de grande vulnérabilité.

Deuxièmement, je voudrais déclarer sans ambages que la rupture violente du processus constitutionnel au Honduras constitue un facteur de recul considérable dans la démocratisation de l'Amérique latine. Les putschistes et leurs complices, qui ont donné au visage honorable de la démocratie de ce continent une gifle retentissante, sont aujourd'hui responsables des pertes en vies humaines et des perturbations de la vie de la société constatées à ce jour. J'exprime ici ma solidarité explicite et celle de mon peuple avec Manuel Zelaya et avec le peuple hondurien, qui fait preuve de résistance et de courage face à ce putsch digne de la préhistoire.

Troisièmement, je voudrais que les peuples et les gouvernements représentés ici condamnent énergiquement le blocus commercial que la plus grande économie du monde impose à Cuba, autre chapitre insoutenable qui, tant qu'il perdurera, sapera la crédibilité de tout discours sur le pluralisme, la tolérance et l'humanisme prononcé en ces lieux. Nous avons totalement foi dans un nouveau regard sur le monde qui rompt avec le passé et ses polarisations intransigeantes. Nous sommes convaincus que les attentes que fondent l'Amérique latine et les Caraïbes sur une attitude humaniste des nouveaux dirigeants du pays le plus puissant de la Terre envers Cuba seront bientôt satisfaites.

Enfin et quatrièmement, je voudrais exprimer ouvertement ma préoccupation face aux vents ténébreux que fait souffler sur le monde la course effrénée aux armements, laquelle ne se justifie absolument pas et ne peut être applaudie que par les industries de la mort et de la barbarie. Il faut désamorcer les tensions qui alimentent cette course aux

armements et il faut dissiper de toute urgence les éléments qui assombrissent les perspectives de paix dans le monde.

Je réaffirme que mon petit et humble pays est déterminé à appuyer toute initiative visant à édifier un monde meilleur pour les générations futures.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Paraguay de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Fernando Lugo Méndez, Président de la République du Paraguay, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Mohamed Nasheed, Président de la République des Maldives

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République des Maldives.

M. Mohamed Nasheed, Président de la République des Maldives, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mohamed Nasheed, Président de la République des Maldives, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Nasheed (parle en anglais) : Je voudrais commencer par adresser à S. E. M. Ali Abdussalam Treki les plus chaleureuses félicitations de ma délégation pour son élection à la présidence de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale et l'assurer de notre plein appui et de notre entière coopération. J'aimerais également saisir cette occasion pour exprimer notre plus profonde reconnaissance à son prédécesseur, S. E. M. Miguel d'Escoto Brockmann, pour la façon exemplaire dont il a mené les travaux de la soixante-troisième session.

J'aimerais également qu'il soit pris acte de la gratitude de ma délégation envers le Secrétaire général Ban Ki-moon pour son rôle moteur et son dévouement exemplaires dans la promotion des nobles principes et idéaux de l'Organisation.

C'est la première fois qu'un président des Maldives démocratiquement élu s'adresse à l'Assemblée générale et je suis extrêmement heureux

de me trouver ici. J'ai passé de nombreuses années pendant les sessions passées des Assemblées générales enfermé dans une cellule humide et torride, les pieds et les poings liés, à cause de mes convictions que les 300 000 habitants des Maldives devraient avoir le droit de vivre à l'abri de la peur et du besoin, librement et dans la dignité.

Je souhaiterais remercier la communauté internationale pour l'appui précieux qu'elle a apporté à notre transition démocratique. Les réformateurs aux Maldives et nos amis à l'ONU devraient se sentir légitimement fiers que notre île-patrie ait pu célébrer l'année dernière la première Journée internationale de la démocratie de la meilleure manière possible : en se débarrassant de 30 années d'autocratie et en garantissant un transfert des pouvoirs harmonieux, démocratique et pacifique.

De la même manière que la communauté internationale a joué un rôle essentiel pour assurer la transition démocratique des Maldives, j'espère qu'elle jouera également un rôle dans la tâche encore plus difficile qui consiste à faire en sorte que notre démocratie prenne un caractère permanent et qu'elle ne soit pas une simple illusion éphémère. Nous tous qui nous soucions des Maldives et croyons en la démocratie avons l'énorme responsabilité de veiller à ce que les convictions pour lesquelles nous nous sommes battus soient gravées dans la roche et non pas écrites sur le sable.

Les Maldives sollicitent l'aide de la communauté internationale dans trois domaines. D'abord, une collaboration continue dans le cadre du processus de renforcement de la démocratie. Il est nécessaire d'œuvrer de concert à la consolidation des divers piliers d'une société démocratique, à savoir la protection des droits de l'homme, la bonne gouvernance, la mise en place d'organes de surveillance indépendants, une presse et une société civile libres. Des efforts considérables ont été faits par les Maldives sur tous ces plans, mais il reste encore beaucoup à faire. J'ai le sentiment que les fondations nécessaires sont maintenant en place. La séparation des pouvoirs a été consacrée par des réformes constitutionnelles, une série d'institutions et de commissions indépendantes ont été créées, et nous disposons de médias indépendants dynamiques. Cependant, de nombreux défis cruciaux se posent encore à nous et nous espérons bénéficier de l'appui de la communauté internationale pour les relever. Je voudrais en particulier mettre l'accent sur l'importance

de garantir l'égalité entre hommes et femmes, non seulement en paroles, mais concrètement.

La deuxième façon dont la communauté internationale peut aider à la consolidation de la démocratie et de l'état de droit aux Maldives est de favoriser la mise en place d'un environnement économique propice. En tant que petite économie de marché lourdement dépendante du tourisme et de l'exportation des produits de la pêche, les Maldives ont été sérieusement affectées par la récession mondiale actuelle. De plus, depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons découvert que le précédent régime, à l'approche des élections de l'année dernière, s'était engagé dans des politiques économiques hautement irresponsables dans l'espoir de remporter la victoire. Si l'on ajoute à cela nos efforts constants de relèvement après le tsunami de 2004, le reclassement imminent des Maldives de la catégorie des pays les moins développés et les hausses des prix du pétrole et des produits alimentaires de ces dernières années, on aura une idée très claire de l'ampleur des défis économiques auxquels le nouveau gouvernement se trouve aujourd'hui confronté.

Le nouveau gouvernement est déterminé à relever ce défi avec honnêteté et vigueur. En consultation avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, les Maldives se sont engagées dans un programme de réformes économiques majeures visant à restructurer un secteur public budgétivore, à privatiser les infrastructures publiques et à promouvoir l'entreprise privée et les échanges. Pourtant l'importance des problèmes auxquels nous sommes confrontés montrent que nous ne pourrions pas réussir seuls. C'est pourquoi nous nous tournons vers nos amis au sein de la communauté internationale pour qu'ils nous aident à nous remettre sur nos pieds. Nous sommes très reconnaissants de l'aide qui nous est apportée par le FMI et le Gouvernement indien, pour ne nommer que deux de nos partenaires. Mais il faudra davantage pour faire coexister la démocratie et les droits de l'homme avec la stabilité et la prospérité économiques.

La troisième façon dont la communauté internationale peut et doit aider les Maldives à consolider la démocratie et à établir une société solide, prospère et équitable est d'entreprendre des actions urgentes et concrètes pour s'attaquer aux changements climatiques. Les menaces que posent aux Maldives les changements climatiques sont connues. Chaque plage avalée par la montée des eaux, chaque maison détruite par des tempêtes de plus en plus fréquentes, chaque

récif grignoté par la hausse de la température des eaux, chaque emploi perdu du fait de la réduction des réserves halieutiques, chaque vie perdue à cause d'une variation extrême des températures fera qu'il deviendra de plus en plus difficile de gouverner le pays, jusqu'au moment où il faudra se résigner à abandonner notre patrie.

Je lance donc un appel à vous, dirigeants du monde, pour que vous protégiez l'avenir des pays de première ligne comme les Maldives en parvenant, lors de la Conférence sur la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques prévue au mois de décembre à Copenhague, à un accord ambitieux et concret qui fixe la limitation de la hausse de la température mondiale moyenne à moins de 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Agir autrement équivaldrait à signer l'arrêt de mort des 300 000 Maldiviens.

Mais les Maldives sont déterminées à faire tout leur possible pour assurer leur survie. Nous allons devenir le premier pays sans émissions de carbone d'ici 10 ans. À cette fin, nous sommes déterminés à élaborer un kit de survie : un manuel sans carbone qui permettrait à d'autres de reproduire nos actions afin que nous puissions tous ensemble nous prémunir contre les catastrophes climatiques.

Dans le cadre de nos efforts pour bâtir une voix unie, j'inviterai aux Maldives quelques uns des États les plus touchés par les changements climatiques. Nous espérons que le Sommet de décembre renforcera notre détermination à tout tenter pour assurer notre survie.

Je voudrais maintenant aborder un certain nombre d'autres questions importantes qui nous préoccupent énormément. Les Maldives rejettent le terrorisme sous toutes ses formes et entendent se tenir aux côtés de tous les pays pour faire échec à cette menace. Les événements qui ont eu lieu l'année dernière en Afghanistan, au Pakistan et en Inde, nos voisins et amis de l'Asie du Sud, nous montrent que la victoire dans ce combat ne sera pas facile à obtenir. Ils nous montrent aussi que pour combattre efficacement le terrorisme, nous devons réaffirmer, et non pas diluer, notre attachement aux droits de l'homme, à la démocratie, à l'état de droit et à la bonne gouvernance.

Si nous applaudissons les efforts récents pour réformer et redynamiser l'ONU, nous croyons cependant que de telles réformes ne peuvent être couronnées de succès ou complètes sans la réforme si nécessaire et si attendue du Conseil de sécurité. Nous croyons fermement que le troisième tour de

négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité produira des résultats tangibles. J'appelle l'Assemblée générale à terminer cette tâche au cours de la soixante-quatrième session et à parvenir à un accord sur l'augmentation du nombre de membres tant permanents que non permanents du Conseil. Pour ce qui est de la composition du Conseil, nous estimons qu'elle doit dûment refléter les réalités géopolitiques du monde contemporain. En conséquence, nous appuyons l'inclusion de l'Inde et du Japon parmi les membres permanents.

Le nouveau Gouvernement maldivien est déterminé à entretenir des relations amicales et mutuellement respectueuses avec chacun des pays représentés dans cette salle. Toutefois, toute amitié implique la volonté d'être franc l'un avec l'autre et de protester contre tout comportement inapproprié pour un État souverain.

Nous pensons que le dialogue et l'engagement constructif servent mieux la cause de la paix que l'ostracisme et l'isolement. Le nouveau Gouvernement maldivien cherchera à renouer les relations avec Israël et, dans le cadre de ces relations, à renouveler son appui à un État palestinien indépendant et souverain, en conformité avec les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

La République des Maldives aspire à être élue membre du Conseil des droits de l'homme au cours de la présente session de l'Assemblée générale, parce que nous croyons fermement en l'universalité des droits de l'homme et en leur importance critique dans l'accomplissement des nobles objectifs de la Charte des Nations Unies.

Du haut de cette tribune, je dois reconnaître combien, en tant que prisonnier, j'ai été inspiré par le courage et la vision d'Aug San Suu Kyi de la Birmanie. Aujourd'hui, je voudrais reprendre l'appel du Secrétaire général à sa libération immédiate et sans condition, ainsi qu'à celle de tous les autres prisonniers politiques. Je réitère aussi mon appui total à la tâche confiée à M. Ibrahim Gambari, Envoyé spécial de l'ONU en Birmanie, et je prie pour les prisonniers politiques partout dans le monde.

Pour terminer, je dois dire que la preuve la plus essentielle à ce jour de la détermination de la communauté internationale à se sauver elle-même sera donnée durant le mandat de M. Treki, en tant que Président de cette Assemblée : à la Conférence de Copenhague en décembre. Nous devons nous évertuer

à faire de cette conférence un succès. D'ici là, nous devons tous saisir toute occasion, tout débat et toute rencontre qui se présentera pour y parvenir. Il est impératif que nous réussissions. Si nous voulons sauver le monde, je suggère que nous commencions par sauver les Maldives.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République des Maldives de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Mohamed Nasheed, Président de la République des Maldives, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Alvaro Colom Caballeros, Président de la République du Guatemala

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Guatemala.

M. Alvaro Colom Caballeros, Président de la République du Guatemala, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies, à S. E. M. Alvaro Colom Caballeros, Président de la République du Guatemala, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Colom Caballeros (parle en espagnol) : Je voudrais, tout d'abord, saluer M. Ali Treki, Président de l'Assemblée et diplomate distingué. Je lui souhaite beaucoup de succès dans la conduite des délibérations de cette session. Je voudrais, en même temps, exprimer notre admiration et notre respect au père Miguel d'Escoto Brockmann, qui a dirigé les travaux de l'Assemblée à sa dernière session.

Ma présence ici témoigne de notre attachement au multilatéralisme en général et à l'ONU en particulier. Je salue le Secrétaire général Ban Ki-moon et lui renouvelle notre reconnaissance pour sa gestion de l'ONU. Le peuple guatémaltèque apprécie la présence de l'ONU et le Guatemala essaie de la payer de retour en partie par sa participation à plusieurs opérations de maintien de la paix.

Je voudrais aborder brièvement certaines questions qui sont au centre de nos préoccupations, et

qui ont, en même temps, une dimension internationale importante.

En premier lieu, à l'instar des autres pays de notre région, le Guatemala a durement ressenti les effets de la crise économique et financière internationale. Cela se reflète dans la valeur et le volume de ses exportations, ainsi que dans le niveau des envois de fonds des émigrés à leur famille, et surtout dans le niveau de l'activité économique, de l'emploi et des recettes fiscales. De façon générale, la crise rend plus difficile l'exécution de nos obligations relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Comme pour empirer les choses, nos efforts visant à réduire les effets de la crise ont été partiellement annihilés par un événement climatique inhabituel, puisque nous traversons la pire période de sécheresse des 30 dernières années. Ce phénomène a eu des effets néfastes sur la récolte de céréales de base et a aussi eu de graves répercussions sur les régions les plus pauvres de notre pays. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de déclarer l'état de catastrophe, une catastrophe qui est non seulement la conséquence de la sécheresse mais aussi une catastrophe historique, car elle frappe les populations les plus pauvres de notre pays, celles que le Gouvernement cherche à faire sortir de l'extrême pauvreté.

Cette situation qui illustre l'une des très nombreuses manifestations du changement climatique qui se produisent dans diverses régions, s'ajoute aux effets régressifs que nous avons connus lors de la première moitié de 2008, du fait de la double crise énergétique et alimentaire, suivie des effets susmentionnés de la crise économique. Malheureusement, les effets adverses de cette situation ont une incidence considérable sur les secteurs de la population ayant moins de moyens et moins de revenus. Le tableau se complique lorsque l'exécution par l'État de son obligation de répondre aux besoins de la population est fortement limitée par des considérations fiscales.

Néanmoins, nous ne sommes pas restés les bras croisés. Nous avons lancé un programme de cohésion sociale dynamique et fort. Aujourd'hui, plus de 500 000 familles sont couvertes par ces programmes, dans les régions les plus pauvres et les plus défavorisées du pays. Aujourd'hui, je note avec une réelle satisfaction que 18 mois à peine après notre prise en main du pays, nos indicateurs de santé – tous les

indicateurs de santé – se sont améliorés de manière extraordinaire.

Les indicateurs de l'éducation se sont améliorés. Par exemple, cette année, les inscriptions ont augmenté de 37 % dans l'enseignement secondaire, de 9 % dans l'enseignement primaire et de 27 % dans l'enseignement préprimaire. Nous sommes maintenant confrontés au problème d'écoles surchargées, mais nous préférons ce problème à celui de ne pas avoir d'enfants à l'école. Cela signifie qu'il y a un besoin urgent de construire plus de 14 400 salles de classe, dans les 14 mois à venir, mais nous préférons cette situation à celle de voir les enfants errer dans la rue ou travailler.

La coopération internationale dont nous avons bénéficié à cet égard est importante, et nous voulons exprimer notre reconnaissance à la Banque interaméricaine de développement, ainsi qu'à la Banque mondiale et à la Banque centraméricaine d'intégration économique, qui nous ont aidés dans nos efforts pour instaurer la cohésion sociale et aider les peuples autochtones qui composent notre population.

Je voudrais exprimer notre sincère conviction que tous nous devons engager ce changement. C'est un changement d'attitude, un changement de volonté, comme l'a dit le Président Lula hier. Il est important que nous voyions naître ce nouvel ordre international, ce nouvel ordre de justice et d'équité.

La sécheresse au Guatemala a exacerbé l'extrême pauvreté, mais trouver une solution à la sécheresse ne règlera pas la situation de la pauvreté dans le pays, car elle est structurelle, historique, et le résultat de l'abandon pendant 50 ans des populations rurales et de nos peuples autochtones.

Nous allons suivre avec intérêt les délibérations du Groupe des 20, qui se réunit aujourd'hui même à Pittsburgh. Nous espérons que cette instance tiendra également compte des préoccupations des pays à économies petites et moyennes. Par ailleurs, nous appuyons l'action engagée par les institutions financières multilatérales et l'ONU pour améliorer leur capacité d'aide aux pays en développement et de lutte contre la crise. C'est pourquoi notre pays plaide en faveur de la capitalisation de la Banque interaméricaine de développement et de notre organisme financier régional, la Banque centraméricaine d'intégration économique.

Je voudrais aborder la question de l'insécurité dans notre pays. Il est non pas menacé mais assailli par la criminalité organisée, contre laquelle notre Gouvernement a lancé une guerre sans merci il y a un an et demi. Dans cette enceinte, je voudrais exprimer ma reconnaissance pour la coopération et l'appui magnifiques que nous avons reçus, en particulier de la part de la Colombie, du Panama et du Mexique, pour nous attaquer au fléau du trafic de drogues et lancer un processus visant à y mettre fin.

C'est également avec une extrême satisfaction que j'informe l'Assemblée que les saisies de cocaïne ont à elles seules augmenté de 700 % par rapport à la même période sous le précédent gouvernement. Les saisies de marijuana ont été multipliées par 15 et l'éradication du pavot a augmenté de 300 % au cours de la même période. Notre lutte contre le trafic de drogues est définitive et résolue, mais nous reconnaissons que c'est un phénomène qu'il faut combattre au niveau régional. C'est pourquoi nous œuvrons en étroite collaboration avec nos frères mexicains et centraméricains pour y faire face directement et au niveau régional.

Le problème du trafic de drogues a eu une grave conséquence pour le Guatemala. Pendant plus de huit ans, le pays a été livré à la criminalité organisée – en particulier le trafic de drogues – les territoires et les couloirs utilisés pour le trafic étant moins protégés que jamais. Les effectifs de l'armée ont été réduits au-delà de ce que préconisaient les accords de paix et on a perdu le contrôle du territoire. La Police civile nationale s'est fortement compromise avec les trafiquants de drogues, devenant corrompue et malhonnête.

Néanmoins, grâce à l'ONU et à la présence de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala, une entreprise unique au monde de l'ONU au Guatemala, les membres du Ministère public reçoivent appui et conseils, et nous faisons d'importants progrès. Pour la première fois dans l'histoire du Guatemala, l'un des parrains de la drogue est en fuite, et nous l'arrêterons très bientôt. Jamais les célèbres familles de trafiquants de drogues n'avaient reçu un message aussi clair.

Nous avons également incarcéré 10 personnes soupçonnées de meurtre dans le cadre de la crise du 10 mai. Je saisis cette occasion pour remercier cette instance, l'ONU, de l'appui inconditionnel qu'elle a apporté à mon pays au moment de la crise. Je suis

certain que le travail de la Commission internationale contre l'impunité permettra de retrouver les cerveaux de ce crime indigne, de faire éclater la vérité et de rendre justice. Ce qui aurait pu devenir un coup d'État technique est devenu un véritable exemple de justice et de vérité. Je suis certain que mon Gouvernement, qui a laissé cette enquête se dérouler de façon complètement indépendante, ira au fond du problème, et que la vérité sera bientôt découverte.

Nous avons travaillé dur pour assurer la sécurité des citoyens, et je reconnais que c'est un processus long et compliqué. Une fois encore, l'aide de la Commission internationale est indispensable, et nous estimons que cette expérience est utilisée à bon escient par notre Ministère public, qui a déjà entamé son processus de réorganisation et de recomposition.

Je voudrais également mentionner le cas du Honduras, pays voisin et frère. Le Guatemala est depuis la première heure partisan du retour à la démocratie et à l'état de droit au Honduras. Nous ne pouvons permettre qu'où que ce soit dans le monde, et encore moins en Amérique centrale – où le prix de la démocratie a été si élevé, en termes de vies humaines et où, dans le cas du Guatemala, des massacres se sont produits – l'on chasse un président à la pointe d'un fusil, sans avoir recours aux mécanismes démocratiques et juridiques. Nous n'accepterons pas moins que le retour au pouvoir du Président Zelaya afin que les élections au Honduras soient légitimes et que nos frères honduriens puissent au plus vite vivre dans la paix et la tranquillité. Notre Gouvernement n'a pas ménagé son appui au Président Zelaya, et je suis certain que nous verrons l'Amérique centrale retrouver son rythme naturel d'intégration, de développement démocratique et de sécurité démocratique.

Je voudrais également souligner notre attachement à presque tous les mécanismes, principes et normes relatifs aux droits de l'homme à l'intérieur et à l'extérieur du Guatemala. Nous sommes une nation multiethnique, multiculturelle et multilingue. Nous vivons dans un beau pays de 108 000 kilomètres carrés où 23 cultures et 23 peuples partagent une terre bénie que nous a donnée Dieu. C'est pourquoi nous nous employons à promouvoir le rôle de tous les peuples autochtones du Guatemala et leur participation à notre vie quotidienne, au développement, à la paix et à la sécurité.

Nous avons adopté avec très peu de problèmes une loi sur la liberté d'accès à l'information qui a

garanti un libre accès à toutes les informations de l'État, à l'exception des informations liées à la sécurité et aux relations extérieures. C'est la raison pour laquelle nous voudrions insister sur la nécessité de renforcer les mécanismes de respect des droits de l'homme et de contrôle des armes. J'estime que les pays sont libres de s'armer pour se protéger, mais je ne suis pas d'accord pour que nos pays servent de couloirs au trafic d'armes. Je pense également que les pays exportateurs d'armes devraient être plus prudents et mettre en place davantage de contrôles et de règles en ce qui concerne l'ensemble du trafic d'armes. Notre pays, notre Gouvernement, a presque multiplié par 10 ses saisies d'armes illégales, mais il nous reste encore beaucoup à faire et dans l'intervalle, de nombreux innocents meurent à cause du trafic de drogues, de la contrebande et de la criminalité organisée.

Nous devons définir plus concrètement le principe de la responsabilité de protéger afin de protéger nos populations respectives du génocide et des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité dont a beaucoup souffert le Guatemala pendant 36 ans.

Je voudrais vous faire part de mon intime conviction que l'ONU doit être constamment renouvelée et adaptée aux besoins d'aujourd'hui. Notre civilisation change. Il ne s'agit pas seulement d'une crise énergétique, financière ou climatique; il s'agit d'une crise de valeurs, une crise de principes. La crise financière est une crise de valeurs et de principes, et nous en payons le prix avec la pauvreté de nos peuples. C'est la raison pour laquelle nous devons mieux adapter les mécanismes des Nations Unies afin, précisément, de s'attaquer au cœur – *al grano* comme on dit au Guatemala – des problèmes de la pauvreté et de l'inégalité pour promouvoir la consolidation du système démocratique et de l'état de droit.

J'ai l'honneur de bien connaître la cosmogonie maya et je suis tout à fait certain qu'à partir de 2012 la civilisation se transformera. C'est une prophétie très ancienne qui se réalisera, tout comme se sont réalisées de nombreuses autres prophéties. Nous entrerons dans une ère d'humanisme et de grande force humaine. Et l'Amérique change. Les changements intervenus dans notre Amérique d'il y a 10 ans font qu'elle ne ressemble en rien à l'Amérique d'aujourd'hui. Les processus démocratiques se sont renforcés et ont certes eu des problèmes, mais, grâce à Dieu, le système démocratique s'est renforcé.

Nous appuyons les résolutions de l'ONU et de l'Organisation des États américains (OEA) relatives au Honduras et je suis ravi de faire part des progrès très concrets accomplis pour mettre un terme, de manière honorable, à notre différend historique avec le peuple frère du Belize. En décembre dernier, grâce aux bons offices de l'OEA, les deux gouvernements ont conclu un accord spécial qui nous engage, avant même le processus de ratification interne dans nos parlements et congrès, à rechercher un règlement juridique par l'intermédiaire de la Cour internationale de Justice. Nous espérons pouvoir ratifier cet accord rapidement grâce à ces procédures internes et qu'un référendum sera organisé dans les deux pays pour mettre un terme au différend avec le peuple frère du Belize.

Pour terminer, je tiens à faire quelques brèves remarques sur notre Organisation et sur son programme pour l'avenir. Je souhaiterais que l'on continue de donner la priorité aux pauvres, aux personnes à faible revenu, aux enfants et aux jeunes qui vivent dans les montagnes de nos pays sans avoir accès à des services de santé, à l'éducation ou à l'eau potable. La sécheresse et la malnutrition dont souffrent nos enfants au Guatemala ne sont rien d'autre que le fruit d'une injustice historique. Si tous ensemble à l'ONU, nous luttons pour les moins nantis, je suis sûr nous y gagnerons tous. Plus nous appuyons les moins nantis, plus nous y gagnerons. Je souhaite plein succès à la présente session de l'Assemblée.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Guatemala de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Álvaro Colom Caballeros, Président de la République du Guatemala, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. René Préval, Président de la République d'Haïti

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Haïti.

M. René Préval, Président de la République d'Haïti, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E.

M. René Préval, Président de la République d'Haïti, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Préval : Permettez-moi tout d'abord de féliciter le Président de l'Assemblée générale et de lui souhaiter un fructueux travail.

Peut-on imaginer la tenue d'une Assemblée générale où les représentants des États et des gouvernements qui viennent défiler à cette tribune ne nous apporteraient que de bonnes nouvelles, pour nous dire que notre planète va mieux et que la plupart des indices de développement sont à leur meilleur niveau? Nous sommes bien loin de cet idéal.

Il semble même, qu'en plus des nombreuses crises de toutes sortes – alimentaire, énergétique, financière, etc. – qui imposent déjà un lourd tribut à nos populations, il semble donc que certains d'entre nous doivent maintenant s'habituer aux chocs récurrents qui proviennent des désastres naturels. Nous devons, à chaque coup, reconstruire les mêmes infrastructures qui ont été détruites; nous devons rétablir les mêmes capacités productives qui ont été balayées par les cyclones et les inondations. Et, faute de ressources suffisantes, le processus de reconstruction n'est pas déclenché à temps et il faut se préparer au retour des catastrophes avant même que les communautés aient pu se relever des désastres précédents. C'est apparemment cela, le nouveau cycle de vie auquel les pays vulnérables, comme le nôtre, doivent être préparés avec, évidemment, des moyens insuffisants.

Cette situation n'est pas le fait du hasard. Elle est la conséquence directe du modèle de développement et de gouvernance que les nations reconnues comme puissantes ont imposé au reste du monde pendant plusieurs siècles : un modèle de développement et de gouvernance surtout préoccupé par le bonheur de l'argent et trop peu par celui des gens; un modèle de développement qui, au sein même des pays riches, impose une vie précaire à une grande partie de leurs propres populations, privée de soins de santé, de logements décents et même d'une éducation de qualité.

En raison de quoi l'humanité entière devrait-elle accepter que la moitié des habitants de notre planète vivent avec ces privations, dans la faim et le dénuement, sans la perspective d'une amélioration de leur situation? En raison de quoi l'humanité entière devrait-elle accepter que notre planète soit mise en danger de manière irresponsable, que des espèces soient condamnées à la disparition, que nos

populations, par l'effet des changements climatiques, soient rendues plus vulnérables face aux désastres naturels, simplement à cause de choix économiques égocentriques d'une petite minorité de pollueurs?

Quel contenu donner à notre appartenance à cette communauté humaine dont l'Organisation des Nations Unies se veut porteuse? Pour citer George Orwell, au delà d'un certain niveau d'inégalité, il n'y a plus de monde commun. Les criantes inégalités qui caractérisent les situations de nos pays sont une gêne pour la constitution de la grande famille que devrait être l'Organisation des Nations Unies.

Le moment est venu d'opposer à la globalisation du profit à tout prix, érigé en nouveau credo, une globalisation de la solidarité, seule garante de l'éradication de la misère, cette solidarité qui est prônée par l'honorable Assemblée à laquelle je m'adresse aujourd'hui.

C'est l'occasion pour moi de redire ici, devant cette Assemblée, que le vrai vecteur de la paix, de la stabilité et de la sécurité, c'est le développement. L'aide reçue par nos pays sera inefficace et sera la source de grandes frustrations pour le donateur et le bénéficiaire, si elle n'est pas inscrite dans une perspective de création et de développement des capacités productives de nos pays. C'est le seul moyen de mettre fin au cycle de la pauvreté et de la dépendance.

Les Haïtiens, comme beaucoup d'autres peuples des pays du Sud, sont un peuple laborieux, ingénieux et entrepreneur doté d'une grande résilience forgée dans la gestion du déboire quotidien et capable d'exploiter à l'extrême limite et d'optimiser la moindre ressource mise à sa disposition. Nos peuples ont soif de mobiliser ce potentiel et cette capacité pour prendre la voie du développement durable.

Développer nos pays est donc une tâche possible. Cependant, tous les efforts en cours risquent de rester sans effet si nous ne parvenons pas à faire émerger un nouveau paradigme de la coopération internationale. Un nouveau paradigme qui nous demande d'aller au-delà de la logique de l'aide humanitaire et qui reconnaît la capacité des pauvres de faire des affaires et de produire des richesses, grâce aux moyens et opportunités qui leur sont offerts pour renforcer leurs capacités productives. Faute d'une telle vision nouvelle, en rupture avec la culture de l'aide humanitaire perpétuelle, la paix et la stabilité ne seront que des conquêtes précaires et fugaces.

Qu'il me soit permis d'ajouter un mot sur Haïti, puisque mon pays fait l'objet d'une attention particulière du Conseil de sécurité. Au cours des trois dernières années, en dépit de l'impact négatif des nombreuses crises internationales sur notre économie, d'importants progrès ont été accomplis, notamment dans la sécurité, dans le respect des droits humains, dans le climat d'investissement, dans l'élimination de la corruption et dans l'instauration d'une société conviviale où le dialogue occupe une place centrale, soutenu et relayé par une presse totalement libre et indépendante. Ces progrès doivent être approfondis et étendus. Voilà pourquoi le soutien des Nations Unies est nécessaire pour nous.

Le Secrétaire général, dans son rapport au Conseil de sécurité, a recommandé de prolonger d'une nouvelle année le mandat de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Cette proposition est bienvenue et rencontre notre pleine adhésion. Nous sommes persuadés qu'un dosage optimal de ses composantes militaires, policières et administratives mettra la MINUSTAH en meilleure condition pour assister notre pays plus efficacement dans la consolidation du climat de paix et de stabilité, sans la rendre indifférente aux luttes que nous mettons pour la reconstruction, la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité. Je remercie également le Secrétaire général d'avoir fait le choix de Bill Clinton, comme son Envoyé spécial dans notre pays. Je remercie également l'ex-Président, un ami d'Haïti, d'avoir accepté de nous aider.

Beaucoup des sommets organisés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies donnent lieu à des résolutions et des engagements qui tombent dans l'oubli ou l'indifférence quand vient l'heure de leur mise en œuvre. C'est notre responsabilité commune de travailler à faire que ce débat général ne soit pas un pur rituel où nous venons, du haut de cette auguste tribune, exposer à coup de rhétorique nos idées sur les grands dossiers internationaux, exprimer nos bonnes intentions, faire des promesses alléchantes et repartir sans une volonté manifeste de prendre des mesures appropriées pour honorer nos engagements.

Accepterons-nous, par exemple, que le Président du Honduras, José Manuel Zelaya, légitimement élu par son peuple, soit déposé par des militaires et que les nombreuses résolutions en provenance de diverses organisations régionales condamnant ce coup d'État restent lettre morte? De même, chaque année, depuis plus de 15 ans, cette Assemblée générale adopte une

résolution condamnant l'embargo contre le peuple cubain. Le maintien de cet embargo est de plus contraire à toutes les valeurs que nous sommes tous en train de promouvoir pour faire du commerce international un outil au service du développement humain. À quand donc, quand donc verrons-nous la rhétorique faire place à l'action?

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Haïti de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. René Préval, Président de la République d'Haïti, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal

Le Président par intérim : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Sénégal.

M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Wade : Nous voici, une nouvelle fois, réunis, mais cette fois à un moment où l'humanité affronte de nombreux dangers, de nombreux problèmes aussi difficiles les uns que les autres, comme s'ils s'étaient donné rendez-vous : crise agricole, crise financière, crise économique, péril environnemental, maladies mortelles tenaces. De toute façon, nous sommes condamnés à nous en sortir. Il n'y a pas d'autre choix. Nous devons et nous pouvons réussir. Les multiples concertations sur ces problèmes, à tous les niveaux, montrent que nous sommes de plus en plus conscients des dangers pour nous et pour les générations futures.

Croyant fondamentalement au génie de l'homme, à sa capacité d'imagination et de créativité pour nous sortir des situations les plus difficiles, je suis à la fois optimiste et conscient du prix qu'il nous faudra payer. C'est à cela que nous sommes mobilisés ici et ailleurs, la seule question étant de savoir comment coordonner

les multiples actions pour accélérer le processus de sauvetage.

Mais, avant d'aller plus loin, je voudrais féliciter très chaleureusement M. Ali Abdussalam Treki, qui a la charge de guider les travaux de cette soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. Connaissant de longue date, M. Treki, le Sénégal se réjouit de sa nomination et exprime sa confiance en ses qualités humaines et professionnelles pour mener à bien cette mission.

Mais je voudrais aussi rendre hommage au père Miguel d'Escoto Brockmann, Président de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session, pour sa contribution aux efforts de revitalisation de l'Assemblée générale. Son engagement et son dynamisme sont connus. J'ai admiré son intelligence, sa vivacité d'esprit et la délicatesse dont il fait montre dans ses relations. Au Secrétaire général Ban Ki-moon, je voudrais dire que le Sénégal renouvelle son soutien dans sa tâche délicate face aux multiples questions et aux multiples urgences qui nous interpellent.

Cette soixante-quatrième session de l'Assemblée générale s'ouvre dans une tourmente multiforme. La crise financière et économique, qui, par son ampleur, en a surpris plus d'un, révèle surtout l'impasse de la pensée économique contemporaine. En mettant en lumière l'insuffisance de nos capacités d'analyse et de prévision, elle invite surtout à un degré élevé de partage des responsabilités, à la fois dans la gestion de ses effets immédiats et la recherche de solutions à long terme. Pour les solutions, gardons-nous de répéter les mêmes erreurs d'idées reçues et de solutions toutes faites. Qu'il s'agisse de l'environnement, de la gouvernance politique et économique ou du développement, le monde ne peut s'affranchir d'une nouvelle manière de penser et d'agir et, en conséquence, de l'impératif de modification de nos attitudes.

Ayant moi-même plaidé, souvent avec insistance, pour une participation pleine et entière de l'Afrique dans la réflexion sur la gouvernance mondiale, je me réjouis de l'élargissement progressif du cadre de concertation du Groupe des Huit (G-8) et aussi de celui du Groupe des Vingt (G-20). Je regrette seulement que ma proposition de mise en place d'un « Shadow G-20 » composé des meilleurs experts du monde mais ouvert à tous ceux qui sont porteurs d'idées, ne soit pas encore réalisée.

Le Président assume à nouveau la présidence.

À l'évidence, les chefs d'État désignés par leurs peuples sur la base de critères politiques, ne sauraient comme par miracle se transformer en savants polyvalents universels. Ils doivent s'en tenir à un rôle politique, voire stratégique, et s'appuyer sur la compétence des experts. C'est par un dialogue ouvert à tous que nous pourrions saisir la diversité de nos situations respectives et apporter de vraies solutions aux vrais problèmes. Il est donc tout indiqué que le thème de cette soixante-quatrième session soit « Face aux crises mondiales, renforcer le multilatéralisme et le dialogue entre les civilisations pour favoriser la paix et la sécurité internationales et le développement ».

Les défis actuels, à la fois complexes et planétaires, appellent forcément des solutions novatrices et concertées si nous devons réussir notre mission. Cela est particulièrement vrai pour les problèmes liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. La réalisation, à l'échéance convenue, de l'objectif premier du Millénaire pour le développement visant à réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de personnes souffrant de la faim, nous engage à mettre en œuvre une autre approche de la coopération internationale, une approche fondée sur le soutien à l'agriculture, en lieu et place de l'assistance alimentaire qui ne devrait répondre que de manière ponctuelle à des circonstances exceptionnelles.

Le développement de l'agriculture pour une sécurité alimentaire durable en Afrique passe nécessairement par la maîtrise de l'eau, la disponibilité des équipements, l'accès des producteurs aux intrants et une bonne organisation des filières de production, de stockage, de transformation et de commercialisation des produits agricoles. C'est pourquoi le Sénégal souhaite que ces questions essentielles, et d'autres, comme la régulation des marchés agricoles et la recherche scientifique pour accroître la productivité, figurent en bonne place dans l'ordre du jour du Forum agricole des régions du monde prévu à Dakar en janvier 2010, et aussi du Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire proposé par le G-8.

Au demeurant, si les conditions sont réunies, il n'y a aucune raison pour que l'Afrique ne puisse assurer, par elle-même, sa propre sécurité alimentaire. Mieux, ses énormes ressources foncières et hydriques prédisposent le continent à devenir le grenier du monde. Mais nous devons, pour ce faire, éviter le piège vicieux de la cession des terres à des étrangers qui arrivent avec des millions de dollars. Le G-8 s'en est

inquiété à juste titre lors de son dernier sommet en Italie. Selon des estimations récentes, entre 15 et 20 millions d'hectares ont fait l'objet de transactions financières depuis trois ans, surtout en Afrique. Nous, Africains, devons avoir pour vocation de devenir des fermiers sur nos propres terres et non des ouvriers agricoles pour planteurs étrangers détenteurs du capital.

Le Sénégal, comme je l'ai indiqué à plusieurs reprises, ne saurait, en ce qui le concerne, se résoudre à cette pratique qui, sans aucun doute, videra à terme nos campagnes pour créer de nouveaux pauvres qui, par millions, viendront grossir les bidonvilles et la masse des candidats à l'émigration clandestine. Par contre, tirant parti de nos complémentarités, nous, du Nord et du Sud, pouvons promouvoir un partenariat gagnant-gagnant où investisseurs et communautés de base s'associent pour mettre en valeur la terre africaine sans dépossession. Le Sénégal a réussi en un temps record à donner une réponse positive à la crise alimentaire, avec, pour la deuxième année consécutive, l'instrument que nous avons inventé : « la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance » (GOANA), qui nous vaut d'excellents résultats.

Nous comptons renforcer cette option d'autosuffisance alimentaire avec la syndicalisation des producteurs ruraux, selon le modèle du Québec. Dans ce sens, nous mettons actuellement en place une « banque verte », banque des agriculteurs, des pêcheurs et des éleveurs, qui sera un instrument d'appui au financement de ces filières. Il s'agit là d'une audacieuse innovation, une révolution verte que nous voulons réussir.

Au plan global, je pense qu'au delà de ses effets indésirables, la crise actuelle a quand même un côté positif en ce sens qu'elle stimule l'esprit de créativité, d'initiative et de combativité. Si le Secrétaire général de l'ONU n'avait pas lancé son appel pathétique à Rome il y a deux ans, je n'aurais peut être pas eu en face de moi un défi que j'ai dû relever en imaginant la GOANA. Et parce qu'il y va du sort des peuples, nous avons la responsabilité première de réaliser, par nous-mêmes, les conditions d'un avenir meilleur.

Il reste que les efforts internes demeureront toujours vains sans un environnement international assaini, débarrassé des pratiques spéculatives de l'économie virtuelle et des traitements asymétriques injustes, comme les subventions et autres pratiques inéquitable. Dans ce contexte, les pays africains non

producteurs de pétrole continuent de subir de plein fouet les contrecoups de la hausse des prix du pétrole, à la faveur de pratiques spéculatives, sur lesquelles nous n'avons aucune prise parce que relevant de l'oligopole du pétrole. Des économies comme les nôtres qui, jusque-là, affichaient un taux de croissance moyen de 5 %, se retrouvent ainsi brutalement fragilisées par une inflation importée.

C'est pourquoi le Sénégal appuie et encourage le dialogue entre producteurs et consommateurs, lancé au sein du Forum international de l'énergie, pour une meilleure transparence du marché du pétrole et la prise de mesures effectives contre les pratiques spéculatives qui ruinent les économies des pays importateurs.

Pour ma part, en application de la « Wade formula », j'ai proposé un fonds de lutte contre la pauvreté, alimenté par des contributions volontaires des pays africains producteurs de pétrole et des compagnies pétrolières travaillant en Afrique, au nom du principe de la responsabilité sociale partagée. Ce fonds pourrait être géré paritairement ou confié à la Banque mondiale. Dans le même ordre d'idées, je me félicite de l'extension de la Facilité de protection contre les chocs exogènes aux pays bénéficiant de l'Instrument de soutien à la politique économique.

Le Sommet sur les changements climatiques confirme un constat largement partagé : si nous ne changeons pas nos modes de production et de consommation, c'est l'avenir même de l'humanité qui sera en péril. Nous devons admettre que nous n'avons pas agi suffisamment pour inverser les tendances négatives. La nature nous fait subir au quotidien les conséquences néfastes de nos agressions contre elle, sous les formes les plus diverses : les inondations, la sécheresse, la désertification, l'érosion côtière, autant de dérèglements qui préfigurent des phénomènes encore plus dévastateurs. Il y a urgence d'un consensus international pour sauver la planète. Pour notre survie, chacun doit faire l'effort d'un comportement plus respectueux de l'environnement, pour une société plus sobre en émissions de gaz à effet de serre. Et puis, selon l'heureuse expression du Secrétaire général, nous nous trouvons maintenant au seuil d'un autre âge, celui de l'économie verte. Ayons le courage de le franchir pour nous-mêmes et les générations futures.

L'Afrique, en ce qui la concerne, veut assumer sa part de responsabilité dans ce renouveau écologique nécessaire. C'est le sens du projet de la « Grande Muraille verte », de Dakar à Djibouti, commun à tous

les pays traversés, soit sur 7 000 kilomètres de long sur 15 kilomètres de large, et que le Sénégal a la responsabilité de coordonner, au nom de l'Union africaine.

Avec l'aide d'experts venant du monde entier, nous avons pu sélectionner des plantes adaptées aux conditions climatiques assez arides de la zone sahélo-saharienne. En même temps, nous avons décidé d'aménager, tout au long de cette Grande Muraille verte, des bassins de rétention d'eau de pluie, selon un modèle que nous avons réalisé au Sénégal avec environ 250 de ces bassins de rétention. Des pays africains impliqués dans la construction de la Grande Muraille verte se chargent chacun de la mise en œuvre au plan local par une agence nationale. À l'échelle continentale, les agences nationales sont coordonnées par une agence panafricaine de la Grande Muraille verte adossée sur l'Union africaine.

Je souhaite que l'ONU s'associe à ce projet qui contribue à la sauvegarde de l'environnement mondial avec la mobilisation de ce qu'on pourrait appeler les soldats « anti-désert », sur le même style que les soldats au service de la paix. Je voudrais saluer ici la participation de jeunes Ivoiriens, garçons et filles, qui n'étaient pas directement concernés par la désertification – la Côte d'Ivoire est un pays forestier – mais qui ont participé spontanément à la réalisation de la partie de la Grande Muraille verte qui se trouve au Sénégal. Ils ont donc travaillé volontairement aux côtés de leurs camarades sénégalais. Ces jeunes, par-delà les frontières artificielles créées par la colonisation, sont en train de se déterminer eux-mêmes pour s'approprier le combat pour l'avenir de l'Afrique. Cette expérience pourrait être le prélude à la création d'un large mouvement, « Jeunesse sans frontières », regroupant les jeunes Africains de tous les pays. Tous les messages pourraient passer par eux, notamment la lutte contre le sida, le mariage précoce et l'excision, comme nous le faisons au Sénégal.

En attendant l'aide extérieure, le Sénégal a déjà construit près de 527 kilomètres de la Grande Muraille verte. Le projet est également en cours au Mali, et le Tchad suivra bientôt.

Par la restauration progressive de l'écosystème sahélien, la Grande Muraille verte contribuera, par la séquestration des gaz à effet de serre, à la lutte mondiale contre le réchauffement de la planète. Je remercie l'Union européenne pour le soutien qu'elle nous a annoncé. Mais je salue surtout l'initiative du

Président Sarkozy qui a consisté à envoyer sur ce front, le seul front qui vaille, des soldats pour planter des arbres et construire des bassins de rétention. Je souhaite que cette initiative puisse inspirer d'autres pays qui ont les moyens humains et matériels d'appuyer le projet de la Grande Muraille verte.

Face à la gravité de la situation, le péril environnemental devrait, à mon sens, être considéré comme une menace à la paix et à la sécurité internationales. S'il en était ainsi, pourquoi alors ne pas assigner de nouvelles missions internationales pour les armées nationales? À l'instar des opérations de maintien de la paix, le Sénégal propose la création d'un mécanisme d'opérations de sauvegarde – ou de restauration – de l'environnement sur une base volontaire d'engagement des armées, selon des modalités à convenir.

Dans le cadre d'activités civilo-militaires, les pays qui le souhaitent pourraient ainsi mobiliser des contingents pour une durée déterminée, afin d'aider à la réalisation de grands projets environnementaux, comme la Grande Muraille verte, l'édification de ce que nous appelons au Sénégal le « Mur de l'Atlantique » contre l'érosion côtière.

Au Sénégal, en effet, nous réalisons en bordure de mer un mur en béton armé de 3 à 4 mètres de profondeur et 40 centimètres de large, assis sur le socle imperméable pour arrêter l'érosion marine qui menace d'emporter plusieurs pays du continent. L'efficacité est garantie, mais l'inconvénient est le coût relativement élevé: 1,5 million de dollars le kilomètre. De Casablanca à Cotonou, soit environ 5 000 kilomètres de côtes sensibles, le coût global serait d'environ de 7,5 milliards de dollars. Relativement aux dépenses que nous faisons, souvent à l'échelle mondiale, ce n'est assurément pas grand-chose. Il paraît que si l'humanité s'arrêtait seulement pendant trois mois de fabriquer des armes qui tuent et affectaient les sommes correspondantes à l'opération « Mur de l'Atlantique », le danger serait quasiment définitivement écarté pour cette partie de l'Afrique.

Depuis maintenant 16 ans, la réforme du Conseil de sécurité occupe une place importante dans notre ordre du jour. Il est paradoxal qu'une Organisation universaliste par sa vocation, reste toujours verrouillée, 64 ans après sa naissance, par la nature élitiste de sa principale instance de décision. Le Guide Al-Qadhafi a résumé notre position sur cette question (voir A/64/PV.3). L'Afrique étant le seul continent absent

dans la catégorie des membres permanents, alors qu'elle occupe 70 % des travaux du Conseil de sécurité, il convient de réparer cette injustice historique en lui allouant *hic et nunc* – ici et maintenant –, et en-dehors même de la réforme générale, un siège avec droit de veto qui pourrait être occupé par le Président en exercice de l'Union africaine. Faisons en sorte que la présente session soit celle du dénouement pour la réforme du Conseil, afin de concentrer nos efforts sur d'autres urgences.

Et au nombre de ces urgences, figure encore malheureusement la tragique situation au Moyen-Orient. Tout comme il reconnaît au peuple israélien le droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues, le Sénégal soutient fermement les justes et légitimes revendications du peuple palestinien pour un État viable, libre et indépendant. Ces revendications sont une exigence moralement fondée et conforme au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Mais le Sénégal rejette de manière générale la violence sous toutes ses formes et d'où qu'elle vienne. La poursuite par Israël des activités illégales sur le territoire palestinien est contreproductive. Les colonies de peuplement, les expropriations et le bouclage des territoires constituent un obstacle sérieux au processus de négociation et retardent la perspective d'une ère de paix pour tous les peuples de la sous-région. Le Sénégal soutient la vision de deux États, israélien et palestinien, telle que l'a rappelé ici, hier, le Président Barack Obama (voir A/64/PV.3).

S'agissant de la situation en Afrique, le Sénégal se réjouit des avancées significatives dans le règlement pacifique des différends et le processus d'intégration pour la constitution des États-Unis d'Afrique. Le parachèvement de l'unité africaine offre la seule réponse crédible aux défis que nous imposent la mondialisation, la construction des grands ensembles et la redéfinition des règles de la gouvernance. C'est aussi une condition essentielle à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables sur le continent.

Et c'est sur la foi de cet appel à la paix que le Sénégal continue de s'investir dans le règlement pacifique des différends en Afrique. À ce titre, je me réjouis de la normalisation de la situation en République sœur de Mauritanie suite à l'Accord de Dakar de juin 2009. Cet Accord a été conclu, il faut le rappeler, grâce au soutien du Groupe de contact international durant tout le processus de négociation.

Aux uns et aux autres, je renouvelle mes félicitations et mes remerciements.

En République sœur de Guinée-Bissau, je salue le retour progressif à la stabilité après des élections présidentielles reconnues et acceptées par tous comme des élections libres et transparentes. En tant que voisin, le Sénégal réitère son appel pour la tenue d'une conférence des bailleurs de fonds pour appuyer les efforts courageux de stabilisation et de développement du peuple bissau-guinéen à travers ses nouvelles autorités.

Par contre, la situation de la République de Guinée me semble plus préoccupante. Ce pays mérite toute notre attention, car il peut, d'un moment à l'autre, basculer dans la violence. M^{me} Ellen Sirleaf Johnson, Présidente du Libéria et moi-même, en notre qualité de voisins de bonne volonté, avons été à Conakry il y a juste deux semaines. J'en ai fait rapport à l'Union africaine en insistant sur la nécessité d'une présence constante sur place et d'un dialogue avec toutes les parties prenantes, y compris les militaires. C'est le seul moyen, à mon sens, d'aider au retour de l'ordre constitutionnel en Guinée.

L'idéal de paix, raison d'être principale de notre Organisation, reste encore sérieusement menacé par des extrémismes de tous bords, nourris et entretenus par l'ignorance, la méfiance et la manipulation du fait religieux. Le besoin de dialogue entre les cultures et les civilisations n'en est que plus urgent. Le défi aujourd'hui, en particulier pour les trois religions révélées qui partagent le même Dieu, est de bâtir, sur ce socle monothéiste commun, un pont de fraternité qui nous rapproche, pour que nous apprenions à nouveau à vivre ensemble par le partage de nos valeurs communes et le respect de nos différences.

En ma qualité de Président en exercice de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), je redis une fois de plus l'attachement de la Oumma islamique au dialogue pour la compréhension mutuelle et la paix entre les peuples. Il en est ainsi parce que, dans sa lettre et dans son esprit, l'Islam se veut une religion du juste milieu, une religion de paix qui enseigne, en toute chose, le savoir, la modération, le sens de la mesure et le respect de la liberté de culte.

Convenons, de part et d'autre, d'un effort d'apprentissage pour mieux nous comprendre, vaincre la méfiance et combattre les idées obscurantistes, source de tensions et d'affrontements. Une humanité

paisible au XXI^e siècle sera celle où tous les peuples jouiront d'une égale dignité d'existence.

C'est dans cet esprit que le Sénégal abritera, du 1^{er} au 15 décembre 2010, le troisième Festival mondial des arts nègres. Ce rendez-vous artistique et intellectuel, dont le Brésil est l'invité d'honneur, donnera l'occasion, pour l'Afrique et sa diaspora, de célébrer les valeurs de culture et de civilisation du monde noir. C'est pour nous une manière de lutter contre les préjugés qui hantent encore certains esprits malicieux et alimentent le renouveau des thèses révisionnistes.

L'Afrique est prête à relever les défis du XXI^e siècle dans un esprit d'ouverture et de dialogue avec tous les peuples, pour un monde de paix et de fraternité.

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Sénégal de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République de Finlande.

M^{me} Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Halonen (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre élection en tant que Président de l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session. Vous pouvez compter sur notre plein appui dans vos fonctions importantes.

Comme nombre de mes collègues l'ont déjà souligné, les négociations sur les changements climatiques sont parvenues à une étape décisive. La

Conférence de Copenhague offre une réelle possibilité de changement. Nous devons faire preuve de détermination politique et de solidarité pour parvenir à un nouvel accord sur le climat, un accord qui soit général, efficace et équitable. Il nous incombe à tous, pays industriels, économies émergentes et pays en développement, de prendre les décisions qui vont déterminer de manière fondamentale l'avenir de l'humanité.

Je remercie le Secrétaire général d'avoir convoqué le Sommet sur les changements climatiques à l'ouverture de la présente session de l'Assemblée générale. Nous avons eu un bon échange sur les questions qui doivent encore être réglées avant décembre. La réunion a envoyé le message sans équivoque que nous sommes déterminés à travailler d'arrache-pied pour conclure un accord.

Un accord mondial sur le climat est une condition indispensable d'un développement durable global. Les plus pauvres sont les plus vulnérables dans la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques. Ce nouvel accord doit prévoir la solidarité et une aide internationale pour faire face aux besoins d'adaptation. Les changements climatiques vont avoir un impact particulièrement grave sur la vie et les moyens de subsistance des femmes, mais les femmes sont aussi de puissants acteurs de la lutte contre les changements climatiques. Nous devons veiller à ce qu'elles participent pleinement aux négociations et à la mise en œuvre du nouvel accord.

La condition de la femme, la production alimentaire et les changements climatiques sont liés. Nous savons que les femmes et les filles représentent 70 % des pauvres dans le monde. Nous savons également que la majorité des travailleurs agricoles sont des femmes. Pour combattre véritablement les changements climatiques et éviter une crise alimentaire mondiale, nous devons prêter une attention particulière au rôle des femmes, en particulier dans les pays les moins avancés.

Bien que les conséquences néfastes des changements climatiques soient universelles, leur impact sur les petits États insulaires en développement et sur les zones basses littorales est particulièrement grave. Ces pays sont menacés par l'élévation du niveau des mers et par des phénomènes météorologiques extrêmes. Ils doivent bénéficier d'une attention et d'une assistance particulières.

En septembre 2000, nous nous sommes engagés ici à mettre en place un nouveau partenariat mondial pour réduire l'extrême pauvreté et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons réaffirmé cet engagement au Sommet mondial de 2005. Aujourd'hui, en 2009, il nous faut faire la preuve de notre volonté d'honorer cet engagement, alors que nous sommes aussi confrontés à une économie mondiale en récession.

La solution à la crise économique et financière actuelle devrait reposer sur le concept de mondialisation équitable. Notre action, tout en visant à parvenir à une croissance économique durable, doit tendre vers l'objectif d'un travail décent pour tous. Il est absolument essentiel que nous honorions nos engagements en matière de développement en dépit de nos contraintes budgétaires.

Dans l'économie mondiale, les plaques tectoniques sont en mouvement et de nouveaux acteurs apparaissent. Nous devons forger un nouveau consensus mondial sur la déontologie des affaires, l'intégrité et la croissance économique durable. Nous devons œuvrer de concert pour restaurer la confiance dans les institutions financières internationales. Rendons-les plus transparentes, plus responsables et plus durables.

J'espère sincèrement que le Sommet de Pittsburgh du Groupe des Vingt adoptera de nouvelles mesures en faveur de la reprise mondiale. Mais nous devrions également tirer pleinement parti de l'ONU pour promouvoir une coopération ouverte à tous et équitable sur les questions qui sont véritablement de nature mondiale.

Même si les changements climatiques et le ralentissement de l'économie mondiale posent des problèmes dans de nombreuses régions du monde, l'Afrique est le continent qui est le plus touché. La communauté internationale doit rester attentive aux besoins de l'Afrique. Je suis heureux de voir que des faits nouveaux positifs ont eu lieu en Afrique. Au cours des dix dernières années, le nombre des conflits en Afrique a baissé. L'Union africaine est déterminée à renforcer sa capacité en matière de prévention des conflits. La Finlande contribue à cet effort important en appuyant le développement des structures de médiation pour la paix de l'Union africaine.

Les derniers faits nouveaux intervenus dans le processus de paix au Moyen-Orient autorisent un optimisme prudent. Il semble que les parties soient

disposées à prendre certaines mesures. Les pays situés hors de la région sont déterminés à appuyer ces efforts. Je suis convaincue que, grâce à ce consensus de plus en plus large, nous parviendrons prochainement à réactiver le processus de paix.

La Finlande accorde une haute importance à la Charte des Nations Unies et au rôle central confié au Conseil de sécurité. Nous participons activement aux efforts pour rendre cet organe plus efficace et plus représentatif. La Finlande est candidate à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2013-2014. Dans le même temps, nous espérons qu'il sera possible de progresser sur la réforme du Conseil au cours de la présente session de l'Assemblée générale.

Les résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité ont constitué des avancées importantes. Il est urgent de les mettre en œuvre dans tous les pays et dans toutes les situations. Le colloque international sur l'autonomisation, le rôle de chef de file et le développement des femmes et la paix, et la sécurité internationales, qui s'est tenu en mars dernier à Monrovia, a lancé un appel à la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) et préconisé une action sur le rôle des femmes face aux changements climatiques. En guise de suivi à ce colloque, la Finlande et le Libéria ont organisé aujourd'hui à l'ONU une manifestation parallèle sur ce thème. En un mot, ce fut un succès. J'espère que le prochain sera à Copenhague et que les femmes y contribueront.

La résolution 1820 (2008) du Conseil de sécurité condamne énergiquement la violence sexuelle en période de conflit. Nous devons considérer le viol systématique comme une arme de guerre interdite. Les victimes de viol et d'abus sexuels doivent avoir accès à la justice et les violeurs doivent être poursuivis et condamnés. Selon nous, la nomination d'un représentant spécial du Secrétaire général sur les femmes et les conflits armés renforcerait la mise en œuvre de ces résolutions. Nous espérons que tous les États Membres appuieront cette proposition. Je tiens à remercier le Secrétaire général Ban Ki-moon d'avoir évoqué la question de la violence contre les femmes dans son allocution d'ouverture hier à l'Assemblée générale.

Les populations civiles doivent être protégées dans les situations de conflit. Au Sommet mondial des Nations Unies de 2005, la responsabilité de protéger a

été acceptée comme principe général applicable au génocide, aux crimes contre l'humanité, au nettoyage ethnique et aux crimes de guerre. Il faut d'urgence déployer des efforts supplémentaires pour mettre les civils à l'abri de la violence.

Ce matin, le Conseil de sécurité a tenu un débat sur les questions de sécurité nucléaire. Je suis convaincue que nous nous félicitons tous de voir le désarmement revenir en force dans les préoccupations internationales. J'espère sincèrement que cela débouchera sur des progrès réels.

Enfin, je voudrais insister sur le fait que nous devons nous efforcer de faire ressortir les points d'entente et pas les points de divergence, si nous voulons donner naissance au futur et non être les gardiens du passé. Une paix durable ne peut s'édifier que sur la base d'un dialogue ouvert entre les communautés culturelles et religieuses, à l'intérieur de nos pays et partout dans le monde. La Finlande appuie toutes les initiatives, telle l'Alliance des civilisations, qui favorisent la communication interculturelle. Je souhaite tous les succès possibles à ces efforts pour promouvoir la compréhension mutuelle et la paix. Je promets que la Finlande les appuiera.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République de Finlande de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Rupiah Bwezani Banda, Président de la République de Zambie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Zambie.

M. Rupiah Bwezani Banda, Président de la République de Zambie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Rupiah Bwezani Banda, Président de la République de Zambie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Banda (*parle en anglais*) : Permettez-moi de joindre ma voix à celle des orateurs précédents pour vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. Je tiens également à exprimer la reconnaissance de la Zambie à S. E. M. Miguel d'Escoto Brockmann pour le brio avec lequel il a présidé la soixante-troisième session.

Le thème de la présente session nous offre l'occasion de procéder à une évaluation des approches multilatérales en place visant à relever les défis que pose la mondialisation. Au nombre de ces défis figurent les menaces sur le développement socioéconomique et sur la paix et la sécurité internationales. Le besoin est réel d'élaborer des approches et d'apporter des réponses novatrices face à ces défis, y compris le VIH/sida et la grippe A (H1N1), le terrorisme, les changements climatiques, les armes nucléaires et, plus récemment encore, la crise économique et financière mondiale. Dans ce monde planétaire interdépendant, aucun pays, riche et puissant soit-il, ne peut relever tous ces défis à lui tout seul. Des solutions communes sont dès lors requises dans le cadre d'une ONU forte.

La présente session se déroule avec pour toile de fond les effets néfastes de la récente crise économique et financière mondiale qui n'a jusque là épargné personne. Dans mon propre pays, la Zambie, et dans d'autres pays africains, la croissance économique enregistrée entre 2000 et 2007 accuse désormais un déclin du fait de la crise économique et financière mondiale. Nous sommes confrontés à de graves contraintes financières, à une baisse des prix des produits de base, et une faible demande intérieure et extérieure de nos produits ainsi qu'une forte inflation et une hausse du chômage. L'industrie manufacturière et le bâtiment ont aussi connu un ralentissement. Étant donné que le cuivre représente environ 70 % des exportations de la Zambie, l'effondrement international des prix du cuivre – tombés de 8 985 dollars la tonne métrique en août 2008 à 2902 dollars à la fin de 2008 – a entraîné, entre autres, une baisse considérable de nos recettes.

L'expérience tirée par la Zambie de la récente crise économique et financière mondiale nous rappelle opportunément les conséquences d'une trop forte dépendance à l'égard d'un seul secteur économique. Mon Gouvernement a, par conséquent, mis au point un plan de diversification pour que l'économie ne dépende pas uniquement du cuivre, plan qui se réalise par des

politiques d'intervention dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme et de l'industrie manufacturière, conjuguées à des programmes visant à améliorer l'environnement commercial en Zambie.

L'aboutissement de ces efforts dépend cependant d'une conclusion rapide des négociations du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce. La Zambie considère comme critique l'initiative Aide pour le commerce des négociations, qui permettra de développer la capacité de notre pays à surmonter les contraintes liées à l'offre et l'encouragera à apporter une valeur ajoutée à ses produits.

Pour faire face à la crise économique et financière mondiale, la Zambie a besoin de l'appui de ses partenaires de développement internationaux. Nous sommes conscients du fait que nos partenaires de coopération ont également été touchés par la crise économique mondiale. Néanmoins, nous les exhortons à honorer leur promesse de porter leurs contributions au titre de l'aide publique au développement à 0,71 % de leur produit national brut. C'est nécessaire si le programme de développement mondial doit aider les économies vulnérables, telle celle de la Zambie, à atteindre leurs objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015.

La Zambie estime qu'il est nécessaire de réformer les systèmes de gouvernance financière internationale afin d'éviter de futures crises financières mondiales. Les changements, qui doivent être exhaustifs, devraient permettre de répondre aux besoins et aux préoccupations de toutes les nations, indépendamment de leur situation. Il est indispensable que les pays en développement fassent entendre davantage leur voix et acquièrent plus de poids au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Le processus de réformes devrait viser à améliorer la prévisibilité des flux de l'aide et l'accent devrait être mis sur les réformes qui facilitent une distribution plus rapide de l'aide assortie de moins de conditions.

La Zambie se félicite vivement du rôle de chef de file assumé par l'ONU dans la lutte contre les changements climatiques, comme elle l'a démontré il y a deux jours en accueillant le Sommet sur les changements climatiques. Nos efforts pour relever le niveau de vie des populations pauvres de la planète afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement sont en train d'être compromis par les effets des changements climatiques.

Les scientifiques se sont déjà prononcés. Nous avons vu de nos propres yeux, en l'espace d'une seule génération, l'ampleur des effets que le changement climatique a eu sur notre environnement. À la veille du Sommet sur le changement climatique, il y a seulement quelques jours, des inondations sans précédent ont frappé l'État de Géorgie ici, dans ce pays, comme pour réprimander quiconque parmi nous nourrit encore quelque doute à ce sujet. Il suffit de regarder autour de nous. Nous n'avons pas besoin que les scientifiques nous disent que les déserts ont avancé, que les forêts ont considérablement rétréci, que les fleuves se sont asséchés et que les pluies se font de plus en plus rares dans de nombreux endroits, et de plus en plus violentes dans d'autres. La nature a perdu son équilibre et l'humanité n'a plus pied.

Je me souviens de l'époque, il n'y pas si longtemps, où, dans mon propre pays, on accédait en quelques pas à des forêts où grouillaient toutes sortes d'animaux, d'oiseaux, de plantes, d'insectes et de fruits. Aujourd'hui, mes petits-enfants auraient de la chance s'ils pouvaient nommer cinq des fruits qui poussent dans notre pays. Tant d'espèces de la flore et de la faune régionales ont disparu – à jamais disparu de notre monde – en si peu de temps.

Nos enfants ont parlé. Nos citoyens ont parlé. Si nous allons à Copenhague pour remettre une fois de plus en question ce que disent les scientifiques ou faire d'autres déclarations justifiant l'inaction, si nous continuons de croire que nous ne pouvons agir que si nos concurrents agissent, alors, nous aurons, en tant que dirigeants, trahir la confiance de nos peuples et conduit le monde à une destruction totale. Copenhague est le précipice; soit nous faisons un pas en arrière et laissons faire, soit nous basculons dans le vide. Nous devons agir et agir maintenant.

En ce qui concerne l'atténuation des effets des changements climatiques, la Zambie est d'avis qu'une vision commune dans ce domaine devrait être fondée sur un partage des responsabilités; et qu'il faut établir un mécanisme équitable de partage des charges qui exige des pays développés qu'ils s'engagent à réduire leurs émissions à des niveaux juridiquement contraignants, pendant que les pays en développement prennent des mesures qui garantissent une forte réduction de leurs programmes de développement qui dégradent l'environnement.

À l'approche de la Conférence de Copenhague sur les changements climatiques, la Zambie compte sur

la signature d'un accord qui établira un équilibre entre les préoccupations liées aux changements climatiques et le développement. L'accord de Copenhague doit prévoir un appui accru et prévisible à l'application du programme d'adaptation, qui doit être mis en place dans le cadre d'un instrument juridique contraignant, conformément à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

En ma qualité de Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, j'ai le plaisir d'informer l'Assemblée que la région des Grands Lacs africains est aujourd'hui plus stable et plus pacifique qu'elle ne l'a jamais été au cours des 15 dernières années, malgré les défis auxquels elle est confrontée. L'amélioration des relations entre la République démocratique du Congo et le Rwanda et les efforts communs de ces deux pays visant à résoudre le problème des forces négatives dans l'est de la République démocratique du Congo, ont ouvert de nouvelles possibilités d'instaurer une paix et une stabilité durables dans la région.

Cependant, la région est toujours menacée par la présence continue de groupes armés illégaux et de forces négatives, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR)/ex-Forces armées rwandaises/Interahamwe, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo/Zaire. Même si les récentes opérations militaires conjointes de la République démocratique du Congo et du Rwanda ont réussi à déloger des éléments des FDLR de la plupart de leurs bases, les atrocités répétées commises par les éléments dispersés de ce groupe contre des civils demeurent une grande source de préoccupation.

Nous nous félicitons du rôle joué par la communauté internationale, par l'intermédiaire de la Mission d'observation de l'ONU en République démocratique du Congo (MONUC), pour aider le Gouvernement de ce pays dans ses efforts en vue de mettre en place une force militaire capable de neutraliser les forces négatives dans l'est de son territoire. La communauté internationale doit exercer une pression plus soutenue sur les dirigeants de ces forces négatives qui se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur de la région, afin qu'ils soient traduits en justice.

L'Armée de résistance du Seigneur, qui a fui vers le nord-est de la République démocratique du Congo et vers la République centrafricaine, après l'échec des

pourparlers de Juba, continue de commettre des atrocités contre les populations civiles innocentes. Les mécanismes des Grands Lacs ont autorisé le lancement d'une opération militaire conjointe contre la LRA, qui, malgré des difficultés, a permis de réaliser des progrès dans les efforts pour chasser les forces rebelles.

Des pressions militaires et diplomatiques soutenues sont requises pour ramener Joseph Kony à la table des négociations. Il faut également un appui logistique accru de la part de la communauté internationale, afin de protéger les populations civiles et, en même temps, mettre fin aux atrocités et aux brutalités commises en toute impunité par la LRA.

La région des Grands Lacs va organiser une conférence – table ronde à Bujumbura (Burundi), les 5 et 6 novembre 2009, au cours de laquelle nous espérons que le Groupe d'amis et d'autres partenaires renouvelleront leur soutien financier au Pacte de sécurité, de stabilité et de développement pour la région des Grands Lacs.

Avant la chute de l'économie mondiale, grâce à sa croissance économique, la Zambie était en voie de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, à l'exception d'un seul : assurer un environnement durable. Cependant, les effets de la crise économique et financière mondiale, conjugués aux effets du changement climatique, menacent aujourd'hui les chances de réalisation des OMD relatifs à la pauvreté, l'agriculture et l'environnement durable.

L'ONU demeure l'organe central de coordination de la coopération internationale en ce qui concerne le développement socioéconomique, la paix, la sécurité, les droits de l'homme et l'état de droit. Il faut réformer l'ONU afin de la rendre plus efficace. La Zambie est d'avis que la réforme de l'ONU ne sera pas complète sans une réforme sérieuse du Conseil de sécurité. Il est essentiel de rendre le Conseil plus représentatif, plus démocratique et plus responsable envers tous les États Membres, quel que soit leur statut, si l'on veut que ses décisions soient acceptables pour l'ensemble de la communauté internationale. Le Conseil de sécurité doit s'adapter aux réalités de la nouvelle situation géopolitique qui caractérise le monde.

Étant donné que l'Afrique représente le deuxième plus grand bloc des États Membres de l'ONU, les propositions de réforme du Conseil de sécurité devraient tenir compte de sa demande, soit deux sièges permanents, avec un droit de veto et deux autres sièges non permanents. Cela permettrait de réparer l'injustice

historique faite à l'Afrique, tout en répondant au besoin de démocratisation du Conseil de sécurité. Tout aussi important à cet égard est la nécessité de réformer les méthodes de travail de cet important organe de l'ONU.

Les questions relatives aux droits de l'homme sont une composante importante du maintien de la paix et de la stabilité dans un pays. Je tiens à informer l'Assemblée que, depuis son élection au Conseil des droits de l'homme en 2006, la Zambie a continué de plaider en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme. En mai 2008, la Zambie a adressé une invitation ouverte à tous les titulaires de mandat dans un domaine particulier en rapport avec les droits de l'homme, les autorisant à venir dans le pays et à évaluer dans quelle mesure la Zambie s'acquitte de ses obligations en vertu des diverses Conventions de l'ONU. Nous exhortons les autres pays à faire de même.

Même durant la période de l'après-guerre froide, les armes nucléaires constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, et pour l'existence même de l'humanité. C'est pour cette raison que la Zambie est partisane d'un désarmement général et complet dans des délais déterminés, armes biologiques, chimiques, nucléaires, et radiologiques comprises. L'époque actuelle veut que l'on se batte pour faire la paix et non la guerre, pour le développement et non pour les armements.

Il ne fait aucun doute que l'ONU demeure la seule institution multilatérale capable de relever les défis de notre monde. Le thème de cette session en atteste. Le monde compte sur cet organe pour encourager le dialogue entre les civilisations sur tous les défis mondiaux sans exclusive, ce qui est le seul moyen pratique de mettre en place une coopération internationale utile et efficace.

Je conclurai en citant Jonathan Rauch qui a publié, dans le numéro de janvier 2001 du magazine *The Atlantic*, un article intitulé « The New Old Economy: Oil, Computers and the Reinvention of the Earth » et cité par R. A. Bisson et Jay Lehr dans la préface de leur livre intitulé *Modern Groundwater Exploration*. Dans cet article, qui se penchait sur la situation à venir de l'approvisionnement en pétrole, M. Rauch prédisait que la demande de pétrole se tarirait bien avant les réserves car selon lui, une source d'énergie moins chère et moins polluante allait apparaître. Il a conclu en écrivant que la connaissance

et non le pétrole devenait la ressource cruciale dans l'industrie du pétrole et que, même si l'approvisionnement en pétrole était fixe, la réserve de la connaissance était sans fond.

L'ingéniosité humaine a donc le pouvoir de résoudre les problèmes de l'humanité. Il en va aujourd'hui de même pour tous les problèmes auxquels nous et notre Organisation sommes confrontés. Le règlement de nos problèmes, soit le changement climatique, la crise économique et financière, la paix et la sécurité, les droits de l'homme et la démocratie, dépend de l'ingéniosité humaine. L'ONU doit donc premièrement – et c'est essentiel – œuvrer à la création d'un environnement où l'ingéniosité puisse véritablement s'épanouir, c'est-à-dire un monde pacifique dans lequel chacun se sent intégré et traité avec dignité.

Avant de terminer mon allocution, je voudrais dire quelques mots sur l'embargo imposé au peuple et au Gouvernement cubains depuis 1959 par les États-Unis d'Amérique. Ces sanctions injustes et injustifiées ont gravement lésé la population cubaine. L'heure est venue de les lever. Je m'associe à ceux qui demandent la levée des sanctions.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Zambie de l'allocution stimulante qu'il vient de prononcer.

M. Rupiah Bwezani Banda, Président de la République de Zambie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de Stjepan Mesić, Président de la République de Croatie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Croatie.

M. Stjepan Mesić, Président de la République de Croatie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Stjepan Mesić, Président de la République de Croatie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Mesić (*parle en croate, interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Nous sommes une nouvelle fois réunis pour débattre de la situation du monde, exposer les problèmes auxquels sont confrontés nos pays et présenter nos vues sur le monde dans lequel nous vivons. Le Président de l'Assemblée générale nous a donné un thème de discussion, lequel, je dirais, reflète parfaitement les circonstances actuelles et les tâches qui en découlent.

De quel genre de monde débattons-nous? Un village mondial? Absolument. Un monde interconnecté et interdépendant? Sans aucun doute. Un monde caractérisé par de grandes disparités et des menaces sérieuses? Certainement. En un mot, notre monde est tel qu'il n'y a pratiquement plus de crises et de problèmes régionaux puisque chaque problème, même s'il semble être régional, s'avère être un problème mondial de par ses conséquences.

Notre monde est toujours dominé par les pays développés et les pays les plus développés; alors que les pays en développement restent désespérément à la traîne, aux prises avec la faim, incapables d'offrir une éducation à leur population et dépourvus des services de santé les plus élémentaires. Pouvons-nous nous contenter d'un tel monde? Sans aucune hésitation, je réponds que non, nous ne le pouvons pas.

M. Viinanen (Finlande), Vice-Président, assume la présidence.

Dans notre monde, de nombreux États et de nombreux groupes sont unis dans leur tendance à utiliser la terreur comme moyen d'action et à recourir à la force pour atteindre leurs objectifs. Certes, l'affrontement entre les blocs n'existe plus. L'équilibre de la peur entre les superpuissances est inexistant, mais notre monde n'est guère plus sûr et la paix n'est guère plus stable. Pouvons-nous nous contenter d'un tel monde? Une fois encore, je répondrai sans hésiter que non, nous ne le pouvons pas.

Notre monde est au bout du compte toujours dominé par un modèle économique qui est de toute évidence épuisé et a atteint un stade où il génère lui-même des crises et cause des souffrances à des millions de personnes. Si l'on essaie de sauver ce modèle déjà obsolète à tout prix, si l'on défend obstinément un système basé sur l'appât du gain et dénué de toute valeur sociale digne d'être mentionnée, l'on ne peut s'attendre qu'à un seul résultat : des troubles sociaux pouvant potentiellement conduire à une insurrection sociale à l'échelle mondiale.

Pouvons-nous accepter de telles perspectives? Je réponds avec la plus grande fermeté que non, nous ne le pouvons pas, et nous ne le devons pas. Il ne tient qu'à nous d'entreprendre à présent une immense tâche, celle de créer un nouvel ordre mondial – non de retourner à quoi que ce soit qui ait existé autrefois, mais de créer quelque chose de nouveau : un ordre qui finira par offrir à chacun une vie digne de l'humanité et à tous les mêmes chances, et non un ordre qui exclut ceux qui sont dans le besoin sans que ce soit de leur faute, et ceux qui à la fin de leur vie sont perçus comme étant inutiles et donc indignes de recevoir une aide quelle qu'elle soit.

Il ne tient qu'à nous de dissiper les préjugés plus résolument que jamais auparavant, de nous opposer à la discrimination, quels qu'en soient les motifs, de dire non à l'intolérance et de promouvoir non seulement l'idée, mais également la pratique du multilatéralisme et du dialogue entre les civilisations. C'est la seule manière de consolider la paix, la sécurité et le développement du monde, qui sont des conditions préalables indispensables à une paix durable et stable.

Heureusement, le monde est sorti d'une période potentiellement très dangereuse d'unipolarisme et il est à présent sur la voie du multipolarisme. Cependant, le monde est encore en train d'apprendre que seul le dialogue peut nous aider à développer la confiance et la compréhension mutuelles. Il n'est pas encore prêt à faire face au fait que ce n'est pas un crime d'être différent et que notre avenir ne peut qu'être fondé sur l'unité dans la diversité, évidemment à condition que tous soient traités sur un pied d'égalité et que l'on respecte strictement les droits de l'homme, conformément aux conventions des Nations Unies.

Alors que nous nous éloignons de l'unilatéralisme et que nous nous tournons dans le même temps vers le multilatéralisme, nous devons comprendre et accepter que, bien que nous ayons établi un ensemble de valeurs universelles, nous n'avons pas établi, nous n'établirons pas et nous ne pouvons pas établir un modèle unique de relations économiques et sociales applicable à tous. Les caractéristiques spécifiques de chaque nation et de chaque civilisation doivent être respectées, car il n'y a aucune raison pour que quiconque renonce à quelque chose qui fait partie de son patrimoine culturel ou traditionnel.

Pour terminer, un monde où règne la paix internationale, la sécurité et le développement n'est pas possible sans désarmement, en particulier si l'on ne

renonce pas aux armes nucléaires. Tel était le thème de mon intervention devant le Conseil de sécurité ce matin. J'aimerais ajouter qu'il est notoire que les problèmes de développement seraient moins importants si les ressources considérables allouées actuellement aux armements étaient affectées au développement.

Je le répète : la tâche qui nous attend est immense. Ayons le courage et la volonté politique de nous y atteler. La République de Croatie, tout en étant un petit pays, est prête à apporter sa contribution. Bien que mon mandat de 10 ans touche à sa fin et que ce soit la dernière fois que j'intervienne à cette tribune, je tiens à dire simplement que je continuerai de mettre mes compétences au service de ce noble objectif.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Croatie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Stjepan Mesić, Président de la République de Croatie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Litokwa Tomeing, Président de la République des Îles Marshall

Le Président par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République des Îles Marshall.

M. Litokwa Tomeing, Président de la République des Îles Marshall, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Litokwa Tomeing, Président de la République des Îles Marshall, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Tomeing (parle en anglais) : Je vous transmets les salutations et les meilleurs vœux du peuple de la République des Îles Marshall. Je félicite le Président pour son élection à la présidence de l'Assemblée à la présente session. Il a notre confiance et notre appui.

Je suis reconnaissant à l'ONU pour le rôle qu'elle continue de jouer dans la coordination et la direction des efforts mondiaux pour relever les défis préjudiciables aux intérêts de toutes les nations. Le bureau conjoint de l'ONU aux Îles Marshall a

rapproché les idéaux de l'Organisation de notre peuple et de notre pays. Nous espérons que d'autres institutions et organismes des Nations Unies, notamment l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, suivront cet exemple et rendront leur présence plus visible dans notre pays en obtenant des résultats concrets sur le terrain.

Je tiens à saluer l'engagement personnel du Secrétaire général face aux défis du changement climatique. Nous avons bien noté l'appel qu'il a lancé pour que nous fassions de notre mieux lors des négociations à Copenhague au service d'une cause supérieure, le sauvetage de la planète. Nous, petits États insulaires, avons bien noté qu'il faisait de l'adoption de mesures courageuses, décisives et urgentes une obligation morale claire et qu'il reconnaissait que les grandes économies avaient une responsabilité particulière vis-à-vis des plus vulnérables. Bien que certains considèrent comme insuffisant l'engagement pris par le Groupe des Huit en Italie cette année, je pense que c'est un pas en avant nécessaire et encourageant.

Nous nourrissons l'espoir que la participation accrue des États-Unis aux débats sur les questions relatives aux changements climatiques soit un signe qu'ils ont l'intention de prendre la place qui leur revient à la tête du combat mondial contre les changements climatiques. Nous sommes également encouragés par le nouvel engagement courageux qu'a pris le Japon de remédier aux effets négatifs des changements climatiques.

Je tiens à remercier l'Alliance des petits États insulaires qui a pris la tête des activités visant à aider les petits États insulaires en développement à se préparer pour les négociations de Copenhague. Nous assurons l'Alliance de notre appui indéfectible.

Remplis d'espoir, tous les regards du monde se tournent vers Copenhague. Ce sera un événement d'importance historique qui nous permettra à tous, malgré nos différences, d'avoir une vision commune de la planète tout entière.

Aujourd'hui, à quelques semaines de Copenhague, je ne peux m'empêcher de me demander ce que nous voulons obtenir lors de cette conférence. Quels résultats espérons-nous obtenir? Comment, pour

nous, et pour les générations futures, juger de la réussite de Copenhague?

La réponse, à mon avis, dépend d'où l'on se place. Les grandes économies veilleront sans aucun doute à ce que Copenhague ne trouble pas trop un mode de vie bien établi avec tous ses avantages. Je demande à ces nations de ne pas oublier l'obligation morale implicite qui va de pair avec leur statut de nation privilégiée et riche.

Pour les petits États insulaires en revanche, la question est de savoir si Copenhague réduira ou renforcera leur sécurité et leurs chances de survie, si les populations des Îles Marshall, des Tuvalu et des Tokélau, entre autres, devraient s'empresser de partir pour des régions plus sûres, comme le laisse présager une mise en garde récente du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Notre message aux dirigeants qui seront présents à Copenhague est donc clair : nous leur demandons de faire absolument tout ce qui est en leur pouvoir pour renforcer leur détermination de lutter contre les changements climatiques, pour démontrer au monde en actes et non en paroles qu'ils sont totalement résolus à parvenir à un accord mondial d'après Kyoto efficace. Nous leur demandons d'être libres comme le vent et de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale après l'ère préindustrielle à un niveau qui garantisse notre survie. Nous les exhortons à être justes et à agir avec détermination afin de réduire les émissions mondiales en prenant les niveaux de 1990 pour point de référence d'au moins 85 % d'ici 2050. Nous leur demandons de faire en sorte que le plafonnement des émissions mondiales soit atteint d'ici l'année 2015. Enfin, nous appelons les dirigeants de toutes les nations à construire à Copenhague l'arche du salut dans laquelle toutes les nations et tous les peuples pourront s'abriter.

Je pense que le succès de la Conférence de Copenhague se mesurera à la façon dont les petits États insulaires à faible altitude – les plus vulnérables – se sentiront réellement en sécurité. En effet, dans notre communauté mondiale interdépendante, le devoir moral de tous doit toujours être de protéger les faibles et les plus vulnérables.

Sinon, la Conférence de Copenhague ne sera que la continuation de la loi de la jungle, du principe de la survie du plus fort. Elle sera un échec moral et politique. En effet, la Conférence de Copenhague n'est pas une question de calcul. Il ne s'agit pas de force

brute, de compétition permettant la survie de quelques-uns seulement. Il s'agit de libérer les forces et les synergies morales et politiques, intrinsèques à la communauté des nations pour le bien de tous. Sinon, quel autre sens aurait la volonté politique?

L'échec de la Conférence de Copenhague rendra dérisoires les objectifs du Millénaire pour le développement, puisque nous ne serons pas en mesure de les réaliser. Cet échec remettra en question l'aptitude de la Charte des Nations Unies à garantir nos droits souverains préexistants. Bref, le monde et les plus vulnérables du monde ne peuvent se permettre d'échouer.

En ce qui concerne notre pays, même si le taux des émissions des Îles Marshall est insignifiant dans le contexte mondial, nous sommes fixé un objectif de réduction de nos émissions de 40 % d'ici 2020. Au fil des ans, et en fonction des fonds disponibles, nous avons mis au point un programme systématique d'utilisation de l'énergie solaire. À l'heure actuelle, c'est la source principale d'énergie pour près de 40 % des foyers dans nos îles périphériques. Nous comptons étendre cette initiative jusqu'à ce que les 33 îles de notre pays aient toutes accès à l'énergie solaire. S'agissant de la sous-région micronésienne, nous sommes fermement attachés aux objectifs de l'initiative Défi de la Micronésie.

Nos efforts d'adaptation continuent d'être entravés par l'insuffisance de fonds, et surtout par la complexité de l'accès aux sources de financement. Une simplification du processus grâce à un accès direct à ces sources de financement pourrait nous permettre d'accélérer les travaux entrepris dans le cadre de certaines de nos mesures d'adaptation prioritaires, comme les digues, et les projets de gestion des zones côtières et d'eau potable.

J'en viens maintenant à un sujet qui est cher à tous les Marshallais. Nous avons été vivement encouragés par la réunion du Conseil de sécurité d'aujourd'hui animée par le Président Obama sur l'utilisation et les essais d'armes nucléaires.

Des essais nucléaires ont été effectués sur nos îles entre 1946 et 1958, au moment où notre pays était encore sous la tutelle du Conseil de tutelle de l'Organisation des Nations Unies. Notre expérience personnelle en tant que victimes des essais nucléaires et les douloureux souvenirs qui nous hantent encore 60 ans après, sont des cauchemars que nous ne souhaiterions à personne. Le bilan de ces essais en

termes de souffrances humaines et de dommages à l'environnement a été très lourd. Maintenant, 60 ans après l'explosion d'environ 67 bombes nucléaires, les Îles Marshall subissent toujours les séquelles de ces essais. Il n'est pas certain que les îles touchées puissent s'en remettre totalement et retrouver une productivité économique normale, ou que les victimes soient dûment indemnisées.

Nous ne sommes pas venus ici pour condamner ou accuser qui que ce soit. Toutefois, notre devoir moral envers l'humanité exige de nous que nous élevions la voix lors de réunions comme celles-ci et que nous lancions un appel à la conscience de la communauté mondiale. Nous demandons l'adoption d'une nouvelle approche permettant de bannir à jamais de la surface de la Terre le spectre de la guerre et l'emploi d'armes nucléaires.

Interdire les armes nucléaires ne permettra pas en soi de supprimer les causes profondes de la guerre. Aussi important que cela puisse être, cela n'aura pas de conséquences durables. Les êtres humains sont trop ingénieux, pour ne pas inventer d'autres moyens de faire la guerre. Les accords politiques et les bonnes intentions à eux seuls ne suffisent pas. Le monde a besoin de quelque chose de plus profond que le simple pragmatisme. Il aspire à une paix permanente, dont la source intérieure repose sur une attitude morale.

Les dirigeants nationaux ont conscience de la nature du problème, mais ils souffrent d'une paralysie de la volonté. La triste expérience du peuple des Îles Marshall a renforcé notre profonde conviction que, dans un monde qui évolue inexorablement vers une société mondiale, il devient impératif de revoir notre conception des choses et d'adopter une nouvelle perspective selon laquelle les penchants et intérêts nationaux ne pourront s'exprimer pleinement que lorsqu'ils seront subordonnés aux besoins et intérêts de la planète entière, – notre territoire commun –, une perspective selon laquelle une telle subordination n'est pas considérée comme une absence de loyauté envers la nation.

Malgré ses problèmes économiques et financiers de plus en plus aigus, la République des Îles Marshall reste un pays dynamique grâce au soutien généreux de ses amis et de ses partenaires. Nos liens particuliers avec les États-Unis dans le cadre de l'Accord de libre association, nous ont permis d'établir un partenariat privilégié, stable et durable avec ce pays.

Nous exprimons notre ferme appui à l'action menée par les États-Unis et leurs alliés pour combattre le terrorisme, et nous sommes fiers que de jeunes Marshallais et Marshallaises servent dans les forces armées des États-Unis. Nous tenons aussi à remercier sincèrement le Japon, la République de Chine à Taiwan, l'Union européenne, l'Australie et nos partenaires-donateurs pour l'appui qu'ils nous fournissent.

La complexité croissante de la gestion des affaires mondiales – en évolution constante – exige une refonte de la composition du Conseil de sécurité. Le rôle moteur et les accomplissements exceptionnels du Japon dans le domaine de la sécurité humaine sont à la hauteur de ses aspirations, à savoir l'obtention d'un siège permanent au Conseil, et sa demande mérite donc de faire l'objet d'un examen favorable. Les progrès manifestes réalisés dans le processus d'établissement de la confiance entre la Chine et la République de Chine à Taiwan méritent louanges et encouragement de la part de la communauté internationale. L'adhésion de Taiwan aux institutions spécialisées des Nations Unies permettra à ses 23 millions d'habitants de prendre une part active aux affaires de la famille des nations.

Aucune nation ne peut se soustraire à l'étreinte puissante des défis que pose le changement climatique. Son virus mortel est déjà là. Le remède est clair : une action collective et résolue, maintenant plus que jamais. C'est à nous de choisir. Nous implorons Dieu tout-puissant de nous donner le courage et la sagesse nécessaires.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de L'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République des Îles Marshall de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Litokwa Tomeing, Président de la République des Îles Marshall, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (*suite*)

Débat général

Allocution de M. Lawrence Gonzi, Premier Ministre de Malte

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de Malte.

M. Lawrence Gonzi, Premier Ministre de Malte, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Lawrence Gonzi, Premier Ministre de Malte, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée

M. Gonzi (Malte) (*parle en anglais*) : Je voudrais féliciter M. Ali Treki, à l'occasion de son élection à l'unanimité à la présidence de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. Son élection est un hommage mérité à ses qualités personnelles de politicien et de diplomate chevronné, ainsi qu'à son pays, la Libye, avec lequel Malte entretient depuis longtemps des liens d'amitié et de coopération. Je suis convaincu que sous sa direction avisée et grâce à son expérience, les travaux de cette noble Assemblée seront, tout au long de son mandat, fructueux et couronnés de succès.

Ma délégation exprime également ses remerciements et son appréciation à son éminent prédécesseur, le père Miguel d'Escoto Brockmann, pour le dévouement avec lequel il a présidé les travaux et les activités de la soixante-troisième session.

Malte voudrait également saisir la présente occasion pour féliciter et remercier le Secrétaire général pour les efforts inlassables qu'il déploie à la tête de notre organisation afin de maintenir la paix et la sécurité internationales dans le monde. Sous sa direction, l'ONU a réalisé des avancées considérables dans son action pour faire connaître la situation critique des pauvres et des plus vulnérables et, dans de nombreux cas, pour y remédier avec efficacité. C'est pourquoi mon gouvernement et le peuple maltais sont très heureux d'avoir eu l'honneur et le privilège de l'accueillir à Malte en avril dernier.

Cette année, Malte célèbre trois anniversaires importants. Le premier est le quarante-cinquième anniversaire de l'indépendance du pays, le 21 septembre 1964; le deuxième est l'entrée en vigueur, le 21 mars 1994, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; et le troisième est l'entrée en vigueur, le 16 novembre 1994, de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Au cours des 45 dernières années, Malte a respecté la promesse qu'elle a faite en adhérant à l'ONU. Je voudrais, à cet égard, saisir la présente occasion pour renouveler aujourd'hui, en ce quarante-

cinquième anniversaire de l'entrée de Malte à l'Organisation, notre promesse, ainsi que notre foi et notre confiance inébranlables dans les idéaux et les buts inscrits dans la Charte des Nations Unies.

Une des questions qui, au cours des prochaines semaines, occupera une place prioritaire dans l'ordre du jour international est le Sommet de Copenhague. Il y a deux jours, cette salle a été le théâtre d'un rassemblement sans précédent de chefs d'État et de gouvernement venus débattre de l'avenir de notre planète, la Terre. Au cours de ce sommet exceptionnel, nous avons tous convenu que les défis posés par les changements climatiques sont devenus les problèmes les plus urgents et les plus critiques auxquels l'humanité est confrontée.

On se souviendra qu'en 1988, lorsque Malte a pris l'initiative de demander officiellement l'inscription de la question des changements climatiques en tant que point politique à l'ordre du jour de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale, rares parmi nous étaient ceux qui auraient pensé alors que la question des changements climatiques deviendrait en l'espace de deux décennies l'un des grands problèmes critiques au cœur des préoccupations environnementales internationales de ce nouveau siècle. Au cours de ces 20 années, Malte a été à l'avant-garde de ceux qui ont veillé à ce que les changements climatiques continuent d'être l'une des grandes questions prioritaire de notre temps. Notre engagement, vieux de 20 ans, reste identique et toujours aussi ferme. Comme cela a été dit ces derniers jours, l'issue du Sommet de Copenhague doit marquer un tournant décisif. Malte est convaincue que tous les pays, petits et grands, riches et pauvres, doivent assumer une part équitable de cet effort concerté qui doit être mondial s'il veut être couronné de succès.

Le 16 novembre de cette année, les États Membres célébreront le quinzième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, que d'aucuns ont décrite comme étant la constitution qui régleme les activités humaines relatives aux océans. C'est dans cette salle, il y a 42 ans, que Malte a appelé une fois de plus les États Membres à entreprendre une réforme du droit de la mer, ce qui a finalement abouti à l'adoption de la Convention actuelle sur la question, le 10 décembre 1982.

Il faut aussi voir la Convention de 1982 à la lumière de certains problèmes contemporains urgents

qui sont traités soit de manière insuffisante, soit pas du tout. Parmi les insuffisances, on citera les dispositions concernant la piraterie, le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, les règles relatives à la protection et la préservation de l'environnement marin et les règles concernant les câbles et les pipelines sous-marins. Parmi les oublis, on citera par exemple la traite des êtres humains, la sécurité et la sûreté de la navigation, le transport d'armes de destruction massive et le changement climatique.

Compte tenu de ce que je viens de dire, Malte estime que le moment est venu pour l'Assemblée générale d'examiner la possibilité d'une révision de la Convention de 1982 sur le droit de la mer. Dans ce contexte, Malte voudrait proposer que l'Assemblée générale, par l'intermédiaire de ses organes compétents, entame des consultations appropriées parmi ses États Membres pour réviser la Convention, étant donné que le temps a passé et que de nouveaux problèmes graves sont apparus au cours des années. Ma délégation sera disposée à procéder à des consultations avec d'autres États Membres intéressés pour faire avancer cette proposition.

Tout comme il a été nécessaire en 1948 de reconnaître la nécessité d'une déclaration universelle des droits de l'homme comme condition fondamentale de la jouissance de la liberté, de la justice et de la paix par tous les hommes et toutes les femmes du monde, il est à présent vital d'élaborer en parallèle une déclaration sur les devoirs humains de la génération actuelle, y compris nos responsabilités envers les générations futures. Nous avons la tâche générale de préserver le caractère sacré de la vie et de la continuité de l'espèce humaine, ainsi que de préserver l'environnement, sous toutes ses formes. Nous pensons qu'une telle déclaration émane naturellement de cette doctrine du patrimoine commun de l'humanité, que mon pays a évoquée pour la première fois devant cette Assemblée en 1967 et qui a finalement abouti à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Malte estime que les devoirs de l'homme sont intrinsèques à la personnalité, à l'unicité et à l'originalité de l'être humain, et sont aussi inaliénables que les droits de l'homme. Ces devoirs ne découlent pas de lois ou d'obligations, mais sont inhérents à l'être humain. Ces devoirs sont liés à l'être humain lui-même et à son prochain, et de manière particulière à sa famille, à sa communauté à tous les niveaux et à l'environnement naturel et culturel dans lequel sa vie se déroule. La déclaration envisagée, qui renforcera

l'instrument universel de 1948 et concrétiserait son idée maîtresse, marquerait les travaux de l'Assemblée et rendrait éminemment service à la communauté internationale. Elle devrait constituer une réalisation majeure de l'ONU au début du troisième millénaire de notre ère. C'est dans cet esprit que Malte propose que l'on songe à rédiger une telle déclaration sur les devoirs et les responsabilités de l'homme.

Les conflits qui ont lieu de par le monde ont continué d'affecter le développement politique, économique et social de nombreux pays et d'une large partie de nos sociétés. Il est tragique qu'au cours de la dernière décennie, plus de deux millions d'enfants innocents aient été tués et six millions gravement blessés lors de conflits. Le rôle de l'ONU dans la diplomatie préventive et l'appui aux processus de paix doit bénéficier d'un soutien politique fort et durable de la part des États Membres.

Un certain nombre de points chauds, de la Somalie et de l'Afghanistan à la République démocratique du Congo et au Moyen-Orient, continuent d'entraver notre recherche collective de solutions pacifiques et durables pour ces pays et régions déchirés par la guerre. Malte se félicite donc de l'action engagée de l'Organisation, par l'intermédiaire de ses missions de maintien de la paix et ses mécanismes de consolidation de la paix, pour promouvoir le dialogue politique et la réconciliation entre les parties belligérantes. Nous pensons qu'en aidant les pays qui sortent d'un conflit à reconstruire les vies de leurs populations, on contribuerait de manière non négligeable à appuyer comme il se doit les efforts nationaux pour instaurer une paix et un développement durables.

L'un des problèmes qui se pose de longue date, et dont l'ONU est saisie depuis sa création, est la question du Moyen-Orient. En effet, la paix au Moyen-Orient continue d'échapper à nos efforts continuels. Malte réitère sa vision de la solution des deux États, selon laquelle les deux États vivraient à l'intérieur de frontières sûres et garanties, chacun reconnaissant la souveraineté de l'autre, ainsi que son droit à la coexistence pacifique. Malte appelle les deux parties à s'engager pleinement à reprendre les négociations à cette fin, afin de parvenir à la création d'un État palestinien viable sur la base des frontières de juin 1967. Ce n'est pas un point de vue que nous venons d'adopter aujourd'hui. C'est une vision qui est la nôtre depuis des décennies, car nous pensons que la paix au

Moyen-Orient est un facteur déterminant de la paix dans le bassin méditerranéen, et au-delà.

La situation géographique stratégique de Malte dans la Méditerranée la place dans la position privilégiée et cependant responsable de construire des ponts entre les deux continents. De fait, la vocation qu'a Malte de promouvoir la paix et la sécurité dans la Méditerranée continue d'occuper une place importante dans les priorités de la politique étrangère de mon gouvernement. Pendant les 12 derniers mois, Malte a continué de s'appuyer sur les réalisations obtenues jusqu'ici en renforçant le dialogue entre les pays de la région méditerranéenne et de l'Union européenne, ainsi qu'avec la Ligue arabe. C'est avec un grand sens de l'engagement et de la gestion politiques que Malte va accueillir le bureau de liaison destiné à renforcer la coopération entre l'Union européenne et la Ligue arabe, qui doit ouvrir en octobre prochain. Malte croit que le bureau de liaison contribuera de manière importante à approfondir la compréhension mutuelle grâce à une coopération concrète entre l'Europe et le monde arabe, ainsi qu'à améliorer le dialogue interculturel.

On se souviendra que, l'année dernière, j'ai soulevé la question de l'afflux d'immigrants illégaux qui risquent leur vie en traversant la Méditerranée pour repartir de zéro. J'avais indiqué que, vu notre taille et nos ressources humaines et financières, très limitées, il était extrêmement difficile à Malte de faire face à l'arrivée massive sur ses côtes de ces malheureux en route pour l'Europe continentale. Malte a toujours géré cette situation avec la plus grande responsabilité, humanité et bienveillance, respectant tous les êtres humains sans exception. Et nous continuerons à agir ainsi. En même temps, nous pensons que l'immigration illégale est un phénomène international causé par des facteurs extérieurs que les pays directement touchés par ce problème ne peuvent pas toujours prévenir ou même atténuer. Nous avons donc le ferme sentiment que l'ONU devrait traiter la question de l'immigration illégale de façon holistique afin de trouver des solutions à un problème humanitaire que Malte et d'autres pays comme nous, notamment de la Méditerranée, rencontrent actuellement. Il faut faire bien davantage, et nous devons tous, y compris les pays d'origine et les pays de transit, intensifier nos efforts pour relever ce défi.

Mon gouvernement est profondément reconnaissant aux pays qui ont proposé de l'aider à faire face à ce phénomène, notamment les États-Unis,

la France, la Lituanie, le Luxembourg, le Portugal, la Slovénie et la Slovaquie. Mon gouvernement espère également que d'autres pays se joindront à eux pour soulager Malte de ce fardeau si disproportionné par rapport au nombre d'habitants, aux richesses et à la superficie du pays.

Dans son rapport sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général insiste sur la nécessité de conduire « une action multilatérale d'une ampleur exceptionnelle, qui tire parti des atouts et des apports de tous les pays du monde et de leurs citoyens » (A/64/1, par. 4). Malte estime qu'un tel effort doit s'appuyer sur cette Organisation dont tous les États Membres sont égaux et qui peut faire face aux différents problèmes de l'humanité de manière concertée et cohérente. Les défis mondiaux que l'Organisation des Nations Unies doit relever constituent des défis pour nous tous. En tant qu'États Membres, nous avons l'obligation et la responsabilité de veiller à ce que l'Organisation se montre à la hauteur des engagements et des décisions que nous, chefs d'État et de gouvernement, nous engageons solennellement à mettre en œuvre dans l'intérêt supérieur de nos mandants et de nos sociétés.

Je tiens enfin à réaffirmer la conviction profonde de Malte qu'ensemble, en tant que Membres de l'Organisation des Nations Unies, nous pouvons et devons continuer d'apporter notre appui à l'Organisation, au Secrétaire général et à tous ceux qui contribuent à faire de notre planète un monde meilleur pour les générations actuelles et futures. Je sais que Malte entend agir en ce sens.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République de Malte de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Lawrence Gonzi, Premier Ministre de la République de Malte, est escorté de la tribune.

**Allocution de M. Mikheil Saakashvili,
Président de la Géorgie**

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Géorgie.

M. Mikheil Saakashvili, Président de la Géorgie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de

souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mikheil Saakashvili, Président de la Géorgie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Saakashvili (*parle en anglais*) : Je suis reconnaissant de l'occasion qui m'est donnée de m'adresser à l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session.

Chaque année, nous nous réunissons ici pour affronter nos problèmes communs et faire part de la vision de l'avenir que nous envisageons pour notre monde, ce monde dont nous sommes les administrateurs communs. Chaque année, nous nous engageons à renforcer et améliorer notre action pour honorer et défendre les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies.

Cette année marque le vingtième anniversaire de la plus grande victoire en la matière. Vingt années se sont en effet écoulées depuis que l'Europe et le reste du monde en ont fini avec l'un des chapitres les plus atroces de l'histoire moderne. La chute du Mur de Berlin a fait disparaître une ligne artificielle qui isolait les nations, séparait les familles, étranglait les libertés et emprisonnait des millions de personnes. Fait remarquable, ce mur impressionnant s'est effondré sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré. Il a cédé face à la volonté de millions de personnes aspirant à la liberté; il a cédé face à la détermination d'un Occident uni.

Il y a 20 ans, une force militaire redoutée dans le monde entier a été vaincue par la force d'une vérité universelle : l'appel à la liberté et le simple désir de vivre dans la dignité. L'effondrement du Mur de Berlin, il y a 20 ans, n'a pas seulement libéré les États prisonniers du Pacte de Varsovie. Il a donné libre cours aux espoirs, rêves, aspirations et talents de millions de citoyens qui vivaient sous le joug de la tyrannie de l'Union soviétique, dont ceux de mon propre pays.

Aujourd'hui, ces citoyens composent plus d'une dizaine de nations différentes, et sont liés les uns aux autres par l'aspiration et l'ambition communes de vivre dans un monde exempt de sphères d'influences – affranchi de tout contrôle extérieur – et d'être libre de décider de leur propre destinée. Aujourd'hui, lorsque nous nous remémorons cet événement historique et l'impact qu'il a eu sur notre monde, nous pouvons à juste titre être fiers de ce qui a été réalisé, des formidables progrès accomplis et de la prospérité qu'une paix durable a apportée.

Cependant, si nous voulons faire un bilan honnête du passé, nous devons admettre que le présent est doux-amer. Il existe en effet un risque réel qu'au lieu de s'inspirer de ce grand chapitre d'idéalisme et de progrès, des États et des dirigeants autorisent un retour à l'autosatisfaction sans intérêt et à la politique de la force cynique qui ont été à l'origine de bon nombre des pires événements de ces cent dernières années.

La situation actuelle est douce-amère car, malheureusement, certains n'ont pas tiré les mêmes leçons d'espoir et d'inspiration de la chute du Mur. En effet, il y a 20 ans, quand un vent de liberté a balayé ce mur, rares étaient ceux qui imaginaient que la répression et les menaces que celui-ci incarnait réapparaîtraient aussi rapidement et que les espoirs nés en 1989 seraient si vite déçus. Pourtant, aujourd'hui, l'objectif d'une Europe unie, libre et en paix n'a pas encore été atteint; ce projet n'a pas encore été réalisé et le défi est malheureusement toujours à relever.

Aujourd'hui, je m'adresse à cette Assemblée en ma qualité de dirigeant, démocratiquement élu, d'une nation fière et souveraine. Mais hélas, à l'heure actuelle, la Géorgie, comme l'Allemagne il y a une génération, est un État déchiré par une plaie béante. Comme l'ont déclaré en début de semaine M. Václav Havel et d'autres voix de la conscience de l'Europe, l'Europe est aujourd'hui divisée par un nouveau mur élevé par une force extérieure, un mur qui traverse la Géorgie.

Ce mur a été construit par les mêmes personnes qui regrettent le Mur de Berlin, déplorent sa chute et ont tout fait pour qu'il ne tombe pas. Ce mur ampute mon pays d'un cinquième de son territoire et, une fois de plus, divise l'Europe, crée de nouvelles lignes de répression et de peur, des lignes de séparation artificielles tracées à l'intérieur des frontières internationalement reconnues d'un État européen.

Mes propos peuvent déplaire mais je me dois de dire la vérité. La vérité, c'est que ce mur existe au mépris des progrès qu'il nous semblait avoir réalisés depuis cette journée lumineuse et ensoleillée à Berlin, il y a 20 ans. Ce nouveau mur nous rappelle qu'une fois de plus, la loi du plus fort l'a emporté sur le droit et la raison.

Il n'est pas ironique, mais plutôt tragique, que ce mur soit construit par ceux-là même dont les idées ont été mises en échec et rejetées de manière collective et résolue il y a tout juste 20 ans. Je ne suis pas rassuré par le fait que ceux pour qui la chute du Mur a été la

plus grande tragédie du XX^e siècle sont à l'origine de ces mesures regrettables.

Il y a un an, mon pays a été envahi. Des chars, des avions de combat, des navires de guerre, des bombes et des pirates informatiques agissant pour le compte d'un État se sont abattus sur nos villes, grandes et petites, nos villages, nos infrastructures et notre économie. En quelques jours, des centaines de Géorgiens ont été tués et des milliers d'autres blessés. Des dizaines de milliers de civils innocents ont dû fuir pour échapper à un nettoyage ethnique dont ont rendu compte en détail des organisations indépendantes de défense des droits de l'homme.

À ce jour, ces actes de violence n'ont fait l'objet d'aucune poursuite, en violation directe du droit international, des normes établies par cette Organisation et des accords signés au niveau international dans le but de mettre fin à ces agissements. Voilà la réalité à laquelle nous devons faire face alors que nous sommes réunis ici aujourd'hui. Des termes existent pour désigner ces faits : agression armée, nettoyage ethnique, violations massives des droits de l'homme et poursuite d'une occupation illégale.

Ceux qui ont déclenché la guerre dans notre région et dans mon pays et qui ont mené des campagnes de nettoyage ethnique en Géorgie ont déclaré hier, dans cette salle et à cette même tribune, qu'ils avaient dû le faire pour « mettre en œuvre le principe d'indivisibilité de la sécurité » et ainsi « passer outre à l'héritage du passé » (A/64/PV.4). C'est de la langue de bois, un exemple tout à fait classique de la langue de bois d'antan.

La seule chose qu'ils ont ainsi franchie en réalité, c'est notre frontière souveraine. Ils ont affirmé être dans l'obligation de le faire, tout comme leurs prédécesseurs avaient été contraints d'envahir la Pologne en 1939, en raison de l'imprudente soif de liberté de cette dernière, puis la Finlande en 1940, la Hongrie en 1956, la Tchécoslovaquie en 1968 et l'Afghanistan en 1979. Ce même peuple a dû raser une capitale de 400 000 habitants, Grozny, pour détruire et exterminer la fière nation tchétchène et tuer des dizaines de milliers de femmes et d'enfants innocents. Je tiens à dire publiquement que le temps presse et qu'ils vont recommencer, ils n'hésiteront pas à le faire à moins que tous ensemble nous les en empêchions. De fait, l'histoire récente est un outil puissant pour nous faire comprendre quel type d'actions ces dirigeants

entreprennent pour instaurer ce qu'ils appellent la sécurité et la stabilité dans mon pays.

Mais je tiens à dire haut et fort aujourd'hui que le peuple géorgien n'acceptera pas une nouvelle ligne de séparation dans notre pays. Sa détermination est sans faille. Face aux menaces quotidiennes, aux provocations militaires et à tous les mensonges proférés contre nous par des sources multiples, mon pays ne vacillera pas et ne cédera jamais à cette force brutale.

La Géorgie n'est pas la seule concernée par ce mur qui traverse l'Europe. Les valeurs qui sont à la base même de cette institution sont de fait menacées. La protection des droits de l'homme, le respect de la dignité et de l'égalité de tous, le caractère inacceptable du nettoyage ethnique et la reconnaissance de l'inviolabilité de frontières souveraines sont autant de valeurs qui forment le socle de cette institution.

À l'évidence nous n'avons pas choisi cette voie, mais il nous appartient de dénoncer cette illégalité et d'y mettre fin. En tant que communauté de nations responsables, nous avons la responsabilité collective de faire respecter le droit international et d'insister sur le fait que les frontières ne peuvent être et ne seront pas modifiées par le recours à la force. Il nous appartient de démolir pacifiquement ce nouveau mur par la force de nos idées et par la puissance de nos convictions. Je veux que le monde comprenne bien la manière dont nous percevons ce mur et quelle est notre stratégie pour l'abattre.

Pour commencer, je tiens à dire d'emblée que nous n'espérons pas qu'il disparaisse du jour au lendemain. Nous comprenons qu'il s'agit d'un processus excessivement difficile, mais l'histoire du mur de Berlin nous enseigne que la patience ne doit jamais être passive. Nous ne devons jamais nous résigner à l'idée que cette situation devrait être acceptée ou tolérée. Le mur de Berlin n'est tombé que parce des partisans passionnés, disciplinés et énergiques de la liberté, de l'autre côté du mur et au-delà, ont œuvré avec acharnement, discipline, courage et détermination pour rappeler à la communauté mondiale qu'il était illégitime et illégal et qu'il fallait agir pour en précipiter la chute.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier les États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ont voté pour la reconnaissance du droit au retour de toutes les personnes déplacées et de toutes les victimes de nettoyage ethnique. Je tiens à remercier

tous les pays de par le monde qui ont résisté aux pressions illégales, et dans de nombreux cas aux tentatives de corruption, pour demeurer intransigeants dans leur refus de ne pas reconnaître les territoires de la Géorgie actuellement occupés par une force étrangère. Je veux remercier tous les pays qui se sont montrés si généreux et ont promis et fourni une aide économique vitale qui s'est avérée inestimable pour bâtir des abris pour ceux que cette invasion avait transformé en réfugiés et en personnes déplacées et aider à reconstruire leurs rêves. Au nom de tous mes concitoyens, je veux les remercier de leur générosité, en particulier à l'heure où le monde traverse une période extrêmement difficile.

Au-delà du réconfort que nous a apporté leur appui matériel, je tiens à remercier tous les amis de la Géorgie qui n'ont pas seulement défendu notre souveraineté, mais aussi notre droit de nous frayer notre propre chemin dans le monde, de choisir nos alliances et de rejeter cette notion de sphères d'influence issue du XIX^e siècle qui a causé tant de guerres, de répressions et de souffrances dans l'histoire du monde. Je souhaite remercier les pays et les dirigeants de l'Union européenne qui ont aujourd'hui envoyé des observateurs en Géorgie pour promouvoir la paix. Le peuple géorgien remercie également le Président des États-Unis, M. Obama, de ses paroles de soutien inflexibles et de ses déclarations très fermes en faveur de notre souveraineté et de notre intégrité territoriale. Nous remercions également le Vice-Président américain Biden de s'être rendu en Géorgie cet été et d'avoir, lors d'une rencontre avec des enfants réfugiés, souligné combien l'Amérique est attachée à notre démocratie et à notre droit de décider de notre propre avenir. En particulier, je tiens à remercier l'ONU qui pendant plus de 16 ans a contribué à la paix sur le terrain en Géorgie par sa présence dans notre pays, une présence qui a récemment et brutalement pris fin du fait des actions unilatérales d'un seul État Membre.

Notre avenir dépend de nous et c'est pourquoi je veux également aujourd'hui informer l'ONU des progrès que la Géorgie a accomplis, grâce à ses propres efforts, au cours des 12 mois qui se sont écoulés depuis que nous avons été victimes de la première invasion que l'Europe ait connu depuis la fin de la guerre froide. Un an après avoir perdu des centaines de nos fils et de nos filles et avoir assisté au déplacement de centaines de milliers de personnes, le peuple géorgien a resserré

les rangs et a accompli de réels progrès sur la voie de la paix, de l'indépendance et de la liberté individuelle.

Je voudrais rendre hommage à son courage. Il y a quelques jours seulement, dans un camp de réfugiés situé aux alentours de Tbilissi, j'ai vu de jeunes enfants manifester leur désir inaltérable de retrouver une vie normale et libre. Ces enfants étaient de toutes origines ethniques. De fait, la plupart des réfugiés d'Ossétie du Sud sont des Ossètes de souche, et ils ont fui leurs soi-disant libérateurs ou ont été chassés par eux. Les enfants que j'ai rencontrés dans ce camp de réfugiés ont saisi cette occasion pour apprendre à être compétitifs à l'ère moderne en utilisant de nouveaux ordinateurs, en maîtrisant l'anglais et en poursuivant envers et contre tout leur quête de savoir. Ces enfants sont l'avenir de mon pays. Ces enfants symbolisent le chemin qu'a choisi la Géorgie après l'invasion.

Nous tenons les promesses que j'ai faites l'an dernier de cette tribune, lorsque je me suis engagé à renforcer notre démocratie, à encourager le pluralisme, et à étendre les libertés individuelles. Déjà, nous avons lancé plusieurs réformes qui, d'ici un an, conforteront les progrès de la Révolution des roses et ancreront de manière irréversible notre identité en tant qu'État le plus libre de la région. Déjà, nous avons permis que l'opposition manifeste sans entrave près de trois mois durant, alors que ces manifestations bloquaient les rues principales de notre capitale et paralysaient les bâtiments gouvernementaux. Nos actions témoignent de notre attachement profond au pluralisme et de notre respect du droit à la différence d'opinion et à la liberté d'expression.

Bien que des soldats ennemis soient stationnés à une vingtaine de kilomètres seulement de la capitale, leur artillerie pointée sur le centre-ville, nous avons néanmoins accordé à des stations de radiodiffusion contrôlées par l'opposition l'autorisation d'émettre sur tout le territoire. Déjà, nous avons convié les partis de l'opposition aux réunions de notre conseil de sécurité national, ne leur cachant pratiquement rien et leur donnant plein accès à toutes les informations dont dispose l'État, pour faire en sorte que nos politiques en matière de sécurité reflètent la volonté unifiée de la nation, par-delà les factions et les partis. Déjà, nous nous sommes engagés à organiser dans quelques mois l'élection de tous les maires au suffrage direct et nous avons commencé à élaborer un nouveau code électoral, fondé sur le consensus et sur l'assentiment des différents partis politiques, afin de garantir aux

prochaines élections locales, législatives et présidentielles la plus grande légitimité possible.

Parallèlement à tous ces efforts et à notre attachement aux réformes démocratiques, notre plus grand impératif aujourd'hui est de continuer de rassembler les différents intérêts et groupes politiques, sans exception, afin d'œuvrer en faveur de conditions de vie meilleures pour nos concitoyens. Nous sommes également en train de faire tout ce qui est en notre possible pour reconstruire notre économie.

Les Géorgiens sont des travailleurs qualifiés et durs au labeur mais sont doublement pénalisés par la crise économique mondiale et par les conséquences économiques de l'invasion de l'été dernier. Notre impératif premier au niveau national est de créer plus d'emplois et nous œuvrons dans ce sens au quotidien. Nous sommes réellement encouragés et fiers que la Banque mondiale ait récemment classé la Géorgie au onzième rang des pays du monde les plus attractifs pour faire des affaires alors que nous étions à la 122^e place de ce classement il y a quelques années seulement. Nous occupons également la première place en Europe orientale et centrale, juste un an après l'invasion. Et nous continuerons à prendre les mesures nécessaires pour renforcer notre économie et créer plus d'emplois.

Nous demeurons fermement attachés à la vision d'une Géorgie souveraine et unifiée. Ensemble avec les différents groupes ethniques et religieux de la Géorgie, nous triompherons de l'occupation illégale et nous inverserons les effets du nettoyage ethnique.

L'Abkhazie est le berceau de la civilisation géorgienne. Elle a joué un rôle utile et dynamique dans notre voyage à travers l'histoire, depuis l'époque de l'ancien Royaume de Colchide – berceau de l'une des plus intéressantes et plus anciennes cultures européennes, qui a commencé avec Jason et les Argonautes. Et elle a continué à jouer ce rôle utile et dynamique jusqu'à il y a quelques années, avant d'être vidée de plus des trois quarts de sa population. Les jardins, hôtels, théâtres, et restaurants ont été remplacés par des bases militaires, des champs de mines et des cimetières. Cela prendra du temps, mais je suis sûr que l'Abkhazie redeviendra ce qu'elle était – la plus merveilleuse partie de la Géorgie – et que l'occupation fera partie de l'histoire.

Je suis venu ici aujourd'hui pour transmettre un message simple. Nous sommes convaincus que la Géorgie est en train de gagner la paix et voici comment

l'Assemblée peut mesurer notre détermination. Nous sommes-nous effondrés face à l'invasion brutale? Non. Avons-nous réprimé les dissidents? Non. Avons-nous réduit les libertés face à la récession? Non. Même face à l'adversité, nous continuons à contribuer aux objectifs communs établis par nos amis et l'ensemble de la communauté internationale.

Je suis fier de dire que la Géorgie est à l'avant-garde de la lutte contre les changements climatiques, produisant 85 % de son électricité à partir de sources d'énergie verte et renouvelable. Ce pourcentage est en augmentation, et d'ici trois ans nous couvrirons 100 % de nos besoins. Parallèlement, nous sommes aux avant-postes dans la lutte contre le terrorisme dans le monde aux côtés de nos alliés, y compris en Afghanistan, où nos troupes servent côte à côte avec d'autres venues du monde entier.

Nous sommes en train de gagner la paix car, chaque jour, les nations de notre région s'émancipent de plus en plus de notre héritage impérial commun. Chaque jour, les États de la région évacuent de plus en plus la terrible pression que génère notre passé commun. Chaque jour, l'idée qu'on peut résister aux tendances revanchardes se répand encore davantage, et chaque jour l'arc des nations indépendantes – de l'Ukraine à la Moldavie et de l'Ouzbékistan à la Mongolie – rappelle au monde que les sphères d'influence appartiennent au passé.

La Géorgie n'est pas seulement un pays; le nouveau mur qui traverse notre territoire a transformé la Géorgie en une idée et en un test. Il s'agit d'une idée de liberté et d'indépendance et un test pour le monde – un test que le monde doit passer avec succès. Si le monde réussit ce test, alors chacun sera surpris par la rapidité avec laquelle la région développera son formidable potentiel. Une victoire active et patiente sur le nouveau mur constituerait un pas décisif dans l'effort pour assurer la sécurité énergétique des nations libres et bâtir un front uni contre l'anarchie et le terrorisme. La Géorgie est un lieu où toutes les cultures, les influences, les religions et les traditions se rencontrent, fournissant un antidote contre la menace d'un choc des civilisations.

Hier, le Président Obama a clairement dit que de nouveaux murs ne doivent pas nous diviser, que l'avenir appartient à ceux qui édifient et non pas à ceux qui détruisent, et que la coopération et les valeurs doivent l'emporter sur les divisions et le cynisme. Aujourd'hui, je voudrais dire combien nous partageons cette vision et à quel point celle-ci est vitale pour mon pays, ma région et au-delà.

Il y a 20 ans, les révolutions de velours ont inauguré une nouvelle ère dans les relations internationales et un nouveau voyage a commencé vers un monde libre et de coopération. Je suis certain que nous triompherons, mais seulement si nous ne sommes pas trop confiants et passifs, et seulement si nous appuyons et défendons les valeurs auxquelles nous sommes profondément attachés. En fait, cette semaine seulement, les porte-voix de ces révolutions de velours d'il y a deux décennies – la voix de Václav Havel – nous ont solennellement rappelé les dangers que nous devons encore affronter. Parlant du nouveau mur qui divise aujourd'hui la Géorgie, il a écrit, avec d'autres éminents européens, que :

« l'absence de réaction claire des démocraties occidentales face à l'agression et au démembrement d'une nation amie, si petite soit-elle, peu avoir des conséquences mondiales très graves (...) l'Union européenne est née précisément pour se protéger contre toute nouvelle tentative de Munich et du rideau de fer (...) il serait totalement catastrophique de donner l'impression de quelque façon ce soit que nous tolérons de telles pratiques qui ont plongé notre continent dans la guerre et la division pendant la plus grande partie du siècle passé. En jeu il n'y a rien de moins que la foi dans le projet auquel nous continuons à dédier nos vies : la réunification pacifique et démocratique du continent européen. »

Il faut que l'appel de Václav Havel soit entendu, ainsi que l'appel du Président Obama et celui de l'un de héros personnels de Russie, Anna Politkovskaya, qui a été brutalement réduite au silence. Je me souviens de ma conversation avec M^{me} Politkovskaya quelques jours seulement avant qu'elle ne soit assassinée. Elle était mon amie et mon héros, et je me souviens des espoirs qu'elle avait exprimés. Leurs appels résonnent à travers deux décennies de progrès – progrès qui ont suscité les plus grands espoirs mais qui demeurent très fragiles. Aujourd'hui et ensemble nous devons apporter des solutions. Aujourd'hui et ensemble nous devons faire preuve d'esprit d'initiative et de vision. Aujourd'hui et ensemble nous devons démontrer notre détermination commune. Et plus que tout, aujourd'hui et ensemble, nous devons donner l'exemple, montrer que la force de nos valeurs et de nos idéaux finira par libérer le formidable potentiel humain que nous portons tous en nous.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Géorgie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Mikheil Saakashvili, Président de la Géorgie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée.
La séance est levée à 22 h 10.